

LES REACTIONS DES PAYS DE L'AXE FACE  
AU PACTE GERMANO-RUSSE DE 1939

par

Ronald Poupart

Cette thèse a été soumise à la  
Faculty of Graduate Studies and Research  
McGill University, Montreal

répondant partiellement ainsi aux  
conditions requises pour le  
diplôme de Maîtrise ès Arts

Département d'Histoire  
McGill University  
Montreal

© Mars 1986

## ABSTRACT

This thesis is concerned with the diplomatic reaction of the Axis Countries, Italy, Japan, Spain and Hungary, to the Russo-German Non-Aggression Pact of August 1939. The immediate origins of the Pact were studied in order to put into context the individual responses of the various countries, known as the Axis Powers. Each of these countries was confronted with a dramatic change in the European situation and each had to adjust its relations with Germany in accordance with its own interests and expectations for the question of war or peace in Europe.

With the exception of Hungary, all were opposed to the Pact because it seemed to run contrary to their national interests and promised to upset the Balance of Power on the European, and indeed, the Asian continent. The thesis thus illustrates the special character of Hitler's diplomacy, in the last year of peace before the Second World War, which did not consider the interests of his partners when concluding his arrangements with the Soviet Union.

## RESUME

Cette thèse est une étude sur les réactions diplomatiques des pays de l'Axe, c'est-à-dire l'Italie, le Japon, l'Espagne et la Hongrie, face au Pacte de non-agression germano-russe. Au début, on a étudié les origines de ce pacte dans le but de situer les réactions individuelles de ces différents pays de l'Axe: chacun de ces pays fut confronté avec les changements profonds qui se produisaient en Europe et chacun avait dû ajuster ses relations avec l'Allemagne selon ses intérêts et les perspectives d'une guerre ou d'une paix en Europe.

A l'exception de la Hongrie, les autres pays étaient opposés à ce pacte parce qu'il allait contre leurs intérêts nationaux et parce qu'il remettait en question l'équilibre des puissances en Europe et en Asie.

Dans cette thèse, on a décrit le caractère spécial de la diplomatie d'Hitler, dans les dernières années de paix précédant la seconde guerre mondiale, laquelle ne tenait pas compte des intérêts des autres pays de l'Axe, comme ce fut le cas pour la conclusion de ce pacte avec l'Union Soviétique.

## PREFACE

J'ai choisi ce sujet pour ma thèse à cause de l'intérêt que je porte à l'histoire moderne des relations internationales et à l'histoire de l'Allemagne. Pour répondre à ce penchant, j'ai trouvé qu'il serait intéressant d'étudier un événement important de ces relations de l'histoire de l'Allemagne. Dans cette perspective, j'ai choisi d'analyser le pacte politique entre Hitler et Staline parce que c'est un événement d'une très grande importance pour l'histoire de l'Allemagne. Toujours sur le plan international, j'ai voulu intégrer à l'intérieur d'un cadre précis, celui des réactions des pays de l'Axe face à cet accord politique.

Même si c'est un sujet qui a été étudié par plusieurs auteurs, il n'en demeure pas moins que cette thèse garde une certaine originalité par le fait que l'on a réuni dans un même travail les réactions des autres pays de l'Axe. En effet, la plupart de ces auteurs se sont limités à l'étude d'un seul pays et souvent ils ont inséré leur étude à l'intérieur d'un ensemble de relations touchant plusieurs pays.

Je tiens à remercier Mlle Lise Bouchard et M. Aubert Dencose pour avoir corrigé les épreuves et Sr Emma Hamel, s.b.c. pour avoir dactylographié cette thèse.

## TABLE DES MATIERES

|               |                                         | <u>Pages</u> |
|---------------|-----------------------------------------|--------------|
| INTRODUCTION  | . . . . .                               | 1            |
| CHAPITRES     |                                         |              |
| I             | Le Pacte de non-agression germano-russe | 3            |
| II            | Les réactions de l'Italie . . . . .     | 23           |
| III           | Les réactions du Japon . . . . .        | 66           |
| IV            | Les réactions de l'Espagne . . . . .    | 107          |
| V             | Les réactions de la Hongrie . . . . .   | 119          |
| CONCLUSION    | . . . . .                               | 134          |
| REFERENCES    | . . . . .                               | 140          |
| BIBLIOGRAPHIE | . . . . .                               | 164          |

## INTRODUCTION

La détérioration de la situation politique de l'Europe lors de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes allemandes, le 15 mars 1939, a été accentuée par un autre événement politique majeur, le Pacte de non-agression germano-russe, le 23 août 1939. Ce pacte était en fait le dernier acte politique d'importance avant le déclenchement de la deuxième guerre mondiale.

C'est ce dernier acte politique que l'on analysera dans cette thèse, à l'intérieur d'un cadre précis qui est celui des réactions des pays de l'Axe, c'est-à-dire l'Italie, le Japon, l'Espagne et la Hongrie, face à ce pacte, depuis son élaboration jusqu'à sa signature.

Même si c'est un sujet qui a été étudié par plusieurs auteurs, cette thèse n'en garde pas moins une certaine originalité par le fait que l'on a réuni dans un même travail les réactions de ces quatre pays. En effet, la plupart de ces auteurs se sont limités à l'étude d'un seul pays et souvent à l'intérieur d'un ensemble de relations touchant plusieurs pays.

Pour chaque pays, on étudiera succinctement ses relations avec l'Allemagne à partir de 1933, tout en faisant allusion à ses relations avec l'Union Soviétique, dans le but de donner une idée des relations entre ces deux pays et de permettre de mieux situer la nature de leurs relations au début de l'année 1939. Il s'agira en quelque sorte d'une introduction.

Ensuite, on analysera les réactions de chacun de ces pays tout le long de l'élaboration du pacte pour ainsi mieux comprendre les buts et les motifs de leurs positions politiques qu'ils ont prises face à l'entente germano-russe du 23 août 1939.

Cette analyse sera avant tout d'ordre diplomatique, c'est-à-dire qu'elle portera sur les rapports politiques entre états avant tout autre chose. Il ne peut être question d'une étude économique, même si parfois on y abordera ce sujet. C'est donc une analyse des réactions politiques d'un état face à une entente politique entre deux autres pays.

Cette analyse des réactions s'étendra d'une façon générale entre le premier janvier et le 23 août 1939. Même si cette thèse est limitée dans une période assez courte, elle a l'avantage de permettre un approfondissement de plusieurs aspects intéressants auxquels ces auteurs ne se sont pas attardés dans leurs études, à cause de la longueur des périodes qu'ils avaient à couvrir.

## CHAPITRE PREMIER

### LE PACTE DE NON AGRESSION GERMANO-RUSSE

Avant d'étudier les réactions des pays du Pacte Anti-Comintern face au Pacte de non-agression germano-russe, il serait important d'étudier l'origine de ce pacte afin de connaître les motifs qui ont amené l'Allemagne et la Russie à le signer.

Quand Hitler a pris le pouvoir, on s'attendait à une détérioration des relations entre Berlin et Moscou et, éventuellement, à une rupture de leurs relations diplomatiques, étant donné que chacune prônait une idéologie complètement hostile l'une envers l'autre. Or, cette perspective politique n'a pas eu lieu. En effet, les relations diplomatiques entre les deux capitales furent maintenues. Malgré l'interdiction du parti communiste<sup>1</sup>, Hitler insista pour maintenir des relations d'amitié entre les deux pays<sup>2</sup>. La raison qui motivait Hitler à suivre cette politique était due à la situation de l'Allemagne en 1933. En effet, l'économie allemande était désastreuse et la Wehrmacht était complètement désorganisée. Dans ces circonstances, il ne pouvait être question de se lancer dans une guerre agressive contre un pays de l'Ouest, encore moins contre l'Union Soviétique.

Les dirigeants soviétiques, tout en maintenant des relations diplomatiques avec l'Allemagne, étaient inquiets parce qu'ils croyaient que tôt ou tard Hitler attaquerait leur pays<sup>2a</sup>.



Les premiers signes de tension entre les deux pays étaient déjà apparus lors de la conclusion du Pacte de non-agression germano-polonais<sup>3</sup>. Dans ce pacte, les Russes voyaient que les Allemands s'étaient alliés à leurs pires ennemis, les Polonais. Les Russes se sentaient menacés par ce pacte. Leurs relations s'étaient aggravées lorsqu'Hitler décida de réarmer la Wehrmacht en 1935<sup>4</sup>.

Devant ce danger, les Russes décidèrent de renforcer leur politique d'ouverture déjà amorcée vers les pays de l'Ouest<sup>5</sup> en devenant membres de la Société des Nations<sup>6</sup> et en acceptant l'invitation des Etats-Unis de rétablir leurs relations diplomatiques<sup>7</sup>.

Cette tension entre les deux pays allait s'accroître. En effet, Hitler inaugura une politique anti-bolchévique auprès des pays de l'Ouest en affirmant que l'Allemagne était le bouclier contre le communisme<sup>8</sup>. A mesure que l'Allemagne devenait plus forte sur le plan militaire, cette politique prenait de l'ampleur, en particulier avec la signature du Pacte Anti-Comintern germano-japonais de 1936<sup>9</sup> et germano-italien de 1937<sup>10</sup>. Naturellement, cette politique anti-communiste rendait les relations germano-russes très difficiles de telle sorte qu'elles étaient au point mort en 1938<sup>11</sup>. Les contacts entre eux étaient limités à leur plus simple expression.

La détérioration de ces relations est montrée clairement dans leurs échanges commerciaux<sup>12</sup>. Alors que ces échanges étaient à leur plus haut niveau en 1932, ils avaient diminué graduellement, à l'exception de l'année 1935<sup>13</sup>, pour atteindre leur plus bas niveau en 1938 et 1939.

Malgré cette détérioration diplomatique et économique entre les deux pays, on y remarque une orientation nouvelle dans leur politique extérieure vis-à-vis l'Ouest. Avec ses visées sur l'Autriche et la Tchécoslovaquie, Hitler faisait face à une opposition grandissante de la part de la France et de la Grande-Bretagne en particulier. Devant cette opposition, Hitler ne cachait plus à ses proches collaborateurs et à ses alliés sa détermination de combattre les pays de l'Ouest au moment opportun<sup>14</sup>. Du côté de la Russie, Staline était de plus en plus sceptique devant la faiblesse des pays de l'Ouest face à la politique agressive d'Hitler et face à leur refus de sa politique de sécurité collective en Europe. L'idée d'une neutralité politique semblait une solution idéale à ses yeux.

Au début de 1939, Hitler amorçait une nouvelle politique avec les Russes qui était déterminée par des raisons économiques. En effet, on remarque dans les dépêches diplomatiques entre Berlin et l'ambassade allemande à Moscou que les préoccupations économiques étaient prédominantes à la fin de 1938. Elles étaient dues au fait que l'Allemagne était à court de matières premières pour ses industries affectées à la production militaire<sup>14a</sup>.

Comme la Russie était un fournisseur important de ces matières et comme ses importations en provenance de ce pays diminuaient rapidement, l'Allemagne se devait d'améliorer ses relations avec la Russie pour assurer la continuité des échanges en ce domaine.

Cette amélioration s'était limitée à des gestes plutôt symboliques. C'est ainsi qu'Hitler parla amicalement avec le nouvel ambassadeur russe Merekalov lors d'une réception du corps diplomatique<sup>15</sup> et, dans un discours

du 30 janvier au Reichstag, Hitler évita toute attaque habituelle contre la Russie. De plus, suite à l'invitation de l'ambassadeur russe de reprendre les négociations au sujet de crédits que l'Allemagne avait proposés le 22 décembre 1938, le gouvernement de Berlin lui promit d'envoyer à Moscou Schnurre<sup>16</sup>, un spécialiste des questions économiques.

Cette amélioration des relations économiques n'a pas eu de suite immédiate à cause de la décision des autorités allemandes de retenir Schnurre à Berlin pour différentes raisons<sup>17</sup> et des difficultés de la part des Russes de pouvoir livrer les matières premières désirées par les Allemands<sup>18</sup>.

Une des raisons de cette amélioration limitée dans les relations entre ces deux pays était due à l'intérêt qu'Hitler portait à l'établissement de bonnes relations politiques avec la Pologne. Hitler se préparait depuis longtemps à un conflit armé avec les pays de l'Ouest de l'Europe. Pour faire face à cette éventualité, il lui fallait avoir les mains libres à l'est de l'Europe. Etant donné la position géographique de la Pologne dans cette région de l'Europe, ce pays avait pris une importance très grande à ses yeux.

Dans cette optique, Hitler initia une approche politique de bonne entente avec la Pologne pour régler les litiges qui divisaient les deux pays. Advenant un tel règlement, Hitler voulait arriver à une entente politique, économique et militaire à long terme avec ce pays.

Dès janvier 1939, Hitler avait invité personnellement Beck<sup>19</sup>, à Berchtesgaden, pour discuter avec lui de leurs différends. A ce sujet,

Hitler voulait que la Pologne concède la ville de Danzig à l'Allemagne et qu'elle permette aux Allemands d'avoir un droit de libre passage dans le corridor polonais afin d'y construire une autoroute et un chemin de fer. Dans le cas où Beck accepterait ces propositions, Hitler promettait de protéger les frontières polonaises en plus de donner à ce pays des garanties économiques. Mais Beck refusa ces propositions parce que la Pologne pouvait assurer elle-même les garanties germano-polonaises sur Danzig et elle voulait garder sa souveraineté sur le corridor<sup>20</sup>. Ce refus polonais était dû aussi en partie à l'appui de la Grande-Bretagne qui l'encourageait à maintenir ses positions<sup>21</sup> et en partie à la politique d'équilibre que la Pologne voulait maintenir entre l'Allemagne et la Russie<sup>22</sup>.

Devant cette attitude de la Pologne, les tensions germano-polonaises augmentèrent à mesure qu'approchait la rencontre entre Beck, Halifax<sup>23</sup>, et Chamberlain qui devait avoir lieu au début du mois d'avril à Londres. Ribbentrop ne cacha plus son impatience. Il exigea une réponse du gouvernement polonais le plus tôt possible<sup>24</sup>.

Entre-temps, des développements politiques importants avaient eu lieu. En effet, le 15 mars, l'Allemagne envahissait la Tchécoslovaquie et la Grande-Bretagne s'y opposa en proposant la formation d'un support mutuel des pays qui étaient intéressés à résister à toute agression en Europe. Par cette formation, il était évident que l'Allemagne était visée<sup>25</sup>. Les Allemands y virent une politique d'encerclement<sup>26</sup>. A leurs yeux, cette politique anglaise s'était renforcée quand la Grande-Bretagne se déclara garante de l'indépendance de la Pologne, le 31 mars<sup>27</sup>, de la Grèce et de la Roumanie, le 13 avril<sup>28</sup>.

Cette déclaration unilatérale de Chamberlain par laquelle la Grande-Bretagne se portait garante de l'indépendance de la Pologne et la signature du Traité d'Assistance Mutuelle anglo-polonaise, le 6 avril<sup>29</sup>, firent disparaître les espoirs qu'Hitler avait entretenus envers la Pologne<sup>30</sup>.

Suite à cet échec avec la Pologne, Hitler en était venu à considérer sérieusement la possibilité d'une entente politique avec la Russie afin d'isoler la Pologne. Cette possibilité allait se renforcer dans l'esprit d'Hitler à mesure que l'opposition de la Grande-Bretagne envers l'Allemagne se structurait.

On peut se demander jusqu'à quel point Hitler pouvait impliquer la Russie dans sa stratégie. C'est cette même question que les dirigeants anglais s'étaient posées lorsqu'ils ont envisagé de négocier avec la Russie<sup>31</sup>. Si les stratégies allemandes et anglaises étaient différentes face à la Russie, le problème de fond restait le même. En effet, avec les purges que Staline avait effectuées parmi l'élite politique de son pays et les chefs militaires de l'état-major russe, la Russie avait perdu beaucoup de sa crédibilité militaire auprès des dirigeants occidentaux.

Cette perception était aussi partagée par Hitler. Il ne croyait pas que la Russie puisse être capable de faire la guerre<sup>32</sup> d'autant plus que ce pays était aux prises avec le Japon. C'était sur le plan politique que la Russie avait des apports à son crédit qui ne pouvaient être négligés par Hitler. Par exemple, si la Russie optait de ne pas s'impliquer dans le prochain conflit européen, une telle politique serait une aide appréciable

à sa stratégie et de plus elle aurait pour effet de neutraliser la Pologne.

Du côté de la Russie, Staline ne faisait plus confiance aux pays de l'Ouest à cause de leur manque de volonté à s'opposer à Hitler et à cause de leur refus d'opter pour une politique de sécurité collective proposée par la Russie. Après la conférence de Munich de 1938, Staline s'était rendu compte que la Russie ne pouvait dépendre des pays de l'Ouest pour sa sécurité. Elle devait donc se défendre par ses propres moyens. Dans ces conditions, Staline voyait maintenant que la neutralité était la seule politique valable pour éviter toute implication en Europe, et aussi pour empêcher toute agression contre la Russie. C'est ainsi que dans un important discours le 10 mars, Staline énonça sa politique de neutralité<sup>33</sup>.

Un autre changement important dans la politique étrangère de Staline fut sa position vis-à-vis l'Allemagne. Dans ce même discours du 10 mars, Staline prônait une politique de paix avec tous les pays, incluant également l'Allemagne même si le nom de ce pays n'avait pas été cité. Indirectement, Staline indiquait à l'Allemagne qu'il avait modifié sa position politique envers elle.

D'ailleurs, Staline avait déjà sondé le terrain à ce sujet quand le nouvel ambassadeur russe à Berlin avait demandé de reprendre les négociations économiques avec l'Allemagne.

Cette modification politique des soviétiques n'avait pas échappé aux Allemands<sup>34</sup>. Un autre indice de ce changement, était la façon dont les Russes avaient critiqué l'invasion allemande en Tchécoslovaquie<sup>35</sup>.

Durant les mois d'avril et de mai, on remarque que chaque pays respectif veuille faire comprendre à l'autre qu'il est intéressé à un rapprochement. On le sent surtout chez les Russes par leurs initiatives dans ce sens.

Ainsi le 17 avril, Merekalov déclara à Weizsäcker, le Secrétaire d'Etat allemand, que les différences d'idéologies entre les deux pays ne devaient pas être un obstacle à des relations normales entre eux<sup>36</sup>. C'est surtout le 3 mai, lors du remplacement de Litvonov par Molotov au poste des affaires extérieures de l'Union Soviétique que Staline montra, par cette initiative, une volonté de rapprochement avec l'Allemagne. Ce changement fut très bien compris par Hitler. Il dira plus tard que cet événement fut un pas décisif dans ce rapprochement<sup>37</sup>. Ce remplacement était très important dans l'évolution des relations germano-russes parce que Litvonov, qui était un juif, prônait une politique de sécurité collective européenne contre l'Allemagne alors que Molotov optait pour une politique de rapprochement avec l'Allemagne, dans l'esprit du traité germano-russe de 1922, signé à Rapallo. Enfin dans un discours prononcé le 31 mai, Molotov critiqua les propositions anglo-françaises faites à la Russie<sup>37a</sup> et il affirma la nécessité de continuer des relations d'affaires avec l'Allemagne et l'Italie<sup>38</sup>.

Malgré cette initiative pour se rapprocher des Allemands, les Russes jouaient sur deux tableaux, c'est-à-dire qu'ils négociaient avec les Anglais et les Français d'une part, et de l'autre, avec les Allemands.

C'est ainsi que Molotov fit savoir à Schulenburg, l'ambassadeur allemand à Moscou, qu'il fallait construire une base solide sur le plan

politique entre les deux pays avant de commencer les négociations économiques<sup>38a</sup>. Avec les Anglais, Molotov rejeta un accord<sup>39</sup> que Chamberlain avait annoncé<sup>40</sup> comme éminent par la dénonciation des autres propositions anglo-françaises.

Il y avait plusieurs raisons de la part des Russes de jouer ce jeu. La première, c'était de gagner du temps afin de choisir au moment opportun le parti le plus avantageux, et la deuxième, c'était de pouvoir exercer un chantage sur les deux parties.

On peut se demander si les Russes n'avaient pas déjà choisi dans une certaine mesure le parti qui leur donnerait le maximum des avantages qu'ils désiraient avoir. Avec les Anglais et les Français, les négociations étaient très difficiles. D'abord, il y avait une différence de stratégie. Les Anglais voulaient un pacte d'assistance mutuelle alors que les Russes proposaient une politique de sécurité collective, laquelle avait déjà été refusée par les Anglais. Ensuite, il y avait une multitude de pays en Europe de l'Est qui avaient chacun une politique différente sur ces négociations mais qui avaient une position commune d'hostilité envers la Russie marxiste<sup>41</sup>. Avec les Allemands, les négociations étaient dans un certain sens plus faciles parce que les Russes faisaient face à un seul pays qui ne saurait s'embarrasser des droits de ces pays de l'Europe si une entente avec les Russes pouvaient favoriser ses propres intérêts politiques et militaires.

Dans l'éventualité d'une entente avec l'Allemagne, Staline aurait pu compter indirectement sur la France pour contrebalancer cette entente,



avec une Allemagne qui tôt ou tard serait venue envahir la Russie. Par une telle entente, Staline aurait laissé Hitler libre d'attaquer l'Ouest de l'Europe, en particulier l'armée française qui était considérée comme la meilleure armée de l'Europe<sup>41</sup>. De ce conflit armé, Staline n'en aurait pu espérer que l'Allemagne en soit sortie perdante ou suffisamment affaiblie pour ne pas être en mesure d'attaquer la Russie.

Il n'en demeure pas moins que tout n'était pas encore réglé à ce stade-ci. Ce qui pouvait aider l'un des deux partis (l'Allemagne ou les pays de l'Ouest) à convaincre les Russes de s'allier à l'un d'eux aurait été de donner ce que les Russes désiraient le plus, les pays baltes. Mais les Anglais ne pouvaient leur l'accorder parce qu'ils auraient été en contradiction avec leur politique contre l'Allemagne. En effet, les Anglais ne pouvaient conclure une alliance avec la Russie contre la politique expansionniste de l'Allemagne en permettant à la Russie de s'emparer des pays baltes comme prix de cette alliance. Il y aurait eu une contradiction évidente de la part des Anglais. Du côté des Allemands, ils s'opposaient à l'expansion de l'empire russe dans les pays baltes, d'autant plus qu'ils avaient eux-mêmes des visées expansionnistes dans cette région de la Baltique.

Durant cette même période, les Allemands ne manifestaient guère le même empressement que les Russes envers ce rapprochement, car ils voulaient de la part des Russes la conclusion d'un traité économique comme preuve tangible de leur bonne volonté envers ce rapprochement. Il faut dire que ce traité économique était important pour les Allemands parce qu'il leur

assureraient à long terme des approvisionnements en matières premières nécessaires pour leurs industries et pour faire face à un blocage économique, advenant une guerre avec la Grande-Bretagne.

C'était pour ces raisons qu'ils avaient refusé la proposition politique de Molotov. Elle avait été perçue négativement par Berlin<sup>42</sup>. C'est pourquoi Weizsäcker avait donné ordre à Hilder, conseiller économique à l'ambassade allemande à Moscou, de ne négocier avec les Russes que sur les questions économiques<sup>43</sup>.

Sur le plan politique, les Allemands avaient changé lentement leur attitude vis-à-vis de la Russie. Quand Göring rencontra Mussolini et Ciano, à Rome le 16 avril<sup>44</sup>, il leur parla d'un rapprochement avec la Russie. Tandis qu'à l'occasion d'une rencontre entre Ribbentrop et Ciano, les 6 et 7 mai à Milan<sup>45</sup>, on parla de détente dans les relations entre les pays de l'Axe et l'Union Soviétique.

Ce changement politique de la part des Allemands avait été précédé, le 28 avril, par la dénonciation<sup>46</sup> de l'Accord naval anglo-germanique<sup>47</sup> et de la Déclaration germano-polonaise<sup>48</sup>. Cette dénonciation rendait les relations entre l'Allemagne et les pays de l'Ouest de plus en plus difficiles et amenait les dirigeants de l'Allemagne à se tourner vers l'Union Soviétique. On peut mieux comprendre la position de Ribbentrop, le 26 mai, lorsqu'il soumit à Hitler un projet pour une nouvelle approche pacifique dans les relations germano-russes<sup>49</sup>.

Ce changement de la part des Allemands face à la Russie était dû aussi à la crainte d'une entente entre la Russie, la France et la Grande-Bretagne. Ils se rendaient compte que la seule façon de s'y opposer, c'était d'améliorer les relations avec l'Union Soviétique<sup>50</sup>.

On constate qu'il y a une volonté commune de rapprochement mais sans entente systématique. C'était en quelque sorte une période de transition durant laquelle les deux s'adaptaient à l'idée qu'il y avait une possibilité de s'entendre alors qu'il y a à peine quelques mois cette possibilité n'était pas envisageable. On constate que les Russes détenaient entre leurs mains le sort des négociations. Cette situation de force leur permettait d'exercer un véritable chantage auprès des Allemands, avec d'ailleurs un certain succès.

Entre le 3 juin et le 21 juillet, on voit que les deux pays sont intéressés à des contacts plus directs qu'auparavant lesquels se sont déroulés sur deux niveaux: l'un commercial entre Hilger et Mikoyan et l'autre politique entre Schulenburg et Molotov. Mais les questions politiques viendront envenimer continuellement les questions commerciales de sorte que les négociations vont demeurer au point mort.

Suite au discours de Molotov, Moscou se montra intéressé à négocier avec Berlin sur les questions économiques lors des rencontres entre Hilger et Mikoyan, le 3<sup>50a</sup> et le 8<sup>51</sup> juin. Le jour où Strang, l'envoyé de Londres pour négocier un pacte de défense mutuelle avec les Russes, arriva à Moscou, soit le 14 juin, Astakhov, chargé d'affaires russes à Berlin, rencontra

Draganov, ministre bulgare à Berlin, pour lui dire que les dirigeants soviétiques étaient d'une part plus enclins à un rapprochement avec Berlin qu'à la conclusion d'un pacte avec la France et la Grande-Bretagne, d'autre part, qu'ils seraient intéressés à conclure un pacte de non-agression avec l'Allemagne si elle se disait prête à renoncer à toute attaque contre la Russie<sup>51a</sup>.

Malgré ce double jeu constant des Russes, on remarque que la démarche d'Astakhov, quoiqu'indirecte, marquait un pas important de l'Union Soviétique vers un rapprochement avec l'Allemagne. Mais les Allemands ne saisirent pas la perche qui leur était tendue parce qu'ils étaient plus préoccupés par une entente économique que politique<sup>52</sup>.

Ainsi lorsque, le 28 juin, Molotov se montra de nouveau hésitant face aux négociations économiques<sup>53</sup>, Ribbentrop demanda à Schulenburg d'interrompre les négociations politiques et économiques avec les Russes<sup>54</sup>. Les négociations entre les deux parties devaient demeurer avant tout économiques<sup>55</sup>. Il faut dire aussi que les Allemands n'étaient pas dupes du double jeu des Russes<sup>56</sup>.

Face à cette position ferme de la part des Allemands, les Russes durent s'incliner. Le 21 juillet, Mikoyan ordonna à Babarin, député représentant russe au commerce à Berlin, de rentrer en contact avec Schnurre afin de négocier un traité économique avec l'Allemagne<sup>57</sup>. Les Allemands voyèrent dans cette décision des Russes la fin d'une période d'attente<sup>58</sup>.

Durant cette période, on constate que les Russes s'étaient maintenant fixé un but immédiat dans ce rapprochement qui était de conclure un pacte de non-agression. Pour les Allemands, la situation n'était pas aussi claire. En avril, Göring avait parlé avec les Italiens de la neutralité de l'Union Soviétique comme une solution idéale, mais en juillet, il semblait que rien n'avait été arrêté sur ce qu'ils attendaient exactement des Russes dans leur politique de rapprochement<sup>59</sup>.

On constate aussi que les Russes semblaient vouloir s'orienter vers une entente avec les Allemands, alors qu'avec les Anglais, ils éternisaient les discussions. C'est ainsi que le 20 juillet, alors que tous les points litigieux entre les Anglais et les Russes étaient réglés, ces derniers exigeaient l'ouverture immédiate de négociations sur les questions militaires avant de conclure un accord final sur le plan politique. Malgré le double jeu continu des Russes<sup>60</sup>, il se dégage chez eux une volonté de s'entendre avec les Allemands plutôt qu'avec les Anglais et les Français.

La période entre le 21 juillet et le 14 août est caractérisée par une volonté de la part des Allemands d'éliminer les obstacles à la conclusion d'une entente ou d'un pacte avec les Russes.

Jusqu'à maintenant, les Russes avaient pris l'initiative des discussions. A partir du 21 juillet, c'était au tour des Allemands d'être empressés de négocier avec les Russes. Ce changement d'attitude de leur part était dû à plusieurs facteurs. Il y avait la situation entre l'Allemagne et la Pologne. Les tensions entre ces deux pays s'étaient aggravées,

en particulier au mois d'août, suite aux disputes entre les autorités de la ville de Danzig et le gouvernement polonais au sujet des douaniers polonais qui travaillaient dans cette ville. Il y avait la situation militaire. L'état-major allemand avait déjà préparé des plans de mobilisation pour attaquer la Pologne le 26 août et comme toute la machine militaire avait été mise en marche pour cette invasion, il était difficile de l'arrêter. De plus, ce même état-major voulait attaquer avant l'automne à cause de la température qui rendait très difficile les opérations militaires sur le terrain, en particulier pour les chars d'assaut<sup>61</sup>. Il y avait aussi les problèmes d'approvisionnements en matières premières. Les Allemands avaient un besoin urgent d'accumuler leurs réserves de matières premières avant que la guerre ne débute<sup>62</sup>. Or, depuis 1935, il n'y avait pas eu d'accord économique entre les deux pays qui permettait de combler ce besoin. Dans ces circonstances, on peut mieux comprendre pourquoi Hitler voulait une entente avec la Russie avant le 26 août<sup>63</sup>.

Dès que les Russes acceptèrent de négocier un traité économique avec les Allemands, le 21 juillet, ces derniers abordèrent immédiatement les questions politiques. C'est ainsi que Schnurre parla à Babarin et à Astakhov, le 26 juillet<sup>64</sup>, de normaliser les relations politiques et de rétablir les bonnes relations entre les deux pays par un retour au traité de Berlin. Le 2 août, Ribbentrop proposa à Astakhov une politique de non-ingérence dans les affaires internes de l'autre, une possibilité d'entente avec la Russie sur l'avenir de la Pologne, une intervention de l'Allemagne auprès du Japon pour un modus vivendi avec la Russie et un règlement avec la Russie au sujet des problèmes posés dans les pays de la Baltique et les autres régions, jusqu'à la mer Noire<sup>65</sup>.

Une telle offre sur un partage de leurs intérêts politiques et territoriaux en Europe de l'Est, en particulier sur le sort de la Pologne, ne pouvait laisser les Russes indifférents<sup>66</sup>. Hitler avait la conviction que ces derniers n'étaient nullement intéressés à préserver la Pologne<sup>67</sup> alors que les Anglais demandaient aux Russes de maintenir l'entité politique de ce pays.

C'est le 14 août<sup>68</sup> que Ribbentrop décida de se rendre lui-même à Moscou pour rencontrer Staline et Molotov afin d'améliorer définitivement les relations germano-russes. Ribbentrop avait mis tout le poids de son prestige dans cette décision<sup>69</sup>. Pour préparer son arrivée, il demanda à Schulenburg de dire aux soviétiques que l'Allemagne n'avait pas de sentiment agressif envers l'Union Soviétique et que les questions au sujet des territoires de la Baltique pouvaient se régler à la satisfaction des deux parties<sup>70</sup>.

On constate de la part des Allemands qu'il y a une volonté d'arriver à une entente politique avec les Russes sous une forme de partage territorial et politique en Europe de l'Est. Il est intéressant de noter que les Allemands n'ont pas encore parlé directement du pacte de non-agression suggéré par les Russes au mois de juin. Malgré ce silence, les Allemands leur offraient des propositions inespérées.

Maintenant que les Allemands prenaient des initiatives au niveau politique, c'était à tour des Russes de refuser de négocier ces initiatives politiques. Quand Schnurre parla de normalisation des relations politiques entre les deux pays, le 26 juillet, Astakhov répondit que la position du

nazisme n'était pas claire en ce qui concerne la Russie. De même, le 3 août<sup>71</sup>, Molotov déclara à Schulenburg que le Pacte Anti-Comintern favorisait l'agressivité du Japon et qu'il y avait plusieurs problèmes politiques à négocier avant d'arriver à une entente<sup>72</sup>. Quant à la visite de Ribbentrop à Moscou<sup>73</sup>, Molotov affirma qu'il n'était pas contre une telle visite mais qu'il fallait auparavant une préparation adéquate.

De plus, les Russes utilisaient un chantage à peine voilé. Le 12 août, le même jour où les négociations militaires débutèrent à Moscou, Molotov envoya Astakhov à Schnurre<sup>74</sup> pour lui dire que les Allemands ne semblaient pas être compréhensifs et que les Russes ne négociaient avec les Anglais que par nécessité afin de se protéger contre une attaque allemande.

Comme les Russes étaient conscients que les Allemands désiraient une entente le plus vite possible avec eux, ils voulaient allonger le plus longtemps possible les négociations afin d'en retirer un profit plus grand, c'est-à-dire le plus de concessions de la part des Allemands. Il y avait aussi une autre raison à vouloir allonger ces négociations, c'est qu'ils espéraient qu'un conflit éclate entre les pays de l'Ouest et l'Allemagne avant qu'ils aient eu à prendre une décision en faveur de l'une des deux parties.

La période entre le 14 et le 23 août se caractérise par des négociations sérieuses qui déboucheront par la conclusion d'un pacte de non-agression germano-russe.



La décision de Ribbentrop de se rendre à Moscou et sa proposition d'un partage de l'Europe de l'Est avec les Russes ont été décisives dans le déblocage des négociations.

Malgré le fait que Molotov soit encore hésitant quant à la visite de Ribbentrop pour le 18 août<sup>75</sup>, il proposa à Schulenburg, le 16 août<sup>76</sup>, une cédule de travail qui comprenait un accord sur les crédits et sur le commerce, un pacte de non-agression ou le renouvellement du Pacte de Berlin de 1926 et un Protocole Spécial dans lequel seraient clairement délimitées les sphères d'intérêt de chacun en Europe de l'Est.

On voit dans ce plan de travail que Molotov a respecté la position originale des Allemands, c'est-à-dire un accord économique, avant de négocier les questions politiques. Quant au pacte de non-agression, il était prêt à le laisser tomber pour réaffirmer le Pacte de Berlin advenant que les Allemands le désireraient. Sur les deux premiers points de son plan, il n'y avait pas de problème. Pour lui, le plus important, c'était le protocole Spécial où serait partagée l'Europe de l'Est sans que les pays de cette région aient à dire quoi que ce soit. Voilà ce à quoi les Russes espéraient arriver dans ces négociations avec les Allemands<sup>77</sup>.

Le 19 août marque une date importante dans ces négociations. En effet, le même jour où la Pologne annonça qu'elle refusait toute entente avec la Russie du passage sur son territoire de troupes russes en cas de guerre<sup>78</sup>, Molotov proposa à Schulenburg un pacte de non-agression en cinq articles<sup>79</sup>. Et le soir même, un accord<sup>80</sup> économique entre les deux pays était signé<sup>81</sup>.

On constate que les négociations débouchaient enfin par des résultats concrets après de longs mois de tergiversations<sup>82</sup>.

Voyant que Molotov et Ribbentrop ne s'entendaient pas sur une date précise pour recevoir ce dernier à Moscou, Hitler décida d'écrire une lettre personnelle à Staline pour lui demander de recevoir son ministre des affaires extérieures pour le 22 août<sup>83</sup>. Staline accepta cette demande<sup>84</sup>.

Par cette lettre personnelle, Hitler voulait mettre Staline au pied du mur. Il devait enfin se décider pour ou contre une entente avec l'Allemagne.

Ce fut le 23 août 1939 que Ribbentrop et Molotov signèrent le Pacte de non-agression germano-russe<sup>85</sup> ainsi qu'un accord secret sur la répartition de certains territoires de l'Europe de l'Est<sup>86</sup>.

Ce pacte permettait à Hitler de neutraliser et d'éliminer la Pologne dans les jours qui suivirent, lui donnant ainsi une complète liberté pour attaquer l'Ouest de l'Europe. De plus, l'Allemagne était assurée d'être approvisionnée en matières premières pour lui permettre d'acquérir une plus grande résistance durant les périodes difficiles de la guerre.

Ce pacte permettait à Staline d'éviter d'impliquer directement son pays dans le prochain conflit mondial, du moins au début, et lui permettait ainsi de gagner du temps pour renforcer ses forces militaires. Dans l'éventualité d'une guerre entre l'Allemagne et les pays de l'Ouest, il comptait sur l'armée française, la meilleure d'Europe, pour défaire ou affaiblir l'Allemagne afin qu'elle soit dans l'incapacité d'attaquer la Russie.

Entre-temps, la Russie aurait eu le temps nécessaire pour s'armer et éventuellement attaquer une Allemagne affaiblie et humiliée de nouveau par la défaite. De plus, Staline avait conquis d'immenses territoires sans qu'il ait eu à faire la guerre. Sur ce point, c'était une victoire majeure pour lui.

Suite à la conclusion de cette entente germano-russe, on va maintenant analyser les réactions des pays membres du Pacte Anti-Comintern face à cette entente.

## CHAPITRE II

### LES REACTIONS DE L'ITALIE

Mussolini s'est toujours considéré comme l'aîné dans le mouvement fasciste, alors qu'il considérait Hitler comme le benjamin. Or, avec le temps, Hitler a su s'imposer en Europe, au détriment même de la puissance italienne. Face à cette réalité politique Mussolini a toujours gardé un certain ressentiment envers Hitler. Malgré ses réactions personnelles, Mussolini a dû s'allier avec Hitler sur les plans politique et militaire, en particulier lors du Pacte Anti-Comintern et du Pacte de l'Acier. La signature de ces deux pactes fut possible parce qu'ils avaient une opposition commune face au communisme de la Russie et face à la démocratie des pays de l'Ouest. D'ailleurs, la participation de l'Allemagne et de l'Italie aux côtés de Franco dans la guerre civile espagnole démontre l'opposition de ces deux pays à ces principes idéologiques et la capacité de collaboration entre eux dans cette optique.

Après cette introduction succincte qui permet de situer l'état des relations entre Berlin et Rome, on va maintenant étudier les réactions de l'Italie face à l'entente germano-russe.

En 1933, Mussolini avait fait de l'Italie une puissance européenne qui s'imposait, quoi que d'une façon limitée, en Europe. Le Pacte des Quatre Puissances, le 7 juin 1933<sup>1</sup>, en était un exemple. Par ce pacte, le statu quo politique existant en Europe changea, permettant à l'Italie

d'avoir un statut politique presque égal aux autres grandes puissances européennes et la Société des Nations fut affaiblie parce que ce pacte avait été négocié en dehors de cette société politique. Mussolini espérait, grâce à ce pacte, jouer sur le plan colonial un rôle aussi grand que celui de la France. De plus, il essaya d'étendre sa puissance en Europe de l'Est, en opposition à l'influence de la France sur les pays de la Petite Entente. Pour y arriver, Mussolini se rapprocha de la Hongrie et de l'Autriche.

C'est au moment où l'Italie était devenue une grande puissance respectable qu'Hitler arriva au pouvoir. Les liens entre ce dernier et Mussolini étaient des plus cordiaux mais très vite les relations entre les deux pays s'étaient détériorées à cause des visées allemandes sur l'Autriche<sup>2</sup>.

Mussolini fit clairement entendre à Hitler que l'Autriche était un pays indépendant. Le 17 mars 1934, l'Autriche, la Hongrie et l'Italie signèrent les Protocoles de Rome par lesquels l'Autriche devint un satellite de l'Italie<sup>3</sup>.

Cette position de Rome n'empêcha pas Hitler de fomenter un coup d'état en Autriche avec les nazistes de ce pays<sup>4</sup>. Mais Rome répondit par l'envoi de troupes aux frontières autrichiennes<sup>5</sup>. Cette position ferme de Mussolini, avec le refus de plusieurs chefs de la S.A. autrichienne de se joindre à ce coup d'état, ainsi que la loyauté des troupes militaires autrichiennes au gouvernement de Vienne obligèrent à ce moment, Hitler à reculer.

Alors que les tensions entre l'Italie et l'Allemagne s'envenimaient de plus en plus, les relations entre l'Italie et l'Union Soviétique étaient des plus cordiales. En effet, le 2 septembre 1933, Rome et Moscou signèrent un Pacte de non-agression, d'amitié et de neutralité.

Suite à une tentative de coup d'état en Autriche, Mussolini se rapprocha de la France et de la Grande-Bretagne. Le rapprochement italien se concrétisa par les Accords de 1935<sup>6</sup> entre la France et l'Italie, par lesquels la France reconnaissait à l'Italie la Somalie et l'Erythrée. Ce rapprochement se manifesta aussi par la Conférence de Stresa<sup>7</sup>, où la Belgique, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie condamnèrent la répudiation par l'Allemagne des articles du Traité de Versailles sur le réarmement allemand.

Cette position de l'Italie et des autres pays isola politiquement l'Allemagne<sup>8</sup>. Mais cet isolement ne dura pas longtemps, car le 8 juin, l'Allemagne et la Grande-Bretagne signèrent un traité naval.

Comme ce traité violait certains articles du Traité de Versailles, il devint un exemple à suivre pour les autres pays. C'est de cette façon que l'Italie interpréta ce traité<sup>9</sup>.

Mussolini décida donc de s'emparer de l'Ethiopie pour se tailler ainsi un empire colonial à sa mesure. A la suite des incidents frontaliers entre la Somalie italienne et l'Ethiopie, le 5 et 6 septembre 1934 à Wal Wal, combinés au refus de l'Italie de s'entendre avec Londres sur un échange de territoires coloniaux en Afrique, en juin 1935, et l'échec des pourparlers à la Société des Nations sur l'Ethiopie, l'Italie décida d'envahir cette

dernière, le 2 octobre 1935. Le 19 octobre, le Comité de Coordination de la Société des Nations décida de décréter des sanctions économiques contre l'Italie. La France et la Grande-Bretagne votèrent en faveur de ces sanctions<sup>10</sup>.

C'est alors que l'Allemagne profita de l'isolement de l'Italie pour se rapprocher d'elle. Comme l'Italie était à court de matières premières à cause de ces sanctions économiques, l'Allemagne décida de lui fournir le charbon si nécessaire à son économie<sup>11</sup>. Cette aide rapprocha l'Italie de l'Allemagne mais la mettait dans une situation de dépendance envers cette dernière.

Avec le temps, ce rapprochement favorisa les politiques de l'Allemagne, grâce à l'appui de l'Italie. Ainsi Mussolini déclara à von Hessel<sup>12</sup>, ambassadeur allemand à Rome, qu'il ne s'opposait pas à ce que l'Autriche devienne un satellite de l'Allemagne à condition que ce pays demeure indépendant sur le plan politique. Le mois suivant, Mussolini fit comprendre à von Hessel qu'il ne s'opposerait pas à la conquête de la Rhénanie par les troupes allemandes<sup>13</sup>.

Hitler fit d'autres démarches dans ce sens en reconnaissant l'Italie comme empire, sans aucune concession politique de la part de l'Italie<sup>14</sup>, et en signant l'Accord germano-autrichien<sup>15</sup>.

Ce rapprochement s'accentua avec la participation de l'Italie dans la guerre civile espagnole auprès de Franco. En effet, comme la France prenait parti pour le gouvernement républicain de Madrid et comme la Grande-Bretagne s'opposait à toute intervention directe des autres puissances

européennes en Espagne, cette implication de l'Italie ne faisait qu'accroître les différends déjà existants entre elle et les deux pays démocratiques et favorisait le développement des liens étroits avec l'Allemagne<sup>16</sup>.

Cette situation de conflits avec la France et la Grande-Bretagne au sujet de l'Ethiopie et de l'Espagne rendait impossible un retour à des relations d'amitié entre elles et l'Italie, de sorte que l'Allemagne était assurée de ne pas avoir à faire face à une politique d'isolement, comme ce fut le cas lors de la Conférence de Stresa. L'Allemagne ne pouvait qu'encourager l'Italie à s'impliquer davantage dans ces aventures militaires.

D'autre part, ces implications de l'Italie drainaient une grande partie de ses capacités économiques et militaires, diminuant ainsi son rôle au centre et à l'est de l'Europe et laissant à l'Allemagne le chemin libre pour y jouer un rôle.

En fait, Mussolini venait de faire un choix politique important pour l'Italie. En effet, Mussolini était devant deux alternatives. La première était de faire de l'Italie une puissance méditerranéenne et un empire colonial en Afrique. La deuxième consistait à faire de l'Italie une puissance européenne jouant un rôle prépondérant dans les affaires de l'Europe Centrale et du Danube. Il prit la première alternative, laissant l'autre à l'Allemagne. En conséquence, il laissa à l'Allemagne l'Autriche et la Hongrie pour se concentrer sur les pays limitrophes de la Méditerranée comme l'Espagne, la Yougoslavie et l'Albanie.



Si les relations entre l'Allemagne et l'Italie s'améliorait de plus en plus, celles entre l'Italie et la Russie se détérioraient à cause de la guerre civile espagnole. La participation de l'Italie dans ce pays avait été une des causes de l'échec des négociations commerciales entre les deux pays<sup>17</sup>.

Le couronnement des relations entre l'Allemagne et l'Italie fut la visite de Ciano en Allemagne, au mois d'octobre 1936<sup>18</sup>, durant laquelle Ciano signa un Protocole confidentiel<sup>19</sup>. Ce fut dans cette atmosphère politique que Mussolini prononça le fameux mot Axe pour décrire l'état de ces relations entre l'Allemagne et l'Italie<sup>20</sup>.

Ces relations se resserrèrent tout le long de l'année 1937, en particulier, à l'occasion de la rencontre entre Hitler et Mussolini<sup>21</sup> et par la participation de l'Italie au Pacte Anti-Comintern, le 6 novembre<sup>22</sup>. Naturellement, la participation de l'Italie à ce pacte provoqua une forte réaction de la part de l'Union Soviétique parce que cette participation était en opposition avec l'esprit du Pacte de non-agression italo-russe de septembre 1933<sup>23</sup>.

De nouveau, les relations entre l'Allemagne et l'Italie devinrent momentanément tendues par l'incorporation de l'Autriche à l'Allemagne. Malgré que Mussolini s'y fut opposé<sup>24</sup>, il ne fit rien pour empêcher cette incorporation. Il avait abandonné l'Autriche à l'Allemagne. Cette dernière n'attendait plus que l'occasion idéale pour s'en emparer. Avec un tel fait, il était évident que l'Italie n'était plus la grande puissance de 1933. C'était maintenant l'Allemagne qui commençait à imposer ses politiques en Europe.

Ciano et Mussolini gardèrent un amer souvenir de l'Allemagne.

C'est pour réagir en grande partie contre l'Allemagne que le gouvernement italien signa l'Accord anglo-italien du 16 avril. Mais les différends entre la Grande-Bretagne et l'Italie au sujet des questions coloniales, de la Méditerranée et de la participation italienne dans la guerre civile espagnole ne permirent pas un rapprochement entre elles.

Suite à l'échec avec la Grande-Bretagne, l'Italie se rapprocha de nouveau de l'Allemagne. Ce rapprochement se manifesta lors de la visite d'Hitler à Rome, en mai 1938. Pour exprimer ce changement d'attitude envers les Allemands, Mussolini déclara entre autres à Hitler qu'il n'était pas intéressé au sort de la Tchécoslovaquie. En fait, Mussolini avait fait cette déclaration en croyant qu'Hitler utiliserait des moyens pacifiques pour régler ses conflits avec la Tchécoslovaquie. Aussi, il espérait éviter d'être impliqué dans un autre conflit qui cette fois n'était pas à ses frontières. Il escomptait peut-être s'en laver les mains. Ce qui était sûr, cette déclaration donnait l'impression aux Allemands que Mussolini ne s'objecterait pas à toute décision de leur part concernant la Tchécoslovaquie.

C'est aussi lors de cette visite que Ribbentrop proposa à Ciano un pacte d'Assistance militaire entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. En réalité, ce pacte était une transformation du Pacte Anti-Comintern en une alliance militaire formelle. Mais Ciano, qui avait réagi d'une façon mitigée à ce sujet, se contenta de lui dire que l'amitié de l'Axe lui était suffisante.

Au mois d'août, les Allemands annoncèrent aux Italiens qu'ils avaient décidé d'envahir la Tchécoslovaquie. Les Italiens s'inquiétèrent de cette nouvelle aventure militaire allemande et, devant l'évidence de cette invasion à la fin de septembre, ils acceptèrent la requête de la Grande-Bretagne qui leur avait demandé d'agir comme médiateurs. Mussolini proposa donc une conférence des grandes puissances européennes afin de discuter de cette question.

Hitler fut choqué d'une telle proposition de la part de Mussolini parce qu'il le croyait acquis à sa politique concernant ce pays. Mais Mussolini préférait la paix plutôt que la guerre. Comme l'Italie était impliquée militairement en Espagne et en Ethiopie, il n'était nullement question pour lui d'avoir à faire face à une autre guerre à l'échelle européenne<sup>25</sup>.

Avec la conférence de Munich, la situation entre l'Allemagne et l'Italie se stabilisa. Ribbentrop revint avec sa proposition de réformer le Pacte Anti-Comintern. Cette fois Mussolini approuva le principe, mais il affirmait que l'opinion publique n'était pas prête et que la bourgeoisie et les officiers du haut rang y étaient opposés.

D'autre part, Hitler alla plus loin que Ribbentrop au sujet de ce pacte en mentionnant à Mussolini le mot alliance. Ce mot semblait indiquer que les Allemands voulaient former une alliance militaire d'assistance qui pourrait prendre l'allure d'un bloc politique, si tout allait bien. Pour le moment, c'était trop tôt pour entrevoir une telle éventualité.

Entre-temps, Mussolini avait réclamé des territoires coloniaux qui appartenaient à la France comme Djibouti et la Tunisie, en plus de la Corse<sup>26</sup>. Naturellement, la France refusa ses demandes<sup>27</sup>. Dans ses revendications, Mussolini ne fut pas appuyé par Hitler parce que l'Allemagne signa avec la France une Déclaration par laquelle les deux pays s'engageaient à respecter leurs frontières respectives<sup>28</sup>. Cette déclaration fut mal accueillie en Italie.

La période entre le premier janvier et le 22 mai 1939 est caractérisée par une amélioration des relations entre l'Italie et l'Union Soviétique et par une entente tacite entre l'Italie et l'Allemagne sur une politique commune face à l'Union Soviétique.

Au début de janvier, Mussolini demanda soudainement de reprendre les discussions avec l'Allemagne sur la réforme du Pacte Anti-Comintern proposée par Ribbentrop et d'en arriver à un accord avant la fin du même mois<sup>29</sup>.

La Déclaration franco-germanique avait été la cause principale de ce changement chez Mussolini. Il espérait contrebalancer cette déclaration par une alliance militaire afin d'exercer des pressions sur la France. De plus, il pensait qu'une telle alliance serait utile pour envahir l'Albanie<sup>30</sup>.

Comme le Japon prenait énormément de temps à se décider au sujet de ce pacte, l'Italie pressa Berlin d'en arriver rapidement à une conclusion<sup>31</sup>. Mais Ribbentrop tenait à la participation du Japon à ce pacte. Il demanda

à Mussolini d'être patient<sup>32</sup>. Mais de plus en plus, Mussolini ne partageait pas la position de Ribbentrop pour des considérations de politiques extérieures. En effet, en éliminant le Japon, ce pacte militaire aurait été mieux vu par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. D'autant plus que l'Italie dépendait des Américains pour des prêts et des produits industriels.

Hitler, ennuyé par les délais des Japonais, décida d'acquiescer à la demande de Mussolini<sup>34</sup>. En fait, il se rendait compte que le Japon n'était pas prêt à prendre une décision avant longtemps. De plus, suite au refus de la Pologne de s'entendre avec l'Allemagne, Hitler considérait sérieusement l'idée d'une entente politique avec la Russie en vue de neutraliser la Pologne. Le discours de Staline, le 10 mars, n'a pas manqué de frapper les dirigeants allemands, donnant ainsi à Hitler plus de poids à cette entente. Dans ces conditions, le Japon perdait à ses yeux de son importance pour le moment et l'Italie devenait un pion stratégique à sa politique européenne.

Alors que Moscou avait fait des propositions économiques à Berlin lorsque le nouvel ambassadeur russe présenta à Hitler ses lettres de créances, le 11 janvier, Potemkine déclara à Rosso, l'ambassadeur italien à Moscou, qu'il espérait améliorer les relations entre les deux pays, du moins sur le plan économique<sup>35</sup>. Cette déclaration de Moscou annonçait à l'Italie qu'elle n'était pas négligée dans l'application de sa nouvelle politique de bonne entente énoncée par Staline le 10 mars à tous les pays concernés.

Cette approche soviétique était partagée par Mussolini. Pour manifester son approbation à cette politique et pour y éliminer tout obstacle,

il proposa que l'on enlève, dans le préambule du pacte militaire tripartite proposé par Ribbentrop<sup>36</sup>, les mots: "la menace de gangrène bolchéviste"<sup>37</sup>.

Les négociations sur un pacte bilatéral et l'amélioration des relations avec la Russie furent mises en veilleuse lorsque l'Allemagne envahit la Tchécoslovaquie.

Suite à cette conquête militaire, Ciano était furieux parce qu'il voyait encore que les Allemands avaient utilisé la force et qu'ils ne l'avaient pas consulté auparavant<sup>38</sup>. Il ne fut mis au courant des projets d'Hitler que le 14 mars<sup>39</sup>.

Si les Italiens étaient officieusement opposés à l'action de l'Allemagne, officiellement ils avaient accepté de nouveau ce fait accompli<sup>40</sup>. Mussolini, conscient de l'hégémonie croissante de l'Allemagne en Europe, considérait qu'il fallait marcher du côté du plus fort, celui des Allemands. Une telle position donnait l'impression à ces derniers que les Italiens étaient en accord avec leur geste militaire en Tchécoslovaquie.

En faisant une rétrospective des relations germano-italiennes depuis 1933, on s'aperçoit que l'accroissement de l'hégémonie allemande en Europe s'était fait en partie au détriment de l'Italie. Les implications militaires de l'Italie étaient la cause principale de cet affaiblissement en Europe, ce qui a eu pour conséquence la perte de ses alliés en Europe centrale au profit de l'Allemagne et la nullité des Protocoles de Rome, l'instrument de la politique italienne en cette région.

En ce qui concerne la Hongrie, l'Allemagne avait réussi à se rapprocher de ce pays en lui donnant son accord à ses visées expansionnistes en Carpatho-Ukraine<sup>41</sup>. Lors de la conquête de la Tchécoslovaquie, Berlin refusa la requête du gouvernement provisoire de Carpatho-Ukraine qui demandait sa protection contre les troupes hongroises<sup>42</sup>.

La raison fondamentale d'une telle politique de la part de Berlin en Carpatho-Ukraine était d'éliminer toute appréhension de la part de l'Union Soviétique qui craignait les visées territoriales de l'Allemagne en Ukraine<sup>43</sup>.

Devant la disparition de ses espoirs de pouvoir dominer la politique au centre de l'Europe, Mussolini fit comprendre à Berlin que son influence ne pouvait aller plus loin. Ciano exigea de Mackensen, le nouvel ambassadeur allemand à Rome, que l'Allemagne reconnaisse la Méditerranée comme une zone d'influence italienne et qu'elle ne touche pas à la Yougoslavie, en particulier à la Croatie<sup>44</sup>. Ribbentrop s'empressa de confirmer que l'Allemagne n'avait aucune visée en Méditerranée et en Croatie<sup>45</sup>.

De plus, pour compenser la perte de cette influence, le 7 avril, l'Italie envahit l'Albanie. Cette conquête par l'Italie ne fit qu'envenimer les tensions avec la Grande-Bretagne qui y voyait une violation à l'Accord anglo-italien de 1938. Une telle situation ne pouvait que réjouir l'Allemagne parce que cette implication empêchait toute alliance entre l'Italie et la Grande-Bretagne contre l'Allemagne. L'Italie n'avait plus d'autre choix que de se rapprocher davantage de l'Allemagne qui la dominait lentement. On comprend que Berlin ait reconnu immédiatement cette nouvelle conquête italienne<sup>46</sup>.

On peut résumer en disant que l'Italie, qui avait été une puissance à l'échelle européenne, n'était plus qu'une puissance méditerranéenne au profit de l'Allemagne.

Alors que la situation s'était stabilisée entre Berlin et Rome, Ciano demanda à Rosso de continuer les discussions avec l'Union Soviétique sur les relations économiques<sup>47</sup>. Cette décision de Ciano faisait suite à une rencontre qui avait eu lieu le 18 mars entre Potemkine et Rosso. A cette occasion, Potemkine avait demandé qu'il y ait une collaboration continue entre les deux pays malgré les différences de systèmes gouvernementaux<sup>48</sup>. Ciano, qui était intéressé à développer de bonnes relations économiques avec l'Union Soviétique s'était servi de cette occasion pour donner des directives à Rosso.

Il était évident qu'au mois de mars, les relations entre l'Italie et l'Union Soviétique étaient bien meilleures que celles entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Avec l'arrêt des négociations commerciales en février, il n'y avait pas eu de contact entre Berlin et Moscou. D'autre part, comme les négociations politiques avec Varsovie n'avaient pas donné les résultats escomptés, on parlait de plus en plus à Berlin d'une entente avec Moscou, sans que les dirigeants nazistes aient établi un plan précis.

Ce fut sous les directives de Ciano que Rosso rencontra Potemkine, le 6 avril<sup>49</sup>. Il déclara que le gouvernement italien considérerait la possibilité d'améliorer graduellement les relations entre les deux pays. Potemkine partagea son point de vue étant donné que les deux gouvernements avaient des intérêts communs en politique et en économie.



On voit que le gouvernement italien agissait avec une certaine prudence et qu'une telle approche n'allait se faire que sur une base économique. Il en ressort aussi qu'il existait une volonté de part et d'autre de bien s'entendre.

C'est dans cette atmosphère de bonne entente entre Rome et Moscou que Mussolini reçut Göring, le 15 avril<sup>50</sup>. Au sujet de l'Union Soviétique, Göring lui parla d'une politique de rapprochement avec ce pays. D'ailleurs, il devait en discuter avec Hitler. De plus, il souhaitait que les dirigeants soviétiques déclarent la Russie pays neutre en Europe. Une telle position ne pourrait qu'impressionner les puissances démocratiques et neutraliser la Pologne.

A Berlin, on peut constater qu'il n'y avait pas encore de politique déterminée au sujet de Moscou. Chaque dirigeant naziste avait une approche différente selon ses intérêts politiques ou sa personnalité.

La position politique de Göring à ce sujet rejoignait la pensée d'Hitler mais se démarquait de celle de Mussolini. Ce dernier était en faveur d'un rapprochement politique avec la Russie afin de l'amener à une position négative face aux efforts de la Grande-Bretagne pour le faire participer à une politique d'encerclement des pays totalitaires. Pour Mussolini, les relations politiques avec l'Union Soviétique s'arrêtaient là. Mais pour Göring, cette position du Duce n'était qu'une étape en vue d'arriver à une entente politique avec l'Union Soviétique. Avec une telle entente, l'Allemagne pourrait isoler la Pologne. Il semble que Mussolini n'ait pas saisi la pensée réelle de Göring et de ses conséquences pratiques.

Mise à part cette politique à long terme de Berlin dans ses relations avec l'Union Soviétique, Mussolini partageait à court terme la politique de rapprochement de Göring. Il avait dit à ce dernier que l'Italie avait déjà adopté une attitude d'amitié envers la Russie en fonction des négociations commerciales.

Dans cette déclaration de Mussolini, on se rend compte que depuis le Pacte Anti-Comintern les relations entre l'Italie et l'Union Soviétique s'étaient développées indépendamment des relations entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Entre eux, il n'y a pas eu de consultation à ce sujet.

Enfin, Mussolini donna à Göring un conseil utile qui sera suivi par les Allemands comme base d'approche auprès des Russes. Il lui conseilla qu'un traité commercial avec l'Union Soviétique s'avérerait le moyen favorable pour un tel rapprochement. Il lui conseilla aussi de dire aux Russes que les pays de l'Axe n'avaient pas l'intention d'attaquer la Russie. Ce conseil sera retenu plus tard par Ribbentrop.

Cette rencontre marquait le début d'une coopération politique entre les deux pays face à l'Union Soviétique, dans laquelle les Italiens auraient à jouer un rôle non négligeable.

Entre temps, Mussolini avait résumé et précisé sa pensée sur les relations avec l'Union Soviétique. Dans les notes qu'il avait écrites (à l'intention de Ciano<sup>51</sup> pour sa prochaine rencontre avec Ribbentrop, à Milan au début de mai), il lui demanda de tout faire pour empêcher la Russie de rejoindre le bloc démocratique, mais sans aller plus loin, car, autrement,

cette politique serait complètement incompréhensible à l'intérieur de l'Axe. Cette position de Mussolini impliquait indirectement une opposition à un rapprochement politique avec l'Union Soviétique sous forme d'un pacte de non-agression, ce qui était tout à fait surprenant parce que sa position était en contradiction avec le Pacte de non-agression, d'amitié et de neutralité qu'il avait signé avec l'Union Soviétique en 1933. Quant à l'argumentation qu'il utilisa pour justifier son opposition, il ne l'avait pas considérée lors du Pacte de 1933. Il y a là une contradiction assez évidente.

Dans ses notes, on remarque aussi qu'il n'a pas porté à l'attention de Ciano la question de la Pologne, préférant plutôt discuter avec Ribbentrop de la nécessité d'une paix en Europe. Selon lui, les pays de l'Axe ont besoin de deux à trois ans de paix et l'Italie ne veut pas une guerre précipitée en Europe.

Lors de la rencontre avec Ciano, le 7 et 8 mai à Milan<sup>52</sup>, Ribbentrop parla de la nécessité d'une politique de détente entre les pays de l'Axe et l'Union Soviétique. L'utilisation du mot détente dénote une évolution dans la pensée des dirigeants nazistes bien qu'il n'y ait pas encore eu de conversation directe avec Moscou. Le remplacement de Litvinov par Molotov à la tête des affaires extérieures de l'Union Soviétique a eu un effet dans cette évolution chez les Allemands. Mais le mot détente n'a pas malheureusement été explicité entre Ciano et Ribbentrop. Ils n'ont pas non plus discuté de la façon d'appliquer cette politique de détente, si ce n'est que d'agir avec discrétion dans leurs relations avec Moscou. Or, cette application correspondait à la politique graduelle de Ciano envers l'Union Soviétique.

Lors de cette rencontre, Ribbentrop s'était limité à dire qu'il fallait empêcher l'adhésion de la Russie au bloc anti-militariste. Une telle position correspondait à celle de Mussolini décrite dans ses notes pour Ciano et indiquait une meilleure harmonie entre les deux pays sur la politique à suivre face à l'Union Soviétique.

En ce qui concerne la Pologne, Ciano lui déclara que le Duce n'avait aucun intérêt mais que l'Italie était prête à agir comme médiateur si l'Allemagne le désirait. Cette déclaration de Ciano était nouvelle, vu que Mussolini n'avait rien mentionné à ce sujet dans ses notes. Est-ce que ce silence du Duce a été interprété par Ciano comme un désintéressement de Mussolini envers la Pologne ? On ne le sait pas. Mais cette déclaration laissait croire aux Allemands que les Italiens étaient désintéressés du sort de la Pologne. Ciano se trouvait à exprimer la même position officielle qu'il avait prise lors des événements de la Tchécoslovaquie. Cette position donnait l'impression aux Allemands qu'ils n'avaient pas à craindre l'intervention italienne de dernière heure comme ce fut le cas pour la Tchécoslovaquie. Les Italiens leur laissaient en quelque sorte les mains libres.

Cette position de Ciano ne pouvait que réjouir Ribbentrop. Pour éviter d'éveiller toute appréhension de la part de Ciano, Ribbentrop affirma qu'Hitler favorisait une politique conciliante envers la Pologne, même s'il considérait Danzig comme une partie intégrante du territoire allemand. Or, Ribbentrop avait caché à Ciano les intentions réelles de Berlin concernant la Pologne, laissant ce dernier dans l'illusion que l'Italie avait devant elle plusieurs années de paix afin de mieux se préparer pour la prochaine guerre.

Ciano abondait dans ce sens lorsqu'il expliqua à son homologue allemand que l'Italie voulait une longue période de paix et désirait éviter une guerre pour au moins les trois prochaines années. Les raisons qu'il évoquait pour justifier ce désir de paix étaient liées au fait que l'Italie avait besoin de temps pour pacifier l'Albanie, pour compléter la construction de six cuirassés, pour renouveler l'artillerie militaire, pour rapatrier un million d'Italiens travaillant en France, pour déplacer les industries localisées dans les centres industriels de la Vallée du Pô vers le sud du pays et pour la rentrée de devises étrangères grâce à l'Exposition Universelle de Rome de 1942<sup>53</sup>.

Ribbentrop répondit qu'il était d'accord avec Ciano et que l'Allemagne n'était pas prête à aller en guerre avant une longue période. Or, il y a ici une différence entre Berlin et Rome sur l'interprétation à donner à ce sujet. Pour Rome, il semblait que les pays de l'Ouest attaquaient si la Pologne était envahie. En conséquence, Rome croyait que l'Europe ne jouirait pas longtemps d'une période de paix étant donné l'état des relations germano-polonaises. Pour Berlin, une telle attaque n'entraînerait pas une guerre parce que les pays de l'Ouest n'oseraient pas riposter<sup>53a</sup>, d'autant plus que l'Allemagne et l'Italie seraient liées par un pacte militaire. En conséquence, une alliance militaire bilatérale avec l'Italie devenait maintenant importante pour l'Allemagne.

Cette alliance militaire, appelée Pacte de l'Acier, fut signée le 22 mai à Berlin<sup>54</sup>. Dans le préambule de ce pacte, on remarque qu'il n'y avait aucune mention d'une politique anti-communiste comme ce fut le cas

dans le Pacte Anti-Comintern. Les Allemands, qui avaient préparé le texte de ce pacte, tinrent compte de la suggestion de Mussolini lorsqu'il avait proposé d'enlever toute référence à une politique anti-bolchéviste<sup>55</sup>.

Ce silence, qui reflétait la volonté commune de Berlin et de Rome d'améliorer leurs relations avec Moscou, avait plu aux Russes d'autant plus que les Japonais ne faisaient pas partie de ce pacte. Molotov ne se fit pas attendre pour manifester sa position face à ce pacte. Dans son discours du 31 mai, il affirma la nécessité de continuer les relations d'affaires avec l'Allemagne et l'Italie. Ainsi, cette politique commune vis-à-vis l'Union Soviétique n'avait pas tardé à porter ses fruits. C'est suite à ce discours de Molotov que les relations germano-russes passèrent à une nouvelle étape.

Dans ce pacte, il y avait un article qui était important pour les Allemands, l'article trois dans lequel il était écrit qu'advenant l'implication d'une des parties dans une guerre, l'autre partie devrait immédiatement offrir son assistance avec ses forces militaires. Cet article était en quelque sorte un avertissement pour les pays démocratiques de l'Ouest: en cas de guerre entre l'Allemagne et la Pologne, l'Italie serait du côté de Berlin. En quelque sorte, l'Italie s'insérait dans la stratégie allemande et devenait un appendice à la politique extérieure de Berlin, en particulier en Europe de l'Est. L'étau pour isoler la Pologne se resserrait.

Du côté des Italiens, il y avait dans ce pacte un article qui était important pour eux, l'article deux dans lequel il était écrit qu'en cas

de danger touchant les intérêts communs, suite à des événements internationaux, les deux parties entreraient immédiatement en consultation au sujet des mesures à prendre pour protéger ces intérêts. Par cet article, les Italiens pensaient contrôler la politique étrangère de Berlin afin d'éviter toute autre aventure militaire semblable à celle de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Ils croyaient, que grâce à cet article, les Allemands iraient les consulter sur leurs intentions militaires. Ils avaient eu la naïveté de croire que les Allemands joueraient le franc-jeu. Or le 23 mai, Hitler, réuni avec son état-major de généraux<sup>56</sup>, expliqua qu'il voulait isoler la Pologne et l'attaquer à la première occasion parce que ce pays a toujours été du côté des adversaires de l'Allemagne et qu'il n'était pas une barrière sûre contre la Russie. Ciano et Mussolini vivaient donc dans l'illusion complète de croire que, par cet article, ils pouvaient contrôler la politique militaire de l'Allemagne à l'extérieur de ce pays.

En signant ce pacte, Rome se déclarait ouvertement du côté des Allemands face aux autres pays et elle hypothéquait ainsi l'avenir de l'Italie.

On peut remarquer que les relations entre l'Italie et l'Union Soviétique étaient beaucoup plus cordiales que celles entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, même si l'Italie voulait s'impliquer graduellement.

L'élaboration d'une politique commune par les deux pays de l'Axe face à l'Union Soviétique a pris un certain temps à cause de l'invasion de la Tchécoslovaquie et de la difficulté de la part de Berlin à établir sa propre politique envers l'Union Soviétique.

Malgré une visée identique à court terme, l'Allemagne et l'Italie ne s'entendaient pas entre elles sur le même but à long terme. D'ailleurs, il n'avait jamais été question d'établir des commissions pour élaborer cette politique dans les détails. Il y a eu plutôt une entente tacite où chacun trouvait son intérêt sans qu'aucun d'eux s'engage par écrit. Il n'en demeure pas moins que les Italiens contribuèrent à aider les Allemands dans leur rapprochement envers les Russes.

La période entre le 23 mai et le 4 juillet se caractérise par la participation indirecte des Italiens dans les négociations germano-russes. Ils joueront un rôle important quand les négociations seront au point mort.

Au cours des mois d'avril et de mai, les dirigeants allemands et russes essayèrent de se faire comprendre mutuellement qu'ils étaient intéressés à un rapprochement. Or, le 20 mai, lors d'une rencontre avec Schulenburg, Molotov demanda qu'une base politique soit établie avant d'entamer des négociations économiques. Comme les Allemands avaient opté pour une approche économique, selon la suggestion de Mussolini, ils refusèrent cette proposition de Molotov à ce stage des négociations.

Malgré ce refus, il existait parmi les dirigeants allemands des divergences sur l'opportunité de l'approche économique. Le 23 mai, Hitler croyait que les relations économiques ne seraient possibles que s'il y avait une amélioration dans les relations politiques<sup>57</sup>. Ribbentrop abondait dans le même sens dans un rapport qu'il présenta à Hitler, le 25 mai<sup>58</sup>, dans lequel il proposait une politique de pacification dans les relations



avec la Russie. Selon lui, il fallait que les Allemands sortent de leur réserve parce que les Russes avaient changé leurs positions politiques (le discours de Staline est un exemple) et parce que l'ennemi de l'Allemagne est la Grande-Bretagne. Tandis que Weizsäcker, dans un mémorandum du 25 mai<sup>59</sup>, prônait l'approche la plus valable pour être considérée sérieusement par les Russes, c'est-à-dire une approche économique. Cette approche devait se concrétiser par la continuation des négociations économiques entre Hilger et Mikoyan.

Pour sortir de cette impasse, ils firent appel aux Italiens. C'est Weizsäcker, dans son mémorandum, qui fut le premier à suggérer cette possibilité. Il se demandait si l'ambassadeur italien à Moscou pouvait rencontrer les Russes afin de leur faire comprendre que les Allemands étaient prêts pour des contacts. Mais Weizsäcker n'avait pas spécifié la nature de ces contacts. C'est Ribbentrop qui mit en pratique cette suggestion, le 29 mai, lorsqu'il téléphona à Attolico<sup>60</sup>, l'ambassadeur italien à Berlin, pour demander à Ciano de donner des instructions dans ce sens à son ambassadeur à Moscou. Mais Attolico ne trouvait pas l'idée avantageuse. Selon lui, il serait mieux de contacter le chargé d'affaires russe à Berlin.

C'est à la suite d'une conversation entre Schulenburg et Rosso, le 30 mai<sup>61</sup>, que l'on apprend que Ribbentrop était arrivé à la conclusion, après cette conversation avec Attolico<sup>62</sup>, qu'il était inutile d'entrevoir une approche politique pour un rapprochement avec l'Union Soviétique. Devant cette conclusion, Weizsäcker ordonna à Hilger de continuer les négociations uniquement sur le plan économique<sup>63</sup>.

On constate que Berlin jouait un franc-jeu avec les Italiens en les faisant participer à ses prises de décisions face à l'Union Soviétique. On peut se demander, s'il n'y avait pas eu d'impasse dans les relations germano-russes, si Berlin aurait eu la même attitude envers eux? Malgré tout, l'influence de Rome a été un facteur important dans la décision que Berlin avait à prendre.

On est frappé qu'Attolico trouvait désavantageux la proposition de Ribbentrop. Est-ce qu'il craignait quelque chose de plus chez les Allemands dans cette proposition? La possibilité que ces négociations puissent déborder sur une entente politique entre Berlin et Moscou inquiétait Rome. Le 14 juin, le jour même où Astakhov rencontrait Draganov, Ciano fit comprendre à Mackenzen<sup>64</sup> que les suggestions que Schulenburg voulaient proposer à Berlin<sup>65</sup> au sujet de Moscou ne lui plaisaient pas. Il ne fallait pas aller trop loin à cause du manque de compréhension parmi la population italienne. On peut se demander si derrière cette explication de Ciano, il n'y avait pas une crainte de voir la concrétisation d'une entente politique germano-russe qui rendrait l'Axe secondaire aux yeux de Berlin. En effet, une entente entre Moscou et Berlin aurait beaucoup plus d'importance et de conséquences en Europe que le Pacte de L'Acier en avait eu.

Dans cette position de Ciano, il y avait aussi une perception différente entre Berlin et Rome quant à leur stratégie propre. La stratégie politique de l'Italie, qui était limitée à la Méditerranée et à certains territoires adjacents à cette mer, voyait l'Allemagne comme un appui à ses revendications et conquêtes coloniales et territoriales. Dans ce contexte,

la Russie était secondaire tandis que la Grande-Bretagne et la France étaient extrêmement importantes à cause de leur rôle en Méditerranée. De sorte que la participation de Rome aux négociations germano-russes s'insérait plus à l'intérieur de la politique extérieure allemande que la sienne propre. La stratégie politique de l'Allemagne, qui incluait pratiquement toute l'Europe et même l'extérieur, comme le Japon, voyait l'Italie comme un instrument pour son hégémonie en Europe. Dans ce contexte, la Russie était devenue aussi importante que la France et la Grande-Bretagne à cause de sa politique d'isolement de la Pologne.

L'Italie voulait s'impliquer activement dans les relations germano-russes pour empêcher la participation de la Russie à une alliance anglo-française. C'est dans ce sens que Ciano demanda à Rosso, le 16 juin<sup>66</sup>, d'intervenir pour renforcer la résistance contre le front anglo-français à Moscou et favoriser éventuellement un rapprochement entre les soviets et les nazistes. Cette intervention de Ciano, qui allait dans le sens de la suggestion de Weizsäcker, arrivait à un moment où les négociations entre les Allemands et les Russes étaient de nouveau au point mort. Suite au discours de Molotov, les négociations économiques avaient repris entre les deux pays mais les questions politiques avaient encore envenimé les négociations économiques. Les Russes demandaient que les questions politiques passent en premier lieu. Les Allemands, qui insistaient toujours pour une approche économique, répondirent d'une façon ferme par l'interruption des négociations avec les Russes<sup>67</sup>.

Malgré cette fermeté, les Allemands étaient inquiets, à un tel point que Ribbentrop était sceptique sur les chances d'empêcher une alliance entre la Russie et le bloc anglo-français. Dans ces circonstances, il essaya d'amadouer les Russes en demandant à Schulenburg de leur dire que l'Allemagne n'avait pas l'intention d'attaquer la Russie<sup>68</sup>. Ribbentrop mettait ainsi en pratique un autre conseil que Mussolini avait suggéré à Göring en avril 1939.

L'intervention directe de Rome devenait nécessaire pour éviter l'échec des négociations. A la fin du mois de juin, Ciano rencontra le chargé d'affaires russe, Helfand<sup>69</sup>, pour lui fournir un plan allemand dans le but d'améliorer leurs relations avec la Russie. Ce plan comprenait trois points: l'inclination de l'Allemagne à exercer son influence auprès du Japon pour améliorer les relations entre le Japon et la Russie, un traité économique sur une base étendue et enfin la possibilité d'un pacte de non-agression et des garanties communes pour les pays de la Baltique.

Il est surprenant que Ciano ait mentionné ce troisième point, lequel était tout à fait à l'opposé de la position de Mussolini. On peut l'interpréter comme une possibilité envers laquelle Ciano ne croyait pas, d'autant plus qu'il ne pouvait pas être envisagé à ce stade des négociations, mais qui pouvait être utilisé pour inciter les Russes à une meilleure compréhension envers les Allemands.

Il semble que les Russes ne furent pas indifférents à cette approche par Ciano, car Molotov s'était renseigné pour en savoir plus sur ce sujet. Cette intervention de Ciano avait donné à Molotov l'impression que Ciano était le porte-parole de Ribbentrop.

Cette collaboration de Rome était appréciée par Berlin, car Schulenburg suggéra à Rosso, le 28 juin<sup>70</sup>, de supporter indirectement Berlin en présentant aux Soviétiques la sincérité des Allemands dans leur désir d'améliorer leurs relations avec la Russie.

Lors de cette conversation entre les deux diplomates, Schulenburg avait mentionné qu'il se rendait à Berlin pour suggérer à son ministère de changer le présent traité de neutralité par un pacte de non-agression. Cette suggestion indiquait la possibilité que certains dirigeants allemands considéraient de nouveau l'approche politique avec les Russes.

Rosso accepta la suggestion de Schulenburg, car le 4 juillet<sup>71</sup>, il rencontra Potemkine. Après avoir entendu Rosso rapporter les paroles de Schulenburg, Potemkine lui répondit qu'un accord entre l'Union Soviétique et l'Allemagne serait la meilleure garantie pour la paix.

Jusqu'à quel point la fermeté des Allemands et les contacts des Italiens auprès des Russes avaient eu un effet, il est difficile de le savoir. Ce qui est sûr, c'est que Mikoyan demanda à Babarin, le 10 juillet<sup>72</sup>, de continuer les négociations avec Schnurre et, le 21 juillet, les Russes abandonnèrent leurs exigences politiques pour permettre de négocier un traité économique avec Berlin<sup>73</sup>.

Cette collaboration entre Berlin et Rome démontre qu'il existait une bonne entente et que la communication était excellente entre les deux capitales au sujet de Moscou. Cette collaboration a permis de débloquer des impasses dans lesquelles se trouvaient les négociations durant les mois de mai et de juin.

Il faut noter que la collaboration des Italiens ne s'est faite que sporadiquement et qu'aux moments où il y avait des impasses. Il n'y a pas eu de leur part une intervention systématique et soutenue tout le long de ces négociations.

De plus, les Italiens ont réussi à imposer aux Allemands, à ce stade des négociations, l'approche économique s'opposant avec force à toute approche politique avec les Russes. Cette imposition n'était que temporaire parce que leur participation s'inscrivait fondamentalement à l'intérieur de la stratégie politique et militaire de Berlin, laquelle débordait largement la perception de Rome. Sans s'en rendre compte, les Italiens favorisaient à long terme une entente politique germano-russe.

La période entre le 5 juillet et le 23 août se caractérise par le retrait des Italiens dans les négociations germano-russes et par une opposition de Rome à la politique de Berlin envers la Pologne.

Le 7 juillet, Ciano avait fait part à Mackenzen de la visite de Sir P. Lorraine à son bureau. A cette occasion, le diplomate anglais avait remis à l'intention de Mussolini un aide-mémoire de la part de Chamberlain<sup>74</sup>. Dans cet aide-mémoire, Chamberlain affirmait qu'un anchluss à propos de Danzig signifierait la guerre et que la Grande-Bretagne était déterminée à remplir ses engagements envers la Pologne. Il était évident pour Ciano que cette position des Anglais signifiait que tôt ou tard l'Italie serait impliquée dans une guerre. Même si Ciano assura Mackensen que l'Italie resterait du côté de l'Allemagne dans un conflit éventuel, il conseilla à Berlin de discuter avec Varsovie afin de régler leurs problèmes.

En fait, Ciano était inquiet parce qu'il ne savait pas ce que les Allemands préparaient à propos de la Pologne. Il sentait qu'ils lui cachaient quelque chose.

Le 8 juillet, Ribbentrop essaya de calmer les appréhensions des Italiens<sup>75</sup>, en disant à Attolico que l'Allemagne n'avait pas l'intention de préparer un putsch à Danzig et qu'Hitler n'était pas intéressé à provoquer un conflit européen à cause de la Pologne. Malgré ces paroles rassurantes, Ribbentrop ne réussit pas à calmer les Italiens puisque Ciano proposa une conférence internationale sur la Pologne<sup>76</sup>.

Ce qui est intéressant dans la proposition de Ciano, c'est qu'il excluait la Russie comme participant. Une telle décision de la part de Ciano indiquait une nouvelle orientation politique envers Moscou. A partir du mois de juillet, on remarque que Mussolini avait abandonné sa politique de participation aux négociations germano-russes dont le but pour lui était d'empêcher les Russes de s'allier à un bloc anti-militariste anglo-français. Maintenant, il lui semblait que les événements en Pologne étaient plus importants que ces négociations. Malheureusement pour lui, il n'avait pas compris la relation qui existait entre le sort de la Pologne et les résultats des négociations germano-russes.

En effet, après que les Russes eurent accepté de négocier un traité économique, les Allemands avaient commencé à négocier avec eux une entente politique espérant en arriver à une conclusion avant le 26 août, soit le jour où l'Allemagne avait décidé d'envahir la Pologne. Dans ces circonstances, la position finale des Allemands face à la Pologne dépendait des négociations avec Moscou.

Ce manque de compréhension de Mussolini était partagé aussi par Ciano qui avait jugé comme impossible, du moins dans un proche avenir, une entente politique entre Berlin et Moscou, d'autant qu'il s'y était opposé à plusieurs reprises auprès des Allemands. Il croyait donc qu'ils respecteraient son opposition ou qu'ils en parleraient avec lui avant d'agir dans cette direction.

Avec une telle attitude de leur part, il ne pouvait en résulter qu'un manque de compréhension entre Berlin et Rome. C'est ce qui effectivement se produisit. Quand Attolico rencontra Ribbentrop, le 25 juillet<sup>77</sup>, il lui dit que l'Italie était toujours du côté de l'Allemagne, mais qu'il ne croyait pas à une guerre locale advenant un conflit germano-polonais et qu'en conséquence une conférence internationale devait être convoquée. Ribbentrop lui répondit qu'un conflit était indésirable et que cette conférence, compte tenu du refus de la Pologne à l'offre d'Hitler, serait inutile et considérée comme une faiblesse par les ennemis de l'Axe.

La convocation de cette conférence, qui était en quelque sorte une manifestation des inquiétudes ressenties par les Italiens, exprimait l'opposition de Rome aux décisions prises par Berlin au sujet de la Pologne. Pour Ribbentrop, cette convocation créait de la méfiance envers Rome, d'autant plus que Ciano lui avait déjà dit qu'il se désintéressait du sort de la Pologne.

Lors de cette rencontre, Attolico ne demanda aucun renseignement sur les négociations entre Berlin et Moscou et Ribbentrop se garda bien de lui parler de la décision de Mikoyan et des propositions politiques de Schnurre



à Babarin et à Astakhov le jour suivant. En gardant les Italiens dans l'ignorance, il avait la liberté de négocier avec Moscou sans opposition de leur part.

Il était évident que les Allemands cachaient délibérément aux Italiens les résultats politiques des négociations germano-russes. Ainsi, quand Attolico fut reçu par Weizsäcker, le 5 août<sup>78</sup>, ce dernier le mit au courant des négociations économiques, lesquelles selon lui se déroulaient normalement. Ce qui était vrai. Quant aux négociations politiques, il se borna à dire que les Russes soulevaient continuellement des questions pour connaître les intentions des Allemands. Ce qui était aussi vrai. Mais Weizsäcker se garda de lui parler des propositions politiques que Ribbentrop avait soumises à Astakhov, le 2 août, et de la rencontre entre Schulenburg et Molotov, le 3 août.

Ce silence de Berlin était favorisé par l'attitude pessimiste d'Attolico quant aux résultats politiques des négociations germano-russes. Comme il ne croyait pas à des résultats éventuels, d'autant plus qu'il était opposé à la nature politique même de ces négociations, il ne fit rien pour se renseigner sur ce qui se passait. Une telle attitude de ce diplomate n'aidait pas Ciano à bien juger de l'évolution de la situation entre Berlin et Moscou.

En fait, les renseignements que Rome recevait sur l'évolution de ces négociations politiques venaient surtout de Rosso qui était en lien étroit avec Schulenburg. Celui-ci le mettait régulièrement au courant de ces négociations. Malheureusement, Ciano n'était pas suffisamment renseigné du côté de Moscou.

La raison de cet état de choses était due au système de fonctionnement du ministère des affaires extérieures au Palais Chigi. Selon ce système, les rapports provenant de Berlin étaient acheminés directement au bureau de Ciano tandis que les rapports provenant de Moscou passaient par différents fonctionnaires de ce ministère sans nécessairement atteindre Ciano. Cette différence de traitement était due à la priorité que Rome donnait à Berlin par rapport à Moscou, laquelle était considérée comme secondaire.

Dans ces conditions, on comprend que Rome était plus préoccupée par ce qui se passait en Pologne et aussi par les réactions de la France et de la Grande-Bretagne face aux relations germano-polonaises que par les résultats des négociations entre Berlin et Moscou.

Cette préoccupation grandissante de Ciano l'empêchait de saisir l'importance de quelques rares rapports envoyés de Berlin sur ce qui se passait entre Allemands et Russes. Ainsi ce rapport dans lequel on mentionnait que de fortes pressions étaient exercées par les bismarkiens (militaires et industriels allemands) sur le gouvernement de Berlin pour le développement d'une meilleure compréhension avec la Russie et que les journaux allemands avaient cessé depuis six mois toute critique contre la Russie et le bolchevisme<sup>79</sup>. Alors qu'il attachait une très grande importance aux rapports envoyés de Berlin dans lesquels on lui faisait part de la détérioration des relations germano-polonaises<sup>80</sup>, et de la concentration de troupes allemandes à la frontière germano-polonaise<sup>81</sup>.

En prévision de la rencontre de Ciano avec Hitler et Ribbentrop, Mussolini avait insisté à plusieurs reprises auprès de Ciano pour qu'il leur

dise que la guerre était une folie à ce moment<sup>82</sup> et qu'il leur spécifie d'éviter tout conflit avec la Pologne parce qu'un tel conflit était désormais impossible à localiser.

Lors de la rencontre avec Ribbentrop à Salzburg et avec Hitler à Berchtesgaden, entre le 11 et le 13 août, Ciano subit un choc<sup>83</sup>. Ribbentrop et Hitler lui annoncèrent qu'une attaque contre la Pologne était imminente. Ils lui répétèrent sans cesse que le conflit avec la Pologne serait local et que, par conséquent, il n'y aurait pas de conflit européen. C'est alors que Ciano comprit que le problème entre les Polonais et les Allemands n'était pas Danzig et le Corridor, mais la Pologne elle-même. Dans cette perspective, il ne pouvait être question pour les Allemands de convoquer une conférence des puissances européennes comme le demandait Ciano.

Les Allemands mettaient donc Ciano devant le fait presque accompli au sujet de la Pologne. Ciano saisissait trop tard la gravité d'une situation qu'il avait sous-estimée. Malgré l'annonce de leur décision d'envahir la Pologne, les Allemands se gardèrent de donner à Ciano la date et les détails militaires de cette invasion.

Lorsque Ciano demanda à Ribbentrop des renseignements sur les négociations germano-russes, ce dernier lui répondit que la Russie n'interviendrait pas en cas de conflit parce que les conversations entre les deux pays étaient assez précises. Devant une réponse aussi évasive, Ciano n'insista même pas pour en savoir davantage sur ce sujet. De même, durant sa conversation avec Hitler, celui-ci lui fit part d'un télégramme qu'il avait reçu de Moscou dans lequel les Russes demandaient à Berlin de leur envoyer un

négociateur politique. Après un tel télégramme (qui indiquait clairement un changement politique important dans les négociations germano-russes) Ciano aurait dû protester vu que ce changement était en conflit avec la position adoptée par Mussolini à ce sujet. Ciano ne fit rien, excepté se plaindre de ne pas avoir été consulté à ce sujet. On observait une sorte d'impuissance de la part de Ciano. Il n'avait plus cette vigueur qu'il avait manifestée durant les mois de mai et de juin.

Ciano était sorti dégoûté de cette rencontre. Il constatait que les Allemands l'avaient trompé. Ce qu'il percevait maintenant était le contraire de ce que Ribbentrop lui avait dit lors de sa visite à Milan, au mois de mai.

Il sentait aussi que l'Italie était sur le point d'être entraînée dans une guerre alors qu'il s'était opposé à cette éventualité. D'ailleurs, il avait fortement insisté auprès de ses deux interlocuteurs pour leur dire que l'Italie ne voulait pas de guerre pour le moment parce qu'elle n'était pas prête.

Ciano était conscient que l'Italie ne pouvait s'impliquer dans une guerre européenne parce que, sur le plan économique, elle était au bout de ses réserves d'or et de ses stocks de métaux<sup>84</sup>, tandis que sur le plan militaire, l'armée italienne était dans un piètre état<sup>85</sup>.

Devant les positions de Ciano à Berchtesgaden, Hitler s'était rendu compte que l'Italie n'était pas un allié aussi sûr qu'il l'avait pensé. Jusqu'ici, les dirigeants italiens avaient toujours manifesté ouvertement

leur solidarité à l'Allemagne comme allié, même si Mussolini avait demandé la tenue d'une conférence. Hitler s'attendait à ce que les Italiens remplissent leurs obligations contractées lors du Pacte de l'Acier.

Devant ce volte-face des Italiens, Hitler déclara à Ciano que l'Allemagne ne demanderait pas l'aide de l'Italie. D'ailleurs, puisque le conflit serait local, l'Italie n'avait pas à s'impliquer<sup>86</sup>.

Il ressort de cette rencontre que les liens entre les deux pays s'étaient relâchés. De son côté, l'Allemagne était d'autant plus déterminée à signer une entente politique avec la Russie sans l'accord de l'Italie qu'à ce stade des négociations germano-russes, la participation des Italiens était moins nécessaire aux Allemands; ensuite, les derniers propos exprimés par Hitler à Ciano sur la non-participation de l'Italie dans un conflit éventuel avec la Pologne révèle qu'il ne considérait plus que le pacte de l'Acier avait autant d'importance que lors de sa signature: une entente avec la Russie était devenue plus avantageuse pour l'Allemagne. De l'autre côté, l'Italie était déterminée à s'opposer à la politique militaire allemande envers la Pologne; que les fréquentes rencontres entre Ciano et Sir P. Lorraine indiquait l'importance que l'Italie attachait maintenant à Londres au détriment de Berlin.

Les Italiens avaient un différend sur la position à prendre vis-à-vis l'Allemagne. Alors que Ciano voulait que l'Italie se retire du Pacte de l'Acier, Mussolini croyait qu'il ne serait pas sage d'indisposer les Allemands et qu'il fallait plutôt en tirer profit. Dans cette perspective,

et avec un esprit opportuniste, Mussolini avait établi une politique qui consistait à se détacher honorablement des Allemands, advenant que les pays démocratiques attaquent, et à se partager une part du butin sur le dos de la Yougoslavie, advenant que l'Allemagne soit victorieuse<sup>87</sup>.

Malgré le retrait de l'Italie des négociations germano-russes, Ciano n'en continuait pas moins de se renseigner sur ces négociations mais sans y apporter l'examen approfondi qu'elles nécessitaient.

Le 5 août, Rosso lui avait envoyé un télégramme au sujet d'une conversation qu'il avait eue avec Schulenburg<sup>88</sup>. Ce dernier lui fit part des ordres qu'il avait reçus de Berlin. Parmi l'un d'eux, on lui demandait de parler aux Russes d'un rapprochement politique au moyen des accords existants ou par de nouveaux. A Salzburg, Ciano avait remis ce télégramme à Attolico pour qu'il puisse en parler à Berlin, au lieu d'en discuter lui-même avec Ribbentrop.

Attolico rencontra Weizsäcker, le 13 août<sup>89</sup>. Le secrétaire d'Etat allemand confirma la véracité du contenu de ce télégramme; mais il se garda bien de lui parler des derniers développements qui étaient survenus depuis. En effet, entre le 5 et le 14 août, les Allemands avaient fait aux Russes des propositions politiques plus ouvertes qu'auparavant et Ribbentrop avait déjà décidé de se rendre lui-même à Moscou.

Or, le télégramme du 5 août de Rosso et la confirmation de Weizsäcker auraient été suffisants pour éveiller l'attention de Ciano.

Le télégramme de Magistrati de Berlin aurait été une autre occasion pour Ciano de prendre au moins conscience de la gravité de la situation au sujet de la Pologne et de connaître les dernières transactions entre Berlin et Moscou.

Dans ce télégramme, Magistrati rapportait la conversation qu'il avait eue avec Astakhov, le 16 août<sup>90</sup>. Le chargé d'affaires russe lui mentionna qu'un accord économique serait probablement signé avec l'Allemagne, que les Russes étaient optimistes quant aux relations germano-russes et qu'il était convaincu de l'éclatement d'une crise au sujet de la Pologne dans les dix jours.

Avec un tel rapport, Ciano aurait dû le comparer avec ceux que Rosso lui envoyait. Ainsi, il aurait lu le rapport suivant, daté du 17 août<sup>91</sup>, dans lequel Rosso résumait sa rencontre avec Schulenburg suite à sa visite chez Molotov: l'ambassadeur allemand lui avait parlé de la possibilité pour Ribbentrop de se rendre à Moscou et des garanties demandées par Molotov au sujet des pays de la Baltique.

Muni de tels renseignements, Ciano aurait pu intervenir rapidement auprès de Berlin pour défendre la position de Rome.

Mais malheureusement pour lui, Rosso ne croyait pas à la possibilité d'un pacte germano-russe, du moins pour le moment. Cette position de Rosso se différenciait de celle d'Attolico. Etant donné les positions de ces deux ambassadeurs, l'un s'opposant à un pacte germano-russe et l'autre n'y croyant pas, Ciano pourrait avoir été influencé, et de ce fait avoir sous-estimé la possibilité d'un accord entre Allemands et Russes.

Même si Ciano avait été plus perceptif, on peut se demander ce qu'il aurait pu vraiment faire ? Dès le début, la participation de l'Italie était insérée dans le cadre des relations germano-russes et non italo-russes. Ciano était dépendant des Allemands. De plus, Ciano s'opposait à une relation politique trop poussée entre l'Allemagne et la Russie pour des raisons de politique intérieure; or, une telle opposition allait à l'encontre des raisons qui incitaient Hitler à établir des relations politiques poussées avec la Russie. Comme Ciano agissait à l'intérieur de la diplomatie allemande, son opposition n'avait pas de chance d'être longtemps écoutée.

Enfin, Ciano voulait que les relations germano-russes soient orientées dans le but d'empêcher la Russie de participer à un bloc anti-militariste anglo-français. Une telle position politique était insuffisante pour prévenir la participation de la Russie à ce bloc. Il fallait de la part de l'Axe présenter quelque chose de sérieux sur le plan politique, pour s'assurer que Staline ne se dirige pas du côté anglo-saxon. Il semble que, sur ce dernier point, les Italiens aient manqué de réalisme. Les Allemands étaient plus perspicaces qu'eux. Ils proposèrent à Staline un partage de la Pologne et une entente territoriale dans la Baltique. Une semblable proposition se révélant avoir sur Staline une influence plus convainquante que la présentation d'arguments politiques visant à le convaincre de ne pas participer à ce bloc.

Au moment où les négociations politiques entre Berlin et Moscou étaient proches d'une entente, les Allemands firent de discrètes révélations aux Italiens sur ce qui se passait.



Le 18 août, Ribbentrop déclara à Attolico<sup>92</sup> que dans deux jours, un accord commercial serait signé avec la Russie et que les contacts politiques avec elle avaient été un succès. Ribbentrop fut très peu loquace sur ces deux événements importants; mais ce qu'il avait évoqué était suffisant pour faire comprendre aux Italiens le sérieux de ce qui se passait. Ribbentrop préparait le terrain.

Attolico ne posa aucune question à Ribbentrop sur ces contacts et Ciano ne fit rien. On aurait dit qu'il y avait maintenant chez ce dernier un désintéressement total sur ce qui se passait entre Berlin et Moscou. Le 20 août, Attolico retourna à Rome, laissant Ciano dans l'ignorance jusqu'au fameux coup de téléphone de Ribbentrop, le 21 août.

Rosso avait donné les plus récents développements entre Berlin et Moscou dans son télégramme du 20 août<sup>92a</sup>: il rapporta que Schulenburg avait rencontré Molotov à deux reprises, le 19 août, mais qu'il n'avait malheureusement pas pu obtenir pour le moment les sujets de leurs conversations; c'était peu. Mais le fait que l'ambassadeur allemand ait rencontré Molotov à deux reprises dans la même journée, donnait de quoi se poser des questions.

Le désintéressement des Italiens concernant les négociations germano-russes contrastait avec l'intérêt qu'ils portaient aux relations germano-polonaises.

Malgré le refus des Allemands de tenir une conférence sur la Pologne, les Italiens insistèrent de nouveau à ce sujet lorsque les Anglais y manifestèrent de l'intérêt. En effet, le 20 août, ils annonçaient qu'ils

seraient prêts à participer à une telle conférence si un autre pays le demandait<sup>93</sup>. Les Italiens sautèrent donc sur cette occasion. Ce qui était nouveau dans ce projet de conférence, c'est que Rome incluait l'Union Soviétique comme participant. Cette participation soviétique contrastait avec la position prise par les Italiens en juillet, au sujet de ce pays, alors écarté de cette conférence.

Ce changement n'était pas dû à une réévaluation des relations avec Moscou, mais du fait que Londres avait proposé cette participation. Vu que les Anglais restaient suffisamment sceptiques sur les résultats d'une telle conférence pour éventuellement retirer leur participation, Rome avait acquiescé à cette proposition anglaise.

L'annonce de la visite de Ribbentrop à Moscou fut un choc pour Ciano. Il ne s'attendait nullement à un dénouement aussi rapide dans les relations germano-russes. Voyant les Russes s'entendre avec les Allemands, Ciano et Mussolini crurent un moment qu'il serait possible de localiser le conflit germano-polonais. Dans une telle perspective, Ciano souhaita à Ribbentrop un bon succès pour son voyage à Moscou. Malheureusement, il n'était pas venu à l'esprit de Ciano de demander à Ribbentrop des clarifications sur un voyage d'une telle importance, ce qui aurait été normal. Mais Ciano n'en fit rien. Quant à Mussolini, il espérait tirer profit de cette entente politique en accaparant la Dalmatie et la Croatie<sup>94</sup>.

Le jour de la signature du Pacte de non-agression germano-russe, Ciano rencontra Sir P. Lorraine<sup>95</sup> qui lui remit le texte d'une lettre que

Chamberlain avait écrite à Hitler. Dans cette lettre, il signifiait au chancelier allemand que la signature de ce pacte n'altérerait pas les obligations contractées par la Grande-Bretagne envers la Pologne. La même journée, Ciano reçut aussi François Poncet, ambassadeur français à Rome, qui lui déclara que la France allait se battre en cas d'agression contre la Pologne par l'Allemagne<sup>96</sup>.

Devant ce front anglo-français, Ciano revisa sa position optimiste qu'il avait manifestée auparavant. A l'occasion de la visite de Schwerin-Krosigk, ministre des finances de l'Allemagne le 23 août<sup>97</sup>, Ciano exprima clairement qu'Hitler se trompait sur la possibilité de localiser le conflit germano-polonais. Malgré le pacte, il considérait la situation sérieuse.

Les Italiens, en se retirant de ces négociations, dans lesquelles leur participation indirecte avait été de courte durée, n'avaient pas compris que le sort de la Pologne allait se jouer dans les prochains mois à Moscou et non à Berlin. Les raisons de cette erreur d'évaluation résidaient dans le fait que Rome attachait une importance secondaire à Moscou et qu'elle craignait de voir l'Italie s'impliquer dans une guerre qu'elle ne voulait pas.

Dans cette crainte d'une guerre éventuelle, l'opposition de Rome ne pouvait que s'accroître face aux visées allemandes en Pologne.

Sur le moment, Mussolini et Ciano pensèrent que le Pacte de non-agression germano-russe serait un facteur de paix, mais ils se sont rendus compte, que, face au bloc anglo-français, ce pacte allait plutôt accroître les tensions en Europe et éventuellement provoquer la guerre.

Alors que l'Allemagne poursuivait sa politique avec une logique implacable, l'Italie reculait devant les conclusions de cette logique. Dans les jours qui suivirent ce pacte, les Italiens essayèrent d'éviter l'inévitable en convoquant une conférence pour le début du mois de septembre. Mais les jeux étaient faits. Personne ne voulait reculer de ses positions respectives. Il était trop tard.

Après avoir dégagé l'Italie de ses obligations qui la liaient par le Pacte de l'Acier à l'Allemagne, Mussolini décida de se retirer dans une position de neutralité, le jour même de la déclaration de la deuxième guerre mondiale.

Malgré la ressemblance idéologique entre Berlin et Rome, les intérêts nationaux divergents de chacune empêchaient une entente politique de longue durée entre les deux capitales.

Le Pacte de non-agression germano-russe ne faisait que mettre en évidence des divergences fondamentales. Dès le mois de mai, Mussolini s'était opposé à un rapprochement politique trop poussé entre les pays de l'Axe et de l'Union Soviétique. En juin, Ciano s'était plaint auprès de Mackensen de certaines suggestions que Schulenburg voulait proposer à Berlin à propos de Moscou. Il s'opposait ainsi à toute entente politique entre l'Axe et Moscou et entre Berlin et Moscou en particulier: une telle entente aurait eu pour conséquence d'affaiblir le pacte de l'Acier, donc l'Italie, au profit de Moscou.

Cette opposition de Rome était basée sur des divergences de stratégies liées à des intérêts nationaux propres. Moscou était essentiel pour Berlin mais secondaire pour Rome.

Complètement absorbés par les événements germano-polonais, les Italiens oublièrent les négociations politiques entre Berlin et Moscou. Malgré les nombreux indices d'une entente politique entre ces deux capitales, Rome n'y apporta pas l'attention souhaitable, de sorte que l'annonce du pacte germano-russe fut une surprise pour elle.

Ce pacte était vu différemment par Berlin, qui y voyait la possibilité de neutraliser et d'éliminer la Pologne, et par l'Italie, qui n'ayant aucun intérêt en Pologne, y discernait un pas important vers la guerre, pour laquelle elle ne se sentait pas prête, contrairement à l'Allemagne qui, elle, se croyait prête à affronter ce conflit.

La formation de l'Axe et la signature du Pacte de l'Acier ont été possibles, parce que chacun y trouvait ses intérêts nationaux propres. Mais du moment que ces intérêts ont divergé, ces ententes ont été remises en question.

Hitler était conscient de cette réalité. C'est pour cette raison qu'il encourageait Mussolini à s'impliquer dans des guerres qui amenaient constamment l'Italie en opposition avec la France et la Grande-Bretagne. Ainsi, il forçait l'Italie à se rapprocher malgré elle de l'Allemagne. Hitler n'a jamais espéré faire de Mussolini un allié servile au service des intérêts de l'Allemagne et au détriment des intérêts des pays

démocratiques. Tant que l'Italie était encadrée dans des alliances, qui la neutralisait face aux pays de l'Ouest, Hitler ne pouvait que se féliciter, même s'il lui est arrivé de s'illusionner parfois au sujet de ce pays.

En mai 1936, Neurath avait dit au diplomate américain Bulitt que les démonstrations d'amitié entre l'Allemagne et l'Italie étaient sans fondement et qu'il n'y avait aucun moyen de réconcilier les conflits d'intérêts entre Berlin et Rome à propos de l'Autriche<sup>98</sup>. Le Pacte germano-russe était une manifestation des conflits d'intérêts entre ces deux capitales au sujet de la Pologne.

L'Italie n'avait plus maintenant d'autres choix que d'opter pour la neutralité.

## CHAPITRE III

### LES REACTIONS DU JAPON

Les relations entre Berlin et Tokyo ont été dans leur ensemble assez bonnes tant que Berlin a su maintenir une politique anti-soviétique. Mais à mesure que cette dernière abandonna cette politique pour se rapprocher de Moscou, Tokyo en prit ombrage. En effet, Tokyo était farouchement anti-soviétique à cause de l'aide de Moscou à la Chine et des conflits militaires entre les armées japonaises et soviétiques au sujet de la délimitation de leurs frontières communes.

C'est dans ce contexte politique entre Berlin et Tokyo que l'on va étudier les réactions du Japon face à l'entente germano-russe.

En septembre 1931, le Japon avait envahi le nord de la Mandchourie suite à un conflit sino-japonais concernant un chemin de fer. La Chine porta plainte au Conseil de la Société des Nations. Devant le refus du Japon de se retirer de ces territoires, le Conseil décida d'envoyer une commission dirigée par Lord Lytton pour enquêter sur place.

Pendant que l'on délibérait à Genève sur ce conflit, le Japon en profita pour conquérir tout le nord de la Mandchourie et le sud jusqu'à la Grande Muraille. De plus, il organisa ce territoire sous forme de république, appelée la République de Mandchoukouo. Le gouvernement japonais confia à l'armée japonaise l'organisation et la défense de cette république.

Tokyo n'avait rien à craindre de la Société des Nations qui avait décidé d'imposer des sanctions contre le Japon après qu'il ait refusé d'accepter les recommandations du Conseil suite au rapport Lytton. Tokyo était plutôt inquiète au sujet de la Russie. En effet, au début de 1932, la Russie avait entrepris de renforcer sa puissance militaire en Extrême-Orient face à l'armée japonaise; de plus, elle avait amélioré sa position diplomatique face au Japon en acceptant les avances des Etats-Unis pour renouveler leurs relations diplomatiques.

Devant l'isolement diplomatique de leurs pays, plusieurs officiers de l'armée japonaise voyaient dans l'Allemagne, dirigée par Hitler, un moyen de briser cet isolement et de renforcer la situation du Japon en Chine. Cette position politique allait à l'encontre de celle de la cour et de la marine. Ces dernières s'opposaient à une implication militaire en Chine qui ne tiendrait pas compte des intérêts de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Pendant ce temps, à Berlin, on était peu préoccupé par ce problème asiatique, étant donné la puissance relative de l'Allemagne à cette période; de plus, Neurath, le ministre des Affaires Extérieures de l'Allemagne, n'était pas intéressé à favoriser une politique pro-japonaise suite à l'acquisition par le Japon de territoires allemands situés dans le Pacifique. Les diplomates de son ministère étaient portés à favoriser des liens étroits avec la Chine parce que ce pays était une excellente source de matières premières nécessaires à la reconstruction de l'industrie d'armement allemande; de plus, l'Allemagne fournissait aux Chinois



des conseillers militaires qui étaient très appréciés par le gouvernement de Nankin.

Von Ribbentrop, qui opérait sa propre politique extérieure, était en faveur d'un rapprochement avec le Japon et de la reconnaissance de la République de Mandchoukouo. Neurath s'y opposait catégoriquement à cause des tensions qui en résulteraient avec le gouvernement de Nankin et, aussi, avec les gouvernements de Londres et de Washington.

Le 16 février 1934, Hitler opta partiellement pour Ribbentrop en concluant un accord commercial avec les autorités du Mandchoukouo, malgré les protestations des gouvernements étrangers. Toutefois, Hitler refusa de reconnaître sur le plan diplomatique cette république. Il semble qu'il voulait prendre une position de neutralité dans le conflit sino-japonais tout en ayant un penchant pour le Japon. Ce changement de politique était dû à Ribbentrop qui négociait avec le colonel Oshima<sup>1</sup>, le représentant de l'armée japonaise à Berlin, à l'insu de Neurath et de Tojo, l'ambassadeur japonais à Berlin.

Malgré ce conflit latent, c'était surtout de l'Union Soviétique que le danger était perçu comme immédiat par le Japon, et en particulier par l'armée. En effet, la présence militaire des Soviétiques aux frontières de la Mandchourie obligeait l'armée japonaise à garder une bonne partie de ses forces dans ce territoire, alors qu'elle aurait voulu les utiliser au sud; de plus, les Soviétiques fournissaient une aide militaire aux Chinois.

Ces tensions se traduisirent par des incidents militaires entre les armées japonaise et soviétique. En 1935, il y avait eu 136 disputes entre les deux armées, en particulier en janvier lors de l'incident Hailan et en juin lors de l'incident Hailastyn-gol.

Devant cette situation, l'armée avait opté pour une politique anti-soviétique et s'était opposée aux négociations entre Hirota, le ministre des Affaires Extérieures du Japon, et Yurenev, l'ambassadeur russe à Tokyo, pour régler les problèmes frontaliers entre les deux pays.

Cette attitude anti-soviétique rendait l'armée sympathique au projet d'un pacte anti-comintern que Ribbentrop avait mis de l'avant. Toutefois, ce pacte était combattu par les diplomates allemands: selon eux, le Japon n'offrait rien de valable, alors que la Chine avantageait beaucoup plus les intérêts de l'Allemagne. Or, Hitler, ne partageant pas la position de ses diplomates, laissa Ribbentrop libre de développer son projet<sup>la</sup>.

En 1936, les conflits armés entre le Japon et la Russie n'avaient pas diminués. On comptait tout près de 203 incidents. La Russie resserra son emprise en Extrême-Orient en signant, le 8 avril, un traité d'alliance avec la Mongolie Extérieure.

Si l'armée pressait le gouvernement japonais de s'entendre avec Berlin au sujet de ce pacte, Tokyo ne partageait pas le même empressement. Malgré les incidents militaires avec l'Union Soviétique, Tokyo ne voulait pas entrer en conflit ouvert avec Moscou sur le plan politique, à cause des intérêts économiques importants que le Japon avait en Union Soviétique,

et aussi à cause de la crainte d'une rupture des négociations en cours entre les deux pays au sujet des pêcheries<sup>1b</sup>.

On constate qu'il y avait une division entre l'armée et le gouvernement de Tokyo sur la conduite à suivre face au pacte offert par Ribbentrop et face aux agissements de l'Union Soviétique. Une telle division montrait que l'armée avait sa propre politique étrangère, indépendamment de Tokyo. Cette réalité dénotait une certaine faiblesse de la part du gouvernement de Tokyo.

Malgré cela, le gouvernement japonais n'était pas indifférent à la proposition de Ribbentrop, mais il s'opposait à tout pacte qui aurait un caractère hostile envers l'Union Soviétique. C'est dans cette optique que le gouvernement japonais signa, le 25 novembre 1936, le Pacte Anti-Comintern, mais pour satisfaire l'armée, un accord secret fut conclu dans lequel l'Union Soviétique était considérée comme l'ennemi principal de ce pacte<sup>2</sup>.

La réaction de l'Union Soviétique fut vive. Les dirigeants de ce pays, qui croyaient à l'existence d'un pacte secret entre l'Allemagne et le Japon étaient méfiants. Ils décidèrent donc d'interrompre les négociations avec le Japon sur la question des pêcheries.

Malgré ce pacte avec le Japon, l'Allemagne voulait rester neutre dans le conflit sino-japonais. L'Allemagne voulait protéger ses intérêts économiques en Chine et, en même temps, elle voulait profiter de l'expansion du Japon en Extrême-Orient. Comme l'Allemagne avait des liens étroits

avec Nankin et Tokyo, elle enprofita pour offrir ses services de médiation entre ces deux capitales asiatiques.

Mais en 1937, les liens germano-japonais avaient subi des contrecoups. En effet, le Japon avait demandé à Berlin de retirer ses conseillers auprès de l'aviation militaire du gouvernement de Nankin. Berlin refusa cette demande ainsi que celle de retirer sa délégation diplomatique de Nankin, à cause de sa politique de neutralité. Ce refus de Berlin fut mal accueilli par Tokyo.

Les Japonais eurent plus de chance avec l'Italie. Ce pays s'empressa d'accepter la demande japonaise<sup>2a</sup>. Cet empressement de l'Italie avait été fait en fonction d'un but spécifique: faire du Japon un allié contre la Grande-Bretagne, qui s'opposait à l'expansion coloniale de l'Italie en Afrique. Avec le Japon comme allié, l'Italie espérait disperser la force navale anglaise en Méditerranée vers le Pacifique. Mais le Japon était peu intéressé à affronter la force navale anglaise chez lui.

Du côté de l'Allemagne, on voyait maintenant le Japon comme un allié qui avait perdu de sa valeur depuis qu'il avait décidé de déclarer la guerre à la Chine, le 7 juillet. Profitant de la faiblesse de l'armée russe, suite aux purges au sein de son état-major et d'un incident militaire avec les Chinois, au pont Marco-Polo, le Japon avait décidé d'envahir la Chine. L'implication du Japon dans ce pays rendait inexistante, aux yeux de Berlin, la menace japonaise contre l'Union Soviétique et, en plus, menaçait les intérêts de l'Allemagne en Chine.

Hitler, qui avait déjà pensé à une alliance anti-communiste avec la Grande-Bretagne, fit des démarches dans ce sens auprès de Londres pour former un front anti-communiste dont Rome aurait été une composante, sans Tokyo. Mais devant le refus de Londres, Hitler avait dû considérer de nouveau Tokyo comme alliée<sup>3</sup>.

Du côté du Japon, Tokyo s'était aperçue qu'en attaquant la Chine, elle faisait face à un immense pays à conquérir et à une population très dense qui lui était totalement hostile. Devant cet obstacle, Tokyo se trouvait dans une impasse. En août, Tokyo fit appel au service de Berlin comme intermédiaire entre le Japon et la Chine afin de négocier un compromis.

Vers la fin de 1937, il y avait un nouveau départ dans les relations entre l'Allemagne et le Japon où les deux semblent de plus en plus unis pour aller de l'avant.

Entre temps, la neutralité de l'Allemagne devenait de plus en plus précaire devant les conditions très dures que le gouvernement japonais exigeait de la Chine, sous l'influence de l'armée. Dans ces conditions, l'Allemagne ne pouvait pratiquement rien faire pour rapprocher les deux antagonistes.

Devant le refus continu de la Chine, face aux exigences du Japon, ce dernier rompit les négociations le 16 janvier 1938.

Au début de cette année, l'Allemagne changea l'orientation de sa politique étrangère en Europe. Dans cette nouvelle orientation, la Grande-Bretagne devenait le principal ennemi de l'Allemagne, alors que l'Union Soviétique perdait de son importance aux yeux de Berlin.

Dans un mémorandum préparé par Ribbentrop sur les relations anglo-germaniques, le futur ministre des Affaires Extérieures de l'Allemagne se demandait comment on pouvait empêcher l'intervention de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne, au moment où cette dernière interviendrait par la force pour modifier la situation politique en Europe Centrale. Une telle intervention amènerait celle de la France, et la Grande-Bretagne s'y joindrait avec sa propre force. Selon lui, l'Allemagne était assez forte pour faire face à la France seule, mais non contre la combinaison des deux puissances. Pour empêcher une telle combinaison, il proposa la formation d'une alliance militaire entre l'Italie, le Japon et l'Allemagne. Une telle alliance forcerait la Grande-Bretagne à disperser ses forces de l'Europe vers la Méditerranée et l'Asie. Comme la Grande-Bretagne serait affaiblie en Europe, l'Allemagne pourrait intervenir en Autriche et en Tchécoslovaquie avec plus de sûreté<sup>4</sup>.

Dans cette perspective stratégique, le Japon reprenait de nouveau de l'importance pour Berlin. Il pouvait servir encore les intérêts de l'Allemagne. Le Japon, en menaçant les colonies des puissances démocratiques de l'Ouest en Asie, obligerait ces puissances à déplacer une partie de leur force en Europe vers cette région du globe.

Naturellement, Hitler était conscient que la puissance du Japon au sein d'une alliance militaire ne serait pas suffisante pour empêcher la Grande-Bretagne de s'opposer à ses plans en Europe. Au moins, il espérait que cette présence japonaise pourrait diminuer la capacité d'intervention des Anglais en Europe Centrale<sup>4a</sup>.

On voit que Berlin était en train d'appliquer la politique de Mussolini quand, en 1937, il essaya d'allier les Japonais contre la Grande-Bretagne. Le Japon avait refusé de jouer ce jeu. C'était maintenant au tour de l'Allemagne d'apprendre que ce refus japonais s'appliquait aussi à elle.

Du côté du Japon, l'idée d'une alliance avec l'Allemagne avait repris de l'importance. Pour Tokyo, le refus de la Chine d'accepter un compromis selon les conditions du Japon, était dû à l'aide que l'Union Soviétique apportait à la Chine. Sans cette aide soviétique, la Chine n'aurait pas pu résister aussi longtemps. Or, une alliance avec l'Allemagne contre l'Union Soviétique forcerait cette dernière à disperser ses forces vers l'Europe. De plus, le Japon voulait trouver dans cette alliance un allié à sa politique d'un nouvel ordre qu'elle voulait imposer en Asie, mais que les puissances américaine et européenne refusaient de reconnaître. Enfin, le Japon voyait en Allemagne une source importante en technologie et un fournisseur en équipement, au moment où les Etats-Unis se montraient de plus en plus hostiles à continuer d'offrir aux Japonais ces mêmes services.

Si cette alliance semblait favoriser leurs stratégies, elle avait aussi des limites, compte tenu de leurs intérêts nationaux propres. En

Europe, l'Allemagne ne voyait plus l'Union Soviétique comme un ennemi immédiat, d'autant plus que ces deux pays n'avaient pas de frontière commune. Pour l'Allemagne, l'ennemi principal, c'était la Grande-Bretagne qui s'opposait à ses visées expansionnistes en Europe Centrale; tandis que pour le Japon, l'Europe n'était pas une région stratégique. En Asie, le Japon voyait d'autant plus la Russie comme sa principale ennemie, qu'ils avaient des frontières communes en Mandchourie, lesquelles étaient une source de conflits permanents. Pour le Japon, la Grande-Bretagne n'était pas une ennemie immédiate et il ne voulait pas s'opposer ouvertement à elle dans un conflit où il n'en résulterait qu'un affaiblissement de sa position en Asie. Tandis que pour l'Allemagne, l'Asie n'était pas une région stratégique malgré ses intérêts économiques en Chine.

Face au conflit sino-japonais, l'Allemagne n'avait plus de choix. Il fallait qu'elle prenne position pour une des deux parties en cause. En reconnaissant le gouvernement de Mandchoukouo, le 12 février, l'Allemagne optait officiellement pour le Japon. Dans le même mois, Hitler interdisait la vente d'armes à la Chine et rappelait ses conseillers de l'aviation dans l'armée chinoise.

Avec cette politique pro-japonaise, l'Allemagne espérait que les Japonais lui accorderaient des concessions économiques sur les territoires qu'ils avaient conquis. Mais ils lui firent clairement entendre qu'elle n'aurait pas un statut égale à celui des Japonais et que ces derniers entendaient poursuivre leurs intérêts en Asie au détriment de ceux de leurs alliés<sup>5</sup>.



Une telle déclaration, aussi directe et ferme de la part du Japon, ne pouvait que jeter un froid dans ses relations avec l'Allemagne, d'autant plus que cette dernière avait abandonné délibérément une position avantageuse qu'elle avait en Chine pour le Japon.

Malgré cette politique économique anti-germanique du Japon en Asie, Ribbentrop alla de l'avant avec son alliance militaire. Le 17 juin 1938, il proposa à Oshima une alliance militaire défensive entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon<sup>6</sup>. Cette alliance comprenait trois articles. Dans le premier, il était écrit que les trois parties devaient se consulter advenant que l'une des trois soit impliquée dans des complications politiques. Dans le deuxième, si l'une des trois parties était menacée, les deux autres apporteraient leur support politique et économique. Dans le troisième, si l'une des trois parties était attaquée, les deux autres parties apporteraient leur aide et leur support.

Le troisième article était important parce qu'il impliquait un support militaire qui devait être automatique pour l'Allemagne. De plus, l'on remarque que l'Union Soviétique n'était pas mentionnée, ce qui laissait sous-entendre que cette alliance pouvait être dirigée contre des puissances autres que l'Union Soviétique.

Le Japon réagit rapidement. Le 28 juin, Oshima transmet à Ribbentrop la réponse de Tokyo<sup>7</sup>. Le gouvernement japonais refusait toute orientation anti-britannique dans cette alliance. On devait donc uniquement s'en tenir à une orientation anti-soviétique.

Face à cette position du Japon, Ribbentrop répondit à Oshima<sup>8</sup> qu'il fallait un traité mutuel d'assistance avec un but général, et non avec un but limité: si le Japon voulait éviter la guerre, il fallait nécessairement former une union forte. Oshima lui répondit que le Japon n'était pas prêt militairement à considérer une action contre les autres puissances occidentales; dans ces conditions, il serait donc difficile de s'entendre sur un accord d'assistance mutuelle ayant un but général.

Il est à noter que les éléments de cette conversation entre les deux diplomates constitueront la base des différends entre ces deux pays tout le long de l'année 1939 au sujet de cette alliance.

D'autres part, la conférence des cinq ministres du 19 juillet<sup>9</sup> a été l'occasion de mettre en évidence le conflit qui existait au sein du gouvernement nippon. D'un côté, le ministre de la guerre, qui représentait la position de l'armée, optait pour une alliance selon le plan proposé par Ribbentrop; de l'autre côté, les ministres des Affaires Extérieures et de la Marine s'opposaient à une alliance contre les pays démocratiques. La position de ces derniers était appuyée par la cour et les milieux d'affaires pour qui la Grande-Bretagne était une alliée de longue date et à laquelle le Japon devait sa puissance d'aujourd'hui.

Cette division au sein du gouvernement se précisa lors de la conférence des cinq ministres du 26 août<sup>10</sup>. Durant cette conférence, Ugaki, le ministre des Affaires Extérieures, voulait que cette alliance soit dirigée uniquement contre l'Union Soviétique (pour ne pas alarmer la Grande-

Bretagne et les Etats-Unis) et que les obligations du Japon face aux deux autres pays soient limitées aux domaines politique et économique. En fait, Ugaki était inquiet des implications dans lesquelles le Japon pourrait être engagé en Europe, advenant une crise politique ou militaire, et des conséquences de ces implications pour le Japon dans ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Naturellement, le ministre de Guerre Itagaki défendait la position de l'armée qui était sans réserve en faveur d'une telle alliance.

La position finale du gouvernement était que les activités du Comintern était un danger pour la paix dans le monde; si une des parties signataires du Pacte anti-comintern était attaquée par un pays non-signataire, les autres devraient l'aider sur le plan politique et économique; si une des parties devait soutenir une attaque non provoquée par un pays non-signataire, les autres pays entreraient en discussion immédiatement au sujet d'une aide militaire<sup>11</sup>.

En d'autres termes, l'Union Soviétique était l'ennemie principale du Japon. Le gouvernement entrevoyait la possibilité de s'opposer aux autres puissances, même si elles n'étaient pas mentionnées explicitement. Enfin Tokyo s'opposait à une aide militaire automatique en cas d'attaque.

Cette position constituait une victoire pour l'armée même si les puissances occidentales n'étaient pas considérées directement comme les principales ennemies du Japon.

Quoique cette position ne satisfaisait qu'en partie Ribbentrop, il y perçut un pas important vers une alliance contre les grandes puissances démocratiques.

Après cette demi-victoire, Ribbentrop modifia le traité pour contourner les objections du Japon. Il proposa un préambule où serait stipulé le besoin de défendre les intérêts d'une idéologie commune aux trois puissances contre les activités du Comintern. Pour l'article trois, tout en insistant sur une aide militaire en cas d'une attaque non provoquée, il proposa qu'une commission soit mise sur pied pour discuter des détails d'assistance dans les domaines politique, économique et militaire<sup>12</sup>.

Entre temps, l'armée avait gagné d'autres points importants en faisant nommer Oshima comme ambassadeur à Berlin et Shiratori comme ambassadeur à Rome.

D'autre part, les membres du gouvernement nippon n'arrivèrent pas à s'entendre sur une position commune face au projet de Ribbentrop. En réalité, ce gouvernement n'eût pas le temps d'aller plus loin, car, le 3 janvier 1939, ses membres démissionnèrent devant l'impossibilité de résoudre la question de la Chine dans laquelle le Japon s'était enlisé.

Un nouveau gouvernement fut formé, le 4 janvier, sous la direction du Baron Hiranuma, supporteur connu d'une alliance avec l'Allemagne. Sa présence à la tête du gouvernement suscita beaucoup d'espoir à Berlin et chez Oshima en particulier. A tel point que Ribbentrop et Ciano avaient

demandé de commencer les préparatifs pour la signature de cette alliance tripartite à la fin de janvier<sup>13</sup>.

Cet enthousiasme était mal fondé, car, au début du mois de janvier, Hiranuma avait dit à Arita, le ministre des Affaires Extérieures, que cette alliance devait se limiter à l'Union Soviétique comme principale ennemie. En conséquence, la Grande-Bretagne n'avait pas à être incluse<sup>14</sup>.

Cette position d'Hiranuma s'opposait à celle de Mussolini qui avait proposé d'éliminer du préambule de cette alliance "la menace de gangrène bolcheviste"<sup>15</sup>.

Dès le début de l'année, il y avait une opposition entre Rome et Tokyo sur la position à prendre face à l'Union Soviétique.

Naturellement, le nouveau cabinet dut se pencher sur ce projet d'alliance militaire que proposait l'Allemagne. C'est lors des conférences des cinq ministres, le 19 et le 25 janvier, que fut décidée en substance la position de Tokyo à ce sujet.

Le ministre Arita s'opposait à toute assistance militaire à l'Allemagne advenant un conflit avec d'autres puissances sans la participation de l'Union Soviétique. En d'autres termes, l'Union Soviétique restait le principal objectif du Japon, selon lui. Il insistait beaucoup sur l'insertion des clauses de réserve dans cette alliance pour protéger le Japon de toute implication militaire, limitant par le fait même la nature de cette alliance. Il désirait aussi que cette alliance ne dure que cinq ans

au lieu de dix ans et que l'on explique aux autres puissances occidentales que cette alliance était la suite logique du Pacte Anti-Comintern, ayant la même orientation politique<sup>16</sup>.

Dans le même sens, Arita avait averti Oshima qu'il était important que le Japon ne soit pas impliqué dans les problèmes européens qui ne relevaient pas directement du Japon, et qu'il fallait renforcer les liens avec Berlin dans les limites de la lutte contre le communisme<sup>17</sup>.

La position d'Arita fut adoptée par le gouvernement malgré l'opposition du ministre de la guerre Atagaki. On voit que cette position était un recul par rapport à celle qui avait été prise avec l'ancien gouvernement nippon, le 26 août 1938. Cette décision de Tokyo ne pouvait pas faciliter la signature de cette alliance avec les deux autres capitales européennes. Une telle décision fut une déception pour Berlin et Rome étant donné qu'elles s'attendaient à la signature de cette alliance par le Japon dans les prochains jours.

Lors de la conférence du 25 janvier, les ministres décidèrent d'envoyer une commission en Europe sous la direction d'Ito, un fonctionnaire du ministère des Affaires Extérieures, pour négocier avec les gouvernements de Berlin et de Rome au sujet de cette alliance. Comme Ito était un fonctionnaire du ministère dont Arita était le ministre, il se trouvait en quelque sorte le porte-parole de ce dernier. En conséquence, le vrai but de cette commission était d'impressionner Oshima et Shiratori plutôt que de négocier avec Berlin et Rome<sup>18</sup>. En effet, Shiratori et Oshima, qui avaient été très surpris et choqués de la position de leur gouvernement, ne voulurent pas

transmettre cette position à Berlin et à Rome<sup>19</sup>. Il s'agissait donc de mettre au pas ces deux diplomates récalcitrants.

Quand Ito arriva à Berlin, il leur fit comprendre que la position de Tokyo était contre l'Union Soviétique et qu'il ne pouvait y avoir de concession à ce sujet. De plus, il insista clairement que les clauses de réserve devaient être incluses dans le traité.

Une telle attitude de cette commission ne pouvait que renforcer l'opposition des deux ambassadeurs japonais, d'autant plus qu'étant sur place, ils voyaient qu'une telle position du Japon ne serait jamais acceptée par Berlin et Rome.

Dans ces conditions, il était évident pour Berlin et Rome que les négociations avec Tokyo seraient longues. Mais Rome n'était pas intéressée à attendre si longtemps. Mussolini voulait absolument une alliance avec Berlin<sup>20</sup>, sans Tokyo, si c'était nécessaire. D'ailleurs, Rome était contente que Tokyo tergiverse à cause de l'opposition de Londres et de Washington concernant l'inclusion du Japon dans cette alliance.

En plus de cette attitude de Rome, Hitler était sceptique sur la participation du Japon. Selon lui, le Japon serait toujours hésitant à s'impliquer aussi longtemps que durerait la guerre avec la Chine<sup>21</sup>. Or, suite à l'échec des négociations avec Varsovie au début de l'année, Hitler voulait intégrer l'Italie dans sa politique pour isoler la Pologne. Il décida donc que l'on commence les pourparlers avec l'Italie en vue d'arriver à la formulation d'une alliance commune<sup>22</sup>, en espérant que le Japon la rejoigne plus tard.

Durant le mois de mars, les deux factions continuèrent à se battre pour gagner les membres du gouvernement à leurs positions respectives. La conquête de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne avait eu une influence profonde sur le gouvernement, de sorte que les cinq ministres arrivèrent à une sorte de compromis favorable envers Berlin lors de la conférence du 22 mars<sup>23</sup>. Ce compromis consistait à accorder une aide militaire aux deux autres pays de l'Axe si l'Union Soviétique les attaquait, seule ou avec d'autres puissances; mais si l'Union Soviétique n'était pas impliquée, il y aurait alors des consultations au sujet de cette aide en tenant compte de la situation du moment.

En d'autres termes, le Japon acceptait le principe d'une aide militaire contre la Grande-Bretagne et la France, mais tout en maintenant son opposition sur la substance de cette alliance, c'est-à-dire que le Japon n'était pas obligé d'y participer. De plus, ce dernier ajoutait une multitude de clauses de réserve qui rendaient cette alliance sans signification<sup>24</sup>.

On peut constater dans une certaine mesure que ce compromis était une victoire pour l'armée, mais elle n'avait pas une portée réelle qui puisse déboucher sur une alliance avec Berlin et Rome.

Ceux qui étaient opposés à une extension d'une alliance contre les pays démocratiques ne perdirent pas une minute pour limiter la portée de ce compromis. Ainsi, Arita fit clairement comprendre à Oshima et Shiratori que s'ils soulevaient encore des objections aux nouvelles instructions du



gouvernement, ils seraient rappelés ou remplacés par d'autres négociateurs<sup>25</sup>.

Après s'être ravisé, Oshima présenta à Ribbentrop la position du 22 mars de son gouvernement mais avec certaines modifications non autorisées par son gouvernement<sup>26</sup>.

Tout en étant opposé à ces clauses restrictives, Ribbentrop se demandait si ce compromis signifiait que le Japon participerait aux hostilités advenant l'implication d'une des parties dans une guerre avec une puissance autre que l'Union Soviétique. Oshima répondit par l'affirmative<sup>27</sup>.

Une telle réponse était un acte d'insubordination de la part de cet ambassadeur, lequel ne pouvait que créer de la confusion entre les deux gouvernements. On peut facilement observer une incompatibilité entre ces deux gouvernements sur la question des réserves. Les Japonais les jugeaient essentielles, sans quoi il ne pouvait y avoir d'alliance, alors que Ribbentrop refusait de les inclure afin de ne pas diminuer l'efficacité de cette alliance<sup>28</sup>.

Durant le mois d'avril, les deux clans au sein du gouvernement nippon se font toujours face au sujet de cette alliance et, en plus, au sujet du rappel d'Oshima et de Shiratori.

Lors de la conférence des cinq ministres du 8 avril, Arita voulait une "rétraction" de la part d'Oshima et le rappel des deux ambassadeurs. Itagaki s'opposa à leur rappel et proposa de corriger le geste

d'Oshima. Sur ce dernier point, le gouvernement retint la suggestion d'Itagaki<sup>29</sup>. Quant à l'alliance elle-même, les deux clans réussirent à s'entendre, lors de la conférence du 21 avril, pour qu'Hiranuma envoie à Hitler et à Mussolini un télégramme pour expliquer la position du Japon<sup>30</sup>.

Dans ce télégramme, Tokyo affirmait que le Japon était aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie; si l'une des deux autres parties était attaquée par une ou plusieurs puissances sans la participation de l'Union Soviétique, le Japon serait prêt à donner l'assistance nécessaire sur les plans politique, économique et militaire; mais, à cause de la situation où se trouvait le Japon en ce moment, il ne pouvait rendre effective cette aide militaire présentement et dans un proche avenir<sup>31</sup>.

En d'autres termes, le Japon acceptait l'idée d'une alliance avec un objectif général, mais il refusait d'y participer pour le moment.

Il est à noter que depuis le mois de janvier, il y avait une évolution à ce sujet de la part de Tokyo. Durant ce même mois, le Japon limitait sa participation militaire uniquement contre l'Union Soviétique; en mars, le Japon était pour cette participation contre les puissances autres que l'Union Soviétique mais seulement après avoir consulté les deux autres parties sur l'aide militaire qu'il pourrait y apporter; en avril, le Japon était pour le principe d'une participation contre les puissances autres que l'Union Soviétique mais il ne pouvait pas le faire pour le moment. On voit qu'il y avait sur le principe de la participation, une nette évolution

selon les vœux de l'Allemagne, mais quant à la substance même de cette Alliance, le Japon refusait toujours.

On remarque donc une victoire de l'armée sur la question du principe, mais il est bien évident que les ministres des Affaires Extérieures et de la Marine étaient les gagnants sur le fond, c'est-à-dire l'opposition à une participation pleine et entière du Japon à une alliance contre les puissances démocratiques.

Si cette opposition favorable d'Arita était partagée par le ministre de la Marine, Yonai, c'était à cause des Etats-Unis. On peut mieux comprendre sa position quand Washington décida de transférer de l'océan Atlantique une partie de sa flotte de guerre dans le Pacifique, entre le 13 et le 15 avril. Un tel geste de Washington avait fait une profonde impression sur le gouvernement de Tokyo. Yonai en profita pour dire à Dooman, un conseiller à l'ambassade américaine de Tokyo, que le Japon voulait entretenir des relations d'amitié avec les pays démocratiques et totalitaires, et que l'idéologie du Japon était différente de celles de ces deux groupes<sup>32</sup>.

Aux pressions américaines s'ajoutèrent celles des Anglais. Lord Craigie, l'ambassadeur anglais à Tokyo, avait déclaré à Arita qu'il était faux de croire que parmi les sujets discutés lors des négociations anglo-russes qui se déroulaient en ce moment là, figurait le cas de l'Extrême-Orient<sup>33</sup>.

Il est évident que les Américains et les Anglais exerçaient le plus de pression possible pour empêcher que les éléments pro-germaniques puissent dominer sur le gouvernement japonais.

Cette aide anglo-saxonne arrivait à point parce que l'armée était déterminée à faire accepter cette alliance. Elle ne se gênait pas pour attaquer violemment Arita en l'accusant d'avoir amené les négociations au point mort et d'avoir donné des instructions restrictives aux ambassadeurs de Berlin et de Rome<sup>34</sup>.

Entre temps à Berlin, on avait entrepris des démarches vers Moscou pour faire comprendre aux dirigeants soviétiques que Berlin était prête à un rapprochement. Mais cette tentative était encore très fragile, de sorte que Berlin considérait toujours possible une alliance militaire avec Tokyo.

A la mi-avril, Ribbentrop était tenté de donner un caractère anti-comintern à son alliance. Dans une discussion avec Attolico, le 14 avril<sup>35</sup>, Ribbentrop, bien qu'en s'opposant à toute communication verbale ou écrite à la Grande-Bretagne comme le voulait le Japon, insistait sur le fait que cette alliance était de nature défensive et qu'historiquement le pacte de 1936 avait pour but de combattre les activités du Comintern.

En fait, Ribbentrop essayait, par une acrobatie intellectuelle, de faire rejoindre sa position à celle du Japon, mais cette tentative l'éloignait du but général de cette alliance. C'est ce qu'Attolico lui fit comprendre, en lui disant qu'il en limitait la signification.

Malgré cette tendance en faveur du Japon, Ribbentrop était ennuyé devant le silence de Tokyo au sujet de sa participation à l'alliance<sup>36</sup>. Lors d'une rencontre avec Oshima et Shiratori, à l'occasion de la fête d'Hitler à Berlin, Ribbentrop leur laissa entendre qu'il pourrait y avoir une alliance avec l'Union Soviétique si les négociations échouaient avec le Japon<sup>37</sup>.

Comme pour Arita, Oshima pensait que Ribbentrop voulait exercer une sorte de chantage pour forcer le gouvernement de Tokyo à céder. Jamais Oshima n'avait cru réellement que Berlin voulait entreprendre sérieusement des négociations politiques avec Moscou. C'était pour cette raison qu'il n'avait jamais porté une attention spéciale à ce sujet. Comme Ribbentrop connaissait la position de Tokyo envers Moscou, il laissait croire à Oshima que les négociations entre Berlin et Moscou étaient de nature purement économique<sup>38</sup>. Oshima tomba dans ce piège avec une naïveté surprenante.

Durant le mois de mai, en particulier au milieu de ce mois, les relations entre Berlin et Tokyo sont encore tendues. Berlin s'impatiente de nouveau du silence des Japonais, alors qu'ils essayent de négocier avec Washington.

Au début de mai, Ribbentrop proposa de reconsidérer cette alliance en la reformulant. Il confia cette tâche à Gaus, du bureau des traités du ministère des Affaires Extérieures, avec l'aide d'Usami, conseiller de l'ambassade japonaise à Berlin.

Dans cette reformulation, selon la pensée de Ribbentrop, on devait inclure la lutte contre le Comintern dans le préambule et non dans les articles mêmes. Ces articles devaient plutôt refléter la nature générale de cette alliance, laquelle n'était dirigée contre aucune puissance. Même s'il insistait pour qu'il n'y ait aucune interprétation restrictive de cette alliance et pour que l'article trois sur la participation des parties soit obligatoire, il était prêt à négocier la question de l'étendue de l'aide des autres parties en cas de guerre<sup>39</sup>.

Il est intéressant de voir que Ribbentrop donnait encore à cette alliance un caractère anti-comintern, quoique dans un sens limitatif. Cette caractéristique éloignait l'alliance du but premier qu'il lui avait donné. Ainsi, tout en étant opposé à toute restriction, il était prêt à négocier sur l'étendue de la participation du Japon, rendant sa position quelque peu ambiguë.

Après quelques semaines, Gaus proposa une nouvelle alliance, appelée Plan Gaus. Ce plan était un texte assez complexe car il comprenait plusieurs parties dans lesquelles étaient exprimées la position de Ribbentrop et les réserves des Japonais. C'était un texte assez contradictoire pour plaire aux deux parties mais sans les satisfaire<sup>40</sup>.

Entre temps, après plusieurs délais, le télégramme du gouvernement de Tokyo fut transmis à Ribbentrop, le 5 mai. Ribbentrop téléphona à Oshima pour savoir si on devait interpréter ce télégramme de façon telle que le Japon assumerait son statut de belligérant advenant une autre attaque contre l'Allemagne et l'Italie. Oshima donna une réponse positive<sup>41</sup>.

De nouveau, Oshima avait outrepassé les directives d'Arita. On peut comprendre qu'il ait été en colère contre son ambassadeur. Devant un tel geste, Arita menaça de démissionner mais Hiranuma et Itagaki approuvèrent la réponse d'Oshima.

Le 9 mai, les cinq ministres se rencontrèrent pour discuter du plan Gaus. Arita et Yonai s'opposaient à ce plan parce qu'ils craignaient que les Etats-Unis puissent se ranger du côté de la Grande-Bretagne dans l'éventualité d'une guerre; si c'était le cas, le Japon serait complètement ruiné<sup>42</sup>. Atagaki, qui était pour le plan Gaus, affirmait qu'une alliance avec l'Allemagne aiderait le Japon dans son conflit avec la Chine; s'il devait y avoir une guerre avec la Grande-Bretagne, le Japon pourrait en profiter pour s'emparer des colonies anglaises<sup>43</sup>.

Hiranuma, qui partageait le point de vue d'Atagaki, fut très surpris par la forte opposition d'Yonai et par l'intervention de l'empereur en faveur de la marine<sup>44</sup>. Coincé entre les deux factions, il demanda à la marine et à l'armée de se rencontrer afin d'arriver à une entente. Autrement, le gouvernement ferait face à une grave crise<sup>45</sup>.

Pour diminuer les tensions existantes au sein du gouvernement et dans les relations entre le Japon et l'extérieur, Hiranuma fit des approches auprès de Washington.

Dans cette perspective, Arita rencontra Grew<sup>46</sup>, l'ambassadeur américain à Tokyo, pour lui parler de la politique extérieure du Japon. Selon lui, cette politique dépendait plus de celle des autres pays que du Japon

lui-même. Il lui expliqua que son pays voulait maintenir une position de stricte neutralité dans les problèmes entre les grandes puissances, mais qu'il pourrait changer cette politique s'il y était contraint.

Cette tentative d'approche auprès de Washington dénotait une sorte d'éloignement à l'endroit de Berlin. On aurait dit que le gouvernement nippon voulait sortir du dilemme dans lequel il oscillait au sujet de cette alliance.

Avec cette approche préparatoire du ministre des Affaires Extérieures, Hiranuma rencontra Dooman pour lui proposer que l'on mette sur pied une conférence internationale où seraient discutés les différents conflits de l'heure, en incluant celui de la Chine<sup>47</sup>.

Les Américains n'étaient pas intéressés à une telle proposition si le Japon continuait sa politique expansionniste en Chine. Il fallait que cette politique soit chargée à la satisfaction des autres puissances.

Une telle position des Américains impliquait un partage des marchés chinois que les Japonais voulaient garder pour eux-mêmes, étant donné que les marchés européens et américains étaient fermés aux produits japonais.

Cette incursion diplomatique des Japonais auprès des Américains fut de courte durée. De nouveau, le gouvernement nippon devait faire face aux problèmes de l'alliance avec l'Allemagne et l'Italie, et y trouver une solution qui accommoderait les deux factions.



Pendant ce temps, Oshima fit part à Tokyo des suspicions que les Allemands avaient à l'égard des Japonais sur leur désir de signer un traité<sup>48</sup>.

Ces doutes que Ribbentrop avait à l'égard du Japon n'étaient pas sans fondement. Il avait pu constater à quel point le Japon était hésitant à signer cette alliance lors d'une rencontre avec Oshima. Ce dernier lui mentionna une multitude de réserves que les Japonais voulaient insérer dans la future alliance et lui demanda de démontrer à Tokyo que Berlin n'avait pas l'intention d'abandonner l'alliance tripartite malgré le futur Pacte de l'Acier<sup>49</sup>.

Devant ces tergiversations des Japonais, Berlin et Rome décidèrent d'aller de l'avant en réussissant à s'entendre sur la formation d'une alliance militaire appelée le Pacte de l'Acier. Ce pacte fut signé le 22 mai.

A la lecture de ce pacte, on s'aperçoit que l'on ne fait aucunement mention d'une politique anti-comintern. Cette absence démontrait un changement dans l'attitude de Ribbentrop, lequel changement n'était pas étranger à l'influence de Mussolini. En fait, cette absence indiquait que Berlin ne pouvait subordonner sa politique envers la Pologne et la Grande-Bretagne à la politique anti-russe des Japonais<sup>50</sup>. C'était en quelque sorte un avertissement envers ces derniers.

Les Russes avaient très bien compris que l'absence du Japon dans ce pacte était un signal par lequel les Allemands leur faisaient comprendre que Berlin voulait un rapprochement.

Les Russes profitèrent de cette ouverture de la part de Berlin pour exiger une entente politique, avant de procéder à des négociations économiques, comme Molotov l'avait laissé entendre à Schulenburg, le 20 mai.

Face à cette position russe, les Allemands avaient préféré attendre et voir l'évolution des négociations anglo-russes. Mais à la fin, ils décidèrent de faire comprendre aux Russes qu'ils ne voulaient pas de négociation politique pour le moment. On devait donc s'en tenir à des négociations économiques.

Durant quelques jours, entre le 20 et le 31 mai, les Allemands avaient douté du bien fondé de leur approche économique. Ils se demandaient si l'approche politique ne serait pas plus appropriée que celle-là.

Ce doute, ils l'avaient fait partager aux Japonais, en voulant ainsi exprimer leur désir d'un rapprochement avec ces derniers, suite à certaines tensions manifestées lors de la signature du Pacte de l'Acier.

C'est à ce moment que Ribbentrop avait eu l'idée d'un rapprochement commun de Berlin et de Tokyo face à Moscou<sup>51</sup>. Pour Ribbentrop, il ne croyait pas que Moscou puisse accepter les garanties politiques de Berlin sans celles de Tokyo. Mais si Berlin et Tokyo offraient ensemble de telles garanties, il serait possible d'arriver à une ouverture ou à une entente politique avec Moscou.

Ribbentrop en parla à Oshima. Ce dernier, après consultation, avertit Ribbentrop que cette approche serait mal vue par l'armée et éliminerait d'une façon permanente la concrétisation d'une alliance tripartite<sup>52</sup>.

Cette opposition claire du Japon arrivait au moment où les armées japonaises et soviétiques étaient en conflit à la frontière mandchourienne et mongolienne.

A vrai dire, c'était la première fois que les Allemands parlaient d'un rapprochement Berlin-Tokyo face à Moscou. Suite à l'échec de cette approche, les Allemands pensèrent à la possibilité d'amadouer l'Union Soviétique en lui proposant de servir d'intermédiaire entre Moscou et Tokyo pour améliorer leurs relations diplomatiques<sup>53</sup>.

Cette stratégie impliquait en elle-même un abandon d'une entente avec Tokyo au profit de celle avec Moscou. Mais pour le moment, il était trop tôt pour entrevoir cette possibilité.

Au mois de juin, les relations entre ces deux pays sont encore plus tendues qu'au mois de mai. En effet, l'Allemagne commence à négocier avec Moscou alors que le Japon pense à se séparer de son allié après un triomphe diplomatique sur la Grande-Bretagne.

Au début du mois de juin, les représentants de l'armée et de la marine étaient arrivés à un compromis après de dures négociations. Malgré ces tensions, on remarquait un désir mutuel d'arriver à un accord. Déjà le 19 mai, il y avait eu une tentative d'entente<sup>54</sup> selon laquelle le Japon se déclarait du côté de l'Allemagne et de l'Italie advenant un conflit avec des pays autres que l'Union Soviétique; mais toute action militaire de la part du Japon n'était pas inconditionnelle, et l'étendue et la manière d'apporter cette action seraient déterminées plus tard.

Ce compromis entre la marine et l'armée fut débattu lors de la conférence des cinq ministres, le 5 juin<sup>55</sup>. Après discussions, ils arrivèrent à la position suivante: si l'Allemagne et l'Italie étaient en guerre contre l'Union Soviétique seule ou avec d'autres puissances, le Japon serait du côté de ses alliés de l'Axe et leur fournirait l'aide militaire; si ces deux alliés étaient en guerre contre des puissances autres que l'Union Soviétique, le Japon aurait la même politique et la même position qu'en vers l'Union Soviétique; mais, à cause de la situation générale, il était incapable de fournir une telle aide présentement et dans un proche avenir.

On dénote dans cette position que les membres du gouvernement essayèrent de concilier les deux factions par une entente. Ainsi, l'armée avait eu gain de cause sur le principe de cette alliance tandis que la marine avait eu gain de cause sur la substance de celle-ci. C'était en quelque sorte un compromis pour éviter un éclatement du gouvernement. On remarque aussi que cette position était assez semblable à celle du mois d'avril. Il n'y avait donc pas eu de progrès réel.

Cette position sera celle que le gouvernement d'Hiranuma gardera jusqu'à sa chute à la fin de septembre 1939.

Dans les jours qui suivirent cette décision, les dirigeants japonais, incluant l'armée, s'éloignèrent pour quelque temps d'une politique pro-allemande suite à une victoire diplomatique remportée sur la Grande-Bretagne.

Il y avait entre la Grande-Bretagne et le Japon un conflit diplomatique au sujet de quatre chinois qui s'étaient réfugiés dans la concession britannique de Tientsin, après avoir tué des ressortissants japonais. Tokyo avait fait des démarches auprès des autorités anglaises pour qu'elles leur remettent ces meurtriers<sup>55a</sup>, mais elles avaient refusé pour différentes raisons<sup>55b</sup>. Les deux pays s'engagèrent dans de longs pourparlers. A la fin, les Japonais perdirent patience et bloquèrent, le 14 juin, les ports de cette concession. Devant cette épreuve de force, les Anglais durent remettre les quatre fugitifs aux Japonais<sup>55c</sup>. Cette défaite des Anglais fut considérée comme une victoire importante par les autorités japonaises.

Suite à cet événement diplomatique, les Japonais crurent qu'ils pouvaient se passer d'une alliance avec l'Allemagne. Ils pensaient qu'ils pouvaient éviter un conflit avec la Grande-Bretagne au sujet de la Chine et continuer la guerre contre l'Union Soviétique sans l'aide de l'Allemagne.

Cet enthousiasme des Japonais fut de courte durée parce que l'armée soviétique infligea une cuisante défaite à l'armée japonaise, le 11 juillet à Nomonhan<sup>56</sup>.

Une telle défaite raviva, dans les milieux de l'armée japonaise, la nécessité d'une alliance avec l'Allemagne.

Entre temps, Ribbentrop avait reçu, le 16 juin, la réponse du gouvernement japonais. Naturellement, il s'opposait à cette nouvelle position, et en particulier sur les clauses de réserve que le Japon voulait inclure. Selon lui, une telle insertion rendrait cette alliance inutile<sup>57</sup>. Comme

Oshima insistait, Ribbentrop lui déclara qu'il vaudrait mieux ne pas avoir de traité qu'un traité incomplet.

Selon lui, le Japon n'avait pas à craindre des Etats-Unis. Ces derniers n'oseraient pas s'impliquer dans un conflit futur si le Japon faisait partie d'une alliance militaire tripartite. De plus, il insista sur le fait que le Japon devait comprendre que la Grande-Bretagne, et non l'Union Soviétique, était l'obstacle à une solution en Chine.

Cette position de Ribbentrop était la même qu'auparavant mais à la différence qu'elle était plus ferme. La raison de cette fermeté était liée au fait que les négociations proprement dites entre l'Allemagne et la Russie avaient commencé au début de juin. Les dirigeants nazistes fondèrent de plus en plus d'espoir du côté de Moscou vu que Tokyo maintenait toujours son refus sur la substance d'une alliance militaire avec Berlin et Rome. Il semble que Berlin orientait sa politique envers Moscou avec plus de détermination, quitte à froisser l'orgueil des Japonais.

Cette fermeté de Ribbentrop était aussi liée à la décision d'Hitler d'isoler la Pologne sur le plan politique avant de l'attaquer vers la fin de l'été. Dans cette perspective, Hitler avait pensé qu'une entente avec la Russie favoriserait cette politique. Or, le Japon lui demandait une alliance contre l'Union Soviétique. La position du Japon devenait un obstacle à sa politique en Europe de l'Est. Il y avait donc entre l'Allemagne et le Japon deux positions fondamentalement différentes qui étaient reliées à leurs intérêts nationaux propres.

Le 16 juin, Oshima avertit Tokyo que les instructions apportées par Ito et les réserves exigées par son gouvernement ne pouvaient qu'amener à une brisure des négociations avec Berlin et Rome<sup>58</sup>.

A Tokyo, le gouvernement avait une autre façon de voir la situation. On commençait à douter d'une victoire de l'Allemagne et de l'Italie en Europe parce que l'on pensait maintenant que les Etats-Unis pourraient combattre en Europe aux côtés de la Grande-Bretagne. En effet, suite au message que Roosevelt avait envoyé à Hitler, le 14 avril, le gouvernement japonais percevait cette éventualité de la part des Etats-Unis. Dans une telle perspective, on croyait qu'il serait mieux de ne pas impliquer le Japon d'une façon irréversible avec l'Axe<sup>59</sup>.

Le Japon voyait d'abord à ses intérêts propres, même si c'était au détriment de ceux de l'autre.

Le mois de juillet est marqué par un esprit respectif de suspicion et d'inquiétude des deux pays.

Alors que le gouvernement japonais maintenait toujours sa décision du 5 juin, la marine s'opposait de nouveau à toute alliance avec l'Allemagne<sup>60</sup>. La raison de cette position était due à la crainte de l'implication des Etats-Unis dans une guerre contre le Japon. En effet, le 26 juillet, les Etats-Unis avaient envoyé au Japon une note pour l'avertir que le Traité de Commerce et de Navigation de 1911, qui les liait, serait annulé dans les six mois. Un tel geste de Washington renforçait cette crainte dans la marine japonaise.

Advenant une telle implication de la part des Etats-Unis, la marine estimait qu'elle aurait la plus grande part des responsabilités dans ce conflit. Or, elle jugeait qu'elle n'était pas prête à assumer une telle charge, car ses bateaux de guerre ne pouvaient combattre jusqu'à Hawaii.

La marine ne croyait pas qu'une alliance avec les deux autres pays de l'Axe puisse avoir un effet quelconque sur le géant américain. Le Japon était trop dépendant des Etats-Unis en ce moment pour être capable de résister à toute pression économique de ces derniers. Aussi longtemps que le Japon ne serait pas indépendant des Etats-Unis, il vaudrait mieux pour lui d'éviter tout conflit avec ceux-ci.

Face à la position de la marine, il y avait celle de l'armée qui voulait une alliance avec l'Allemagne, suite à leur défaite du 11 juillet. De plus, l'armée avait réussi à empêcher l'application d'une décision du gouvernement japonais pour la conclusion d'une armistice avec l'Union Soviétique. Pour l'armée, il ne pouvait être question de négocier alors que le Japon se trouvait dans une position désavantageuse<sup>61</sup>.

Forts de cette opposition de l'armée, Shiratori et Oshima exerçaient des pressions sur Arita<sup>62</sup> pour lui faire comprendre qu'il n'avait rien à espérer de la Grande-Bretagne au moment où ce pays allait signer avec le Japon la formule Arita-Craigie<sup>63</sup>. Shiratori, qui était plus perspicace qu'Oshima, avait averti Arita que s'il n'y avait aucune entente avec Berlin et Rome, ces derniers iraient conclure une entente avec Moscou.



Cet avertissement de Shiratori fut pris au sérieux. Oshima envoya Usami pour s'enquérir auprès de Weizsäcker sur des rumeurs concernant les négociations au sujet d'un traité de non-agression germano-russe. Weizsäcker lui répondit que c'était de la fraude et que les négociations germano-russes ne se limitaient qu'aux questions économiques<sup>64</sup>. Oshima accepta cette explication sans enquêter plus loin. La confiance d'Oshima envers les Allemands le rendait naïf.

Entre temps, les Allemands avaient amorcé des négociations politiques avec les Russes parce qu'Hitler voulait une entente politique le plus tôt possible afin de pouvoir envahir la Pologne, le 26 août, comme prévu. Il n'était plus question pour lui de favoriser une alliance militaire tripartite avec le Japon. En d'autres termes, le Japon n'avait plus de valeur pour les intérêts de l'Allemagne à ce moment-là.

Dans cette perspective, Hitler avait laissé Tokyo dans une complète ignorance des négociations germano-russes. Ribbentrop avait fait de même sur le plan diplomatique. Ainsi, il envoya un de ses confidents, Heinrich Stahmer, chez Oshima pour lui dire que l'Allemagne n'avait reçu aucune nouvelle du Japon depuis le 16 juin<sup>65</sup>. Il donnait ainsi l'impression aux Japonais qu'il était inquiet de l'indécision de Tokyo alors que ce n'était qu'une façade. Dans ce jeu diplomatique, Ribbentrop avait même gardé Oht dans l'ignorance totale de ces négociations politiques germano-russes.

Le mois d'août est le moment de vérité entre l'Allemagne et le Japon. L'annonce du Pacte de non-agression germano-russe est reçue comme un choc. Il en résulte de profondes tensions entre les deux pays.

Le 8 août, lors de la conférence des cinq ministres, le conflit entre les deux factions au sein du gouvernement avait repris<sup>66</sup>. Itagaki demanda que l'on accepte l'alliance sans réserve, suite à la défaite des Japonais à Nomonhan. Arita s'y opposa ainsi qu'Yonai. Selon ce dernier, la marine n'avait aucune chance de gagner une guerre contre une alliance de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Le ministre des finances Ishiwata se rangea du côté d'Yonai tandis qu'Hiranuma affirma que la décision du 5 juin était la seule valable pour le Japon.

L'armée, ainsi isolée, était sur le bord de se révolter. Les généraux décidèrent de faire un ultime effort, à l'insu du gouvernement, en rencontrant l'ambassadeur allemand Ott pour négocier un accord<sup>67</sup>. Machijiri, le représentant de l'armée, déclara à Ott que Shiratori, Oshima et Atagaki étaient prêts à démissionner. Comme la conférence des cinq ministres du 8 août avait maintenu la décision du 5 juin, Machijiri se demandait s'il n'y avait pas une possibilité de débloquer la situation en faisant des concessions mutuelles, en particulier sur la question des réserves. Naturellement, cette position de l'armée fut refusée par Berlin.

Entre temps, la situation militaire s'était aggravée entre l'Union Soviétique et le Japon. A tel point qu'il y avait de part et d'autre plusieurs milliers de soldats qui se faisaient face. Il s'ensuivit un combat armé, le 20 août, qui se termina par une nouvelle défaite de l'armée japonaise face à un adversaire quatre à cinq fois supérieur à elle.

Devant la décision du gouvernement nippon, Shiratori et Oshima se rencontrèrent, à la Villa d'Este en Italie, pour demander à Tokyo de conclure rapidement une alliance avec les deux autres membres de l'Axe. Ce geste de leur part était de nouveau un acte d'insubordination inacceptable sur le plan diplomatique. A cause de l'appui qu'ils avaient au sein de l'armée, ils pouvaient se permettre impunément de tels gestes.

Devant cette action diplomatique, Ribbentrop se demandait à tort s'il s'agissait d'un geste de la part de Tokyo pour saboter les négociations germano-russes<sup>68</sup>.

Cette inquiétude de Ribbentrop était due à la crainte que les négociations politiques entre Berlin et Moscou, qui se déroulaient maintenant à un haut niveau, achoppent à cause de pressions extérieures.

Malgré le fait que Berlin ait décidé de négocier une entente avec Moscou au détriment de ses relations avec Tokyo, il n'en demeure pas moins que Ribbentrop essayait de trouver une solution pour sauvegarder le minimum de liens qui liaient Berlin et Tokyo. Il s'agissait de savoir comment concilier ces liens avec une entente germano-russe. C'est alors que Ribbentrop reprit l'idée qu'il avait eue à la fin du mois de mai, laquelle était de proposer à la Russie un modus vivendi dans les relations entre Moscou et Tokyo par l'intermédiaire des bons offices de Berlin.

En fait, Ribbentrop misait sur deux tableaux à la fois. Il essayait de convaincre Moscou qu'un des effets positifs d'une entente politique avec Berlin serait d'améliorer les relations avec Tokyo, tout en espérant

convaincre Tokyo d'appuyer une telle entente étant donné qu'elle permettrait d'améliorer ses relations tendues avec Moscou.

Dès le début du mois d'août, Ribbentrop donnait des instructions dans ce sens à Schulenburg<sup>69</sup>. Molotov ne fut pas impressionné par cet avantage politique. Il en profita pour critiquer le Pacte Anti-Comintern comme un moyen pour encourager l'attitude agressive du Japon à l'endroit de l'Union Soviétique et pour accuser l'Allemagne de supporter le Japon<sup>70</sup>.

Devant cette réponse peu encourageante de Molotov, Ribbentrop revint sur cette proposition au moment où les négociations politiques étaient sur le point d'être conclues et où les tensions militaires nippon-russes étaient très tendues.

Schulenburg parla de nouveau de cette proposition à Molotov, le 15 et le 16 août<sup>71</sup>. Cette fois, Molotov se montra plus conciliant, quoique sceptique. En effet, Molotov se demandait comment il était possible de concilier le pacte germano-russe et l'amélioration des relations entre Moscou et Tokyo. Schulenburg expliqua que Berlin pouvait, grâce à son influence, améliorer et consolider les relations entre les deux capitales. Molotov n'insista plus.

Par suite de la nouvelle d'une éventuelle entente politique entre Berlin et Moscou, Tokyo fut ébranlée.

Devant cette réaction, Berlin essaya de calmer les Japonais. Ainsi, Weizsäcker déclara à Oshima<sup>72</sup> qu'un arrangement avec Moscou allait permettre

à l'Allemagne d'améliorer les relations entre le Japon et l'Union Soviétique. Ribbentrop fit la même déclaration à Oshima la journée suivante<sup>73</sup>.

L'armée, qui était la plus touchée par ce pacte, ne fut pas impressionnée par cette déclaration. Elle ressentit ce pacte comme un acte de trahison de la part de l'Allemagne<sup>74</sup>. En effet, les généraux de l'armée japonaise, ainsi que le ministre de la Guerre, avaient insisté sur la nécessité fondamentale d'avoir une alliance militaire avec l'Allemagne. Comme ils avaient pris ouvertement la défense de cette dernière, ils se trouvaient à perdre la face publiquement. De plus, sur le plan stratégique, ce pacte permettait à l'Union Soviétique de dégarnir une partie de ses forces en Europe pour renforcer son front en Extrême-Orient, face à l'armée japonaise, alors que celle-ci était affaiblie suite à plusieurs défaites armées aux mains de l'Union Soviétique.

Ce pacte était aussi considéré comme une trahison par le gouvernement japonais. Il se trouvait dans une situation embarrassante. Hiranuma, qui était pro-allemand, avait fait de cette alliance la pièce maîtresse de sa politique extérieure. Avec ce pacte, le gouvernement ne pouvait plus demeurer en place. Le Japon en sortait perdant.

Pour calmer l'indignation des Japonais, Ribbentrop leur envoya, avec l'accord de Staline, un mémoire<sup>75</sup> dans lequel il reprenait la déclaration qu'il avait déjà faite auparavant à savoir que ce pacte permettrait d'améliorer les relations entre le Japon et l'Union Soviétique. Mais les commentaires que Staline avait ajoutés dans ce mémoire laissaient des doutes sur la volonté des Soviétiques d'améliorer leurs relations diplomatiques avec le Japon.

Devant ce fait accompli, le gouvernement japonais rompit les négociations tripartites avec l'Allemagne<sup>76</sup> et démissionna le 28 septembre.

Il est évident que les deux pays avaient des stratégies très différentes à cause de leurs intérêts nationaux opposés, ce qui rendait impossible une telle alliance pour cette période de temps.

Dès le début des négociations, Tokyo s'était opposée sur la substance d'une alliance militaire tripartite. Le Japon ne pouvait s'allier à l'Allemagne sans s'aliéner la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis. Pour Tokyo, l'Union Soviétique était l'ennemie à combattre et non pas les démocraties occidentales, alors que pour Berlin, c'était l'inverse.

En fait, le Japon voyait cette alliance comme un instrument de la politique étrangère de l'Allemagne en fonction de l'Europe, où le Japon ne jouait qu'un rôle d'appui. Les intérêts nationaux de chacun étaient tout à fait étrangers les uns aux autres. Le Japon n'avait aucun intérêt fondamental en Europe et il en était ainsi pour l'Allemagne en Asie.

Dans cette perspective, Tokyo ne pouvait faire autrement que s'opposer au Pacte de non-agression germano-russe. A la fin du mois de mai, Oshima avait déjà averti Ribbentrop que l'armée et le gouvernement nippons s'opposaient à toute entente avec Moscou parce que ce pacte signifiait un renforcement de l'armée soviétique à la frontière de la Mandchourie ainsi qu'une plus grande implication de l'Union Soviétique dans le conflit sino-japonais. Ce pacte était perçu comme un acte de trahison par le Japon.

Pour Berlin, ce pacte était idéal à cause de sa politique d'isolement de la Pologne, d'autant plus que la Grande-Bretagne et la France ne pouvaient rien faire militairement contre un tel pacte. Il signifiait aussi l'alternative par suite de l'impossibilité de conclure une alliance avec le Japon. En effet, Berlin avait espéré la conclusion d'une alliance militaire avec le Japon. Mais à mesure que celui-ci retardait sa décision à ce sujet et à mesure qu'Hitler voulait en finir avec la Pologne avant l'automne, Berlin n'avait plus d'autre choix que de se tourner vers la Russie.

Ribbentrop, qui était conscient de la réaction du Japon vis-à-vis ce pacte, avait essayé de ménager les Japonais en leur proposant les bons offices de Berlin dans le but d'améliorer les relations diplomatiques nippon-soviétiques. Cette approche ne pouvait qu'être rejetée par les Japonais parce qu'elle impliquait fondamentalement un rapprochement germano-russe au détriment des liens germano-japonais. Il ne pouvait y avoir de coexistence pour les deux liens, aux yeux des Japonais.

La division au sein du gouvernement japonais paralysait aussi la politique de Tokyo. Le fait que l'armée ait eu un si grand pouvoir au sein du gouvernement mettait ce dernier dans un état de crise presque perpétuelle, rendant ainsi sa tâche difficile pour prendre une décision claire et précise sur cette alliance face à Berlin et Rome.

Devant ces réalités internes et externes du Japon, Tokyo n'avait pas d'autre choix que d'opter pour une position de neutralité politique, à l'exemple de l'Italie, sans toutefois rompre ses liens avec Berlin, et donc avec l'Anti-Comintern.

## CHAPITRE IV

### LES REACTIONS DE L'ESPAGNE

Malgré l'aide apportée par Hitler à Franco pour combattre les républicains espagnols, les tensions étaient grandes entre les deux pays étant donné que Franco voulait garder sa liberté politique face aux Allemands. En effet, Berlin aidait en grande partie Franco dans la mesure où ce dernier cédait surtout aux intérêts de l'Allemagne sur les plans politique et économique. Ces facteurs ont joué un rôle dans les réactions de l'Espagne face au pacte germano-russe.

Dès le début de l'insurrection armée contre le gouvernement de Madrid, le 18 juillet, Franco demanda l'aide de l'Allemagne et de l'Italie pour le supporter. Hitler répondit positivement.

Un tel conflit n'avait pu plaire à Hitler, vu que cette guerre civile détournait l'attention internationale de l'Allemagne vers l'Espagne. De plus, une prolongation de cette guerre lui était utile<sup>1</sup> étant donné qu'elle était une source de tensions entre les anciens alliés de la Conférence de Stresa.

La raison fondamentale qui poussait Hitler à s'impliquer en Espagne était d'ordre économique. Comme Hitler avait besoin de matières premières pour son industrie d'armement, il demanda à Franco d'être payé en fer, en cuivre, etc., en échange d'armes. Il confia à Johannes Bernhardt, le directeur d'HSMA<sup>2</sup>, la responsabilité de superviser ces échanges.



Hitler, conscient des limites de l'Allemagne et des implications politiques que sous-entendait un tel soutien, décida de donner une aide militaire limitée à Franco. Il se contenta d'envoyer de l'armement et la légion Condor.

Quoiqu'il existât une certaine rivalité économique entre l'Italie et l'Allemagne pour la conquête des marchés espagnols, c'était surtout de la part de la Grande-Bretagne que cette rivalité était la plus dangereuse pour Berlin.

Même si les accords économiques de mars<sup>3</sup> et de juillet<sup>4</sup> 1937 furent le début d'une politique de Berlin pour contrôler l'économie espagnole et aussi pour éliminer de ce pays la Grande-Bretagne qui dominait une bonne partie de l'activité économique, en particulier le secteur minier, il n'en demeure pas moins que la présence économique anglaise était toujours importante en Espagne. De plus, les Anglais pouvaient fournir de l'argent pour la reconstruction de l'Espagne alors que les Allemands n'étaient pas en mesure de pouvoir le faire puisqu'ils venaient à peine de se relever d'une économie désastreuse.

Conscient de cette politique économique de Berlin, Franco attendait bien rester le maître de son pays. Dans cette perspective, il décréta la loi sur les mines, le 9 octobre 1937<sup>5</sup>. Par cette loi, le gouvernement suspendait les acquisitions minières qui avaient été faites depuis juillet 1936. Cette loi était en quelque sorte une attaque contre la domination économique de l'Allemagne qui s'effectuait par l'intermédiaire de la HISMA.

Pendant que les Espagnols se battaient entre eux, Staline fit, au début de 1937, une approche politique auprès d'Hitler pour améliorer leurs relations mutuelles et la paix en général. Mais Hitler refusa cette approche<sup>6</sup>. Il est possible de voir dans ce geste de Staline une volonté de régler avec Hitler, entre autres, la guerre civile en Espagne<sup>7</sup>, ou d'en arriver à un modus vivendi. Cette hypothèse est peut-être plausible, mais la documentation que l'on a à ce sujet est très peu loquace pour l'accepter d'emblée. D'autre part, on remarque qu'à partir de l'été 1937, Staline avait limité la participation de la Russie au minimum<sup>8</sup>.

Entre-temps, Ribbentrop avait commencé à exercer des pressions pour que l'Espagne devienne membre du Pacte Anti-Comintern et pour que Franco puisse signer un traité d'amitié germano-espagnol<sup>9</sup>. Ce traité d'amitié était différent du Pacte Anti-Comintern. Il consistait simplement en une entente politique sur des sujets qui leur étaient communs.

En fait, si ce traité n'impliquait aucune obligation militaire de la part de l'Espagne, il liait Franco à la politique de Berlin voulant que l'Espagne ne soit pas utilisée par la France et la Grande-Bretagne comme terrain militaire ou de transit contre l'Axe advenant une guerre en Europe.

Par ce traité, Ribbentrop semblait agir différemment avec l'Espagne en comparaison avec la façon dont il avait agi auprès de l'Italie et du Japon. En effet, même s'il avait demandé à Franco de signer le Pacte Anti-Comintern, Ribbentrop n'a jamais fait part à Franco de son désir de transformer le Pacte Anti-Comintern en une alliance militaire contre les

démocraties occidentales. Il semble que Berlin ait établi une certaine division entre les pays qui étaient appelés à jouer un rôle important dans sa stratégie diplomatique et ceux qui ne devaient y jouer qu'un rôle secondaire.

Franco était hésitant à les signer parce qu'il trouvait impraticable d'impliquer son pays alors qu'il n'en contrôlait qu'une partie<sup>10</sup>. De plus, il ne voulait pas entrer en conflit avec la Grande-Bretagne alors que cette dernière était favorable à un rapprochement diplomatique avec le gouvernement de Franco<sup>11</sup>.

Cette résistance de Franco se manifesta de nouveau lors de la crise de la Tchécoslovaquie. Devant la possibilité d'une guerre européenne suite à cette crise, Franco craignit pour lui-même, advenant qu'il puisse opter pour Berlin. En effet, si une telle guerre était déclarée, l'Espagne serait coupée de toute aide militaire de l'Allemagne et l'armée française serait venue en aide aux républicains espagnols<sup>12</sup>. Face à une telle éventualité, Franco affirma ouvertement qu'il n'y avait pas d'autre solution que de déclarer l'Espagne neutre<sup>13</sup>. Une telle position politique de Franco provoqua la colère de Berlin<sup>14</sup>.

A cause de la crise de la Tchécoslovaquie, Berlin avait été obligée de cesser ses livraisons d'armes vers l'Espagne. Cet arrêt avait été vivement ressenti par l'armée de Franco. Cette dépendance militaire montrait à quel point Franco était vulnérable face aux Allemands. Ces derniers, très conscients du point faible de Franco, lui firent comprendre qu'il

devait céder sur les questions économiques<sup>15</sup>. Conséquemment, Franco dut se plier aux exigences économiques de Berlin<sup>16</sup>.

Après avoir réussi à imposer à l'Espagne leurs desseins économiques, les Allemands voulaient maintenant, au début de 1939, imposer à Franco leur volonté politique par le biais de l'intégration de l'Espagne au sein de l'Axe.

C'est dans ce but que von Stohrer et le Comte Viola, respectivement ambassadeur d'Allemagne et d'Italie en Espagne, rencontrèrent le Colonel Jordana, le ministre espagnol des Affaires Extérieures. Ils lui demandèrent la signature du Pacte Anti-Comintern par le gouvernement espagnol<sup>17</sup>. Ce dernier s'y objecta, préférant attendre un moment plus approprié où l'Espagne trouverait un profit politique à cette adhésion. Dans cette perspective, il ne croyait pas opportun que l'Espagne puisse y adhérer parce qu'il craignait que la France et la Grande-Bretagne y voient une menace à leurs intérêts politiques.

De plus, pour Franco, l'Espagne était trop liée à la France, géographiquement, et à la Grande-Bretagne, financièrement, pour pouvoir adhérer ouvertement à ce pacte. Franco préférait donc attendre jusqu'à ce que Londres et Paris aient reconnu son gouvernement<sup>18</sup>. D'autre part, comme il savait maintenant qu'il allait remporter la victoire sur les républicains et comme les pressions allemandes se faisaient de plus en plus pressantes, il était difficile pour Franco de résister plus longtemps à Berlin<sup>19</sup>.

C'est ainsi que le conseil des ministres de son gouvernement décida, le 20 février<sup>20</sup>, de signer le Pacte Anti-Comintern et le Traité d'Amitié germano-espagnol. Mais Franco refusait à ce moment précis, de le faire officiellement. Franco affirma devant les deux ambassadeurs allemand et italien<sup>21</sup> qu'il préférerait maintenant attendre la fin de la guerre civile avant de signer tout accord.

Le refus de Franco de signer ce pacte est évident, car la journée même de cette rencontre avec les ambassadeurs de l'Axe, Londres et Paris reconnaissaient officiellement son gouvernement<sup>22</sup>. Or, quelques jours plus tôt, le colonel Jordana avait affirmé que l'Espagne adhérerait à ce pacte advenant que Londres et Paris reconnaissent son gouvernement.

En mars, les nationalistes s'emparèrent de la ville de Barcelone. Cette prise militaire était une étape décisive vers la victoire finale de Franco sur les républicains. Avec cette victoire, en plus de la reconnaissance politique de son gouvernement par Londres et Paris, Franco avait maintenant plus de liberté face à Berlin sur les plans politique et économique.

Lors de la visite du général italien Gambara<sup>23</sup>, Franco lui déclara que l'Espagne avait besoin d'une période de tranquillité afin de reconstruire l'économie de son pays. Dans cette perspective et dans l'éventualité d'une guerre européenne, l'Espagne serait obligée d'adopter une politique de neutralité. D'un autre côté, Antonio Suances, le ministre espagnol de l'Industrie et du Commerce, fit comprendre à von Stohrer que l'Espagne devait s'adresser aux pays occidentaux pour obtenir des crédits et des changes étrangers<sup>24</sup>.

Mais soudainement, le 27 mars<sup>25</sup>, Franco signa le Pacte Anti-Comintern, de même que le Traité d'Amitié germano-espagnol, le 31 mars<sup>26</sup>.

En réalité, ces deux accords avaient perdu de leur valeur tant du côté de Burgos que de Berlin à cause de l'évolution militaire en Espagne et de l'évolution de la stratégie politique de Berlin en Europe.

Le premier avril, soit presque à quelques jours et quelques heures de ces deux accords, la guerre civile espagnole se termina par la victoire de Franco. Avec ce triomphe militaire, Franco n'avait plus à subir les pressions des Allemands comme auparavant. Il était donc libre. Il comptait maintenant se débarrasser de tous les liens politiques et économiques qui avaient fait de l'Espagne un satellite de Berlin. D'avril à septembre 1939, Franco utilisa tous les moyens pour rendre l'Espagne libre de Berlin, tout en favorisant une approche politique favorable aux pays démocratiques.

Du côté de l'Allemagne, Hitler avait décidé d'entreprendre, quoique timidement encore, des démarches auprès de Moscou pour favoriser une entente politique par un rapprochement économique. Dans ces conditions, le Pacte Anti-Comintern, que Franco avait signé, avait perdu sa signification originale, d'autant plus que Ribbentrop voulait lui donner un caractère hostile aux pays démocratiques de l'Ouest.

En quelque sorte, les deux pays orientaient leurs stratégies vers des directions différentes et opposées qui étaient guidées par leur intérêts nationaux propres.

Bien que l'Espagne n'ait pas eu une importance significative dans la stratégie politique de Berlin, il n'en demeure pas moins qu'elle n'entendait pas laisser ce pays entièrement en dehors de sa stratégie. En fait, Berlin croyait que l'Espagne pouvait lui être utile dans l'éventualité d'une guerre européenne à cause de sa position à l'entrée de la Méditerranée et au sud de la France. L'Espagne pouvait être une base importante sur le plan militaire.

Lors de la rencontre entre Göring, Ciano et Mussolini, au mois d'avril<sup>27</sup>, ces trois hommes d'état s'entendirent entre eux pour que l'Italie puisse rester dans les Iles Baléares. Tandis que Ribbentrop, lors de sa rencontre avec Ciano le mois suivant<sup>28</sup>, avait insisté sur le renforcement des liens entre les pays de l'Axe et le gouvernement espagnol. Il croyait que par ces liens, l'armée espagnole pourrait couvrir quelques corps français à la défense de la frontière espagnole.

Malgré cette planification militaire et politique par Berlin et Rome, le gouvernement de Franco manifestait une opposition à un alignement de ses politiques avec celles de l'Axe, en particulier avec celles de Berlin. Lors de sa visite en Italie, Sener<sup>29</sup>, ministre espagnol de l'Intérieur et ami intime de Franco, déclara à Ciano que l'Espagne avait besoin de deux à trois ans de paix avant de se relever et de compléter sa préparation militaire. En d'autres termes, Burgos ne pouvait s'engager avec l'Axe advenant un conflit européen dans les prochaines années. C'était de nouveau une affirmation de la politique de neutralité que Franco avait

explicitée lors de la crise de la Tchécoslovaquie. Ainsi le caudillo voulait garder l'Espagne en dehors de toute combinaison ou d'alliance politiques et militaires de l'Axe.

Cette opposition politique de la part de l'Espagne se manifestait aussi d'une façon plus ouverte contre l'Allemagne sur le plan économique. Ainsi Suances déclara à Wohlthat, président d'une délégation économique allemande en visite en Espagne, que son pays ne pouvait plus accepter le monopole d'HISMA sur son sol<sup>30</sup>. Il voulait faire comprendre aux Allemands que leur emprise économique sur l'Espagne n'était plus tolérable. D'ailleurs, le gouvernement de Franco s'était déjà tourné vers les pays démocratiques de l'Ouest pour leur demander de venir investir en Espagne, permettant en même temps de diminuer sa dépendance économique vis-à-vis l'Allemagne.

Il faut aussi dire que Sir Maurice Peterson, l'ambassadeur anglais en Espagne, travaillait avec le Maréchal Pétain, l'ambassadeur français, à combattre l'influence de l'Axe dans ce pays.

Franco, qui se sentait plus fort qu'auparavant en plus d'être appuyé par les pays démocratiques, affirma ouvertement maintenant sa politique de neutralité. Lors d'une visite de Ciano en Espagne, en juillet<sup>31</sup>, Franco lui dit que l'Espagne avait besoin d'une période de paix qui allait au delà des deux à trois ans déjà prévus et qu'elle devait dans ces circonstances rester neutre. Quant Ciano objecta que seule la victoire de l'Axe pouvait assurer l'avenir et la liberté de l'Espagne, Franco lui répondit que les puissances de l'Axe pouvait compter sur l'amitié neutre de



l'Espagne. En d'autres termes, Franco se disait en accord avec les pays de l'Axe mais il ne voulait pas s'impliquer dans leurs politiques.

Alors que Franco affirmait son indépendance politique, l'Allemagne avait entrepris des négociations politiques avec l'Union Soviétique, sans que Franco n'en soit mis au courant en tant que membre du Pacte Anti-Comintern. Une telle orientation politique de la part de Berlin était en opposition avec celle de Franco. En effet, suite à la lutte acharnée qu'il avait menée contre le communisme durant la guerre civile, Franco avait rompu toute relation diplomatique avec Moscou. Il était difficile pour Franco d'être en faveur de telles négociations et il aurait certainement exprimé son opposition si on l'avait mis au courant de ces transactions.

Par rapport au gouvernement de Franco, cette décision pro-soviétique d'Hitler montrait à quel point il ne voyait aucun rôle pour l'Espagne dans sa politique à l'Est de l'Europe. D'ailleurs, que pouvait-il espérer d'un pays qui était complètement à l'ouest du continent européen et qui était entièrement ravagé sur les plans politique et économique.

C'est seulement vers le 17 août que Franco fut mis au courant par Mussolini<sup>32</sup> qu'une guerre était imminente entre la Pologne et l'Allemagne. Ce renseignement affecta Franco<sup>33</sup> parce qu'il voyait dans cette guerre éventuelle un danger pour la survie de son régime. Le Colonel Beigbeder, le nouveau ministre espagnol des Affaires Extérieures, manifesta indirectement son inquiétude à Heberlin, le chargé d'affaires de l'ambassade allemande en Espagne<sup>34</sup>. Il lui déclara son optimisme sur la possibilité de

trouver une solution pacifique au sujet de Danzig. En d'autres termes, il demandait à Berlin de trouver une solution pour empêcher la guerre en Europe et ainsi éviter de mettre en danger le régime de Franco.

Cette inquiétude était manifeste quand Franco, le 21 août<sup>35</sup>, loua la volonté du Duce de porter à l'attention de l'Europe l'absurdité d'un terrible conflit dont les conséquences seraient disproportionnées aux causes de ce conflit.

Le jour même où Franco appuyait l'initiative de Mussolini, Ribbentrop annonçait à Rome et à Tokyo sa décision de se rendre à Moscou pour négocier une entente avec les dirigeants soviétiques. Le 23 août, Moscou signait avec Berlin le Pacte de non-agression.

Face à ce pacte et à la guerre qui s'annonçait, Franco n'avait pas d'autre choix que de déclarer l'Espagne neutre<sup>36</sup>.

Depuis le début de l'année 1939, il était évident que Franco ne pouvait accepter une telle entente politique avec l'Union Soviétique.

L'Espagne venait d'être ravagée par une guerre civile qui la rendait totalement incapable de s'impliquer aux différentes négociations qui se déroulaient sur la scène européenne. L'Espagne avait besoin d'une longue période de paix.

De plus, il était difficile pour l'Espagne de favoriser des politiques contre la France et la Grande-Bretagne qui étaient les grandes

puissances européennes de l'avant-guerre. L'Espagne devait tenir compte de cette réalité malgré les affinités idéologiques qu'elle avait avec les pays de l'Axe. Il était donc impossible pour l'Espagne de participer au Pacte Anti-Comintern dans la nouvelle version que Ribbentrop voulait lui donner. Face à la situation interne de l'Espagne et à sa politique pro-occidentale, Franco n'avait pas d'autre choix que d'opter pour une politique de neutralité.

Du côté de l'Allemagne, Hitler s'était allié avec Staline, l'ennemi de Franco, dans le but d'éliminer la Pologne et d'envahir plus tard l'ouest de l'Europe. Pour Hitler, les pays démocratiques étaient un obstacle à sa volonté d'étendre la puissance de l'Allemagne vers l'Europe de l'Est. Il était clair pour lui que tôt ou tard l'Allemagne devrait faire la guerre à ces pays de l'Ouest.

Ainsi, Franco et Hitler avaient des intérêts nationaux trop opposés pour pouvoir s'entendre sur des politiques communes.

## CHAPITRE V

### LES REACTIONS DE LA HONGRIE

Les relations entre l'Allemagne et la Hongrie étaient assez tendues à cause de l'attitude Budapest envers la minorité allemande dans ce pays et à cause de l'opposition de l'Allemagne à une révision du Traité de Trianon, par la Hongrie, envers ses voisins. Ces tensions s'envenimèrent à mesure que l'Allemagne devenait plus puissante et que la Hongrie s'affaiblissait considérablement par la perte de ses alliés, c'est-à-dire l'Autriche et l'Italie. D'autre part, l'expérience marxiste de Ben Bela subie par la Hongrie, n'inclinait pas Budapest à une politique favorable envers Moscou. C'est dans ce contexte politique que l'on va étudier les réactions de la Hongrie vis-à-vis le pacte germano-russe.

Au moment où Hitler prenait le pouvoir, la Hongrie était dirigée par Gombos, sous la direction duquel le gouvernement hongrois avait établi de bonnes relations avec les nouveaux dirigeants de l'Allemagne.

Cette attitude positive de la part de Budapest envers l'Allemagne était dictée par des raisons économiques. La Hongrie voulait que Berlin abaisse ses barrières tarifaires pour permettre la vente de ses produits agricoles en Allemagne. Cette ouverture porta fruit, car les deux pays signèrent, le 21 février 1934<sup>1</sup>, un accord commercial dans ce sens.

Malgré cette bonne entente, il y avait entre eux des litiges sérieux au sujet des minorités allemandes en Hongrie et au sujet de l'indépendance politique de l'Autriche.

Comme l'Allemagne avait manifesté la volonté d'annexer l'Autriche, la Hongrie s'allia à l'Italie par les Protocoles de Rome, le 17 mars 1934<sup>2</sup>, afin d'exprimer son opposition à cette politique allemande. De plus, comme l'Italie s'était opposée au Traité de Trianon imposé à la Hongrie, cette position de Rome renforçait les liens entre les deux pays.

Avec son implication en Ethiopie et en Espagne, Rome s'était désintéressée de l'Europe centrale pour laisser la place à l'Allemagne, laquelle était devenue une puissance importante en Europe depuis qu'Hitler avait réincorporé la Rhénanie à l'Allemagne et avait réarmé son pays.

A la longue, une telle puissance menaçait la Hongrie, vu que l'Allemagne avait commencé à lui imposer des politiques commandées par sa propre diplomatie en Europe centrale. Ainsi, Berlin avait réussi à lui faire abandonner sa politique de révision du Traité de Trianon avec la Yougoslavie et la Roumanie afin qu'elle puisse concentrer ses énergies sur la Tchécoslovaquie dont l'Allemagne voulait conquérir une partie. En d'autres termes, l'Allemagne faisait comprendre à la Hongrie qu'elle devait intégrer ses politiques en conformité avec celles de Berlin.

Budapest tenta d'éviter cette fatalité en essayant de s'allier à la Roumanie et à la Yougoslavie pour s'opposer, par différents accords, à l'influence allemande dans le bassin du Danube. Mais ce fut sans succès.

La Hongrie réussit au moins à maintenir de bonnes relations avec la Pologne vu que les deux pays s'entendaient entre eux pour le partage de certaines régions de la Tchécoslovaquie, en Slovaquie et en Carpatho-Ukraine (Ruthénie). Dans l'éventualité d'un tel partage, les deux pays auraient eu une frontière commune. De plus, la Hongrie espérait ainsi former un bloc anti-germanique en Europe centrale.

Pour qu'un tel désir puisse se réaliser, Budapest avait besoin de l'Allemagne afin de s'assurer que la Yougoslavie ne l'envahisse pas advenant une attaque contre la Tchécoslovaquie. Mais Berlin refusa de donner de telles garanties à Budapest à cause de sa politique pro-yougoslave.

Au moment où l'Allemagne réclamait certaines parties de la Tchécoslovaquie, Berlin avait proposé à Budapest une combinaison militaire germano-hongroise contre les Tchèques<sup>3</sup>. Malgré cette chance inespérée, la Hongrie fut saisie de crainte au sujet de la possibilité d'une guerre européenne concernant la Tchécoslovaquie, dont selon elle, les pays occidentaux sortiraient vainqueurs, et au sujet de la possibilité, d'une intervention armée de la Yougoslavie et de la Roumanie sur son territoire<sup>4</sup>.

Dominée par de telles craintes, la Hongrie préféra s'entendre avec les pays de la Petite Entente plutôt que de s'allier à l'Allemagne. Le 23 août à Bled, les deux parties conclurent un accord<sup>5</sup> par lequel les pays de cette entente permettaient à la Hongrie de se réarmer en échange de la renonciation par cette dernière d'utiliser la force pour régler ses litiges avec ces pays, incluant la Tchécoslovaquie.

Cet accord fut signé au moment où Horthy, le régent du trône hongrois Imredy, le président du conseil hongrois<sup>6</sup>, et Kanya, le ministre hongrois des Affaires Extérieures, visitaient Hitler et Ribbentrop<sup>7</sup>.

L'annonce de cette nouvelle fut un choc pour les Allemands. Ces derniers furent extrêmement irrités parce que cet accord rendait impossible une combinaison militaire germano-hongroise. Ce geste de la part des Hongrois<sup>8</sup> provoqua de fortes tensions entre les deux pays.

Profitant de l'accalmie générale en Europe, suite à l'accord de Berlin au sujet de la Tchécoslovaquie, Budapest essaya seule de négocier avec Prague sur la question de l'autodétermination des nationalités en Tchécoslovaquie, afin d'en retirer un certain gain. Devant l'impasse où débouchèrent les négociations<sup>9</sup>, la Hongrie demanda à Berlin et à Rome d'agir comme arbitre dans ce litige. Après avoir accepté cette responsabilité, ils rendirent leur décision le 2 novembre à Vienne<sup>10</sup>. Budapest accepta cette décision à l'exception de celle concernant la Carpatho-Ukraine où Rome et Berlin avaient donné au gouvernement de ce territoire une certaine autonomie, mais sous la juridiction de la Tchécoslovaquie. Comme Budapest ne partageait pas cette décision, elle decida de prendre les armes pour faire valoir son point de vue. Mais Berlin s'opposa énergiquement à une telle solution, le 20 novembre 1938<sup>11</sup>.

Devant ce refus de l'Allemagne, la Hongrie avait dû s'incliner et abandonner pour un certain temps ses revendications sur ce territoire. Cette humiliation politique provoqua le remplacement de Kanya, trop connu comme anti-allemand, par Csaky, un sympathisant de la collaboration avec Berlin.

Cette tentative militaire avortée montrait à quel point la Hongrie était vulnérable face à l'Allemagne. Devant cet état de chose, Budapest informa Berlin qu'elle voulait établir avec elle des relations plus étroites sur les plans économique et politique<sup>12</sup>. En ce qui concerne le plan politique, Budapest demanda son adhésion au Pacte Anti-Comintern.

Derrière cette politique de collaboration étroite, la Hongrie essayait de regagner la confiance qu'elle avait perdue auprès de Berlin afin qu'elle l'aide dans ses visées territoriales en Tchécoslovaquie.

Le 14 octobre 1938, Daranyi avait déjà parlé à Hitler<sup>13</sup> de la possibilité pour la Hongrie d'adhérer au Pacte Anti-Comintern. Mais Hitler avait refusé, alléguant que la Hongrie devait auparavant régler son litige avec la Tchécoslovaquie. En fait, Hitler était en trop mauvais terme avec les dirigeants hongrois pour entrevoir cette éventualité après le fameux accord à Bled.

Ce qui est frappant dans cette demande d'adhésion, c'est que jamais l'Allemagne n'avait demandé à la Hongrie d'y adhérer. C'était Budapest qui avait dû prendre l'initiative alors que, pour les autres membres de ce pacte, c'était l'Allemagne qui avait entrepris les démarches nécessaires à leur adhésion.

Il est intéressant de noter que la Hongrie ne semblait pas être acceptée comme un membre à part entière dans ce pacte. En effet, Ciano avait dit à Csaky<sup>14</sup> que les seuls membres réels de ce pacte étaient les trois puissances militaires, que lui et Ribbentrop considérait une forme



d'adhésion pour la Hongrie. En d'autres termes, la Hongrie était perçue comme un membre de seconde classe. Cette perception était partagée par Ribbentrop<sup>15</sup>. C'est à se demander si Berlin tenait vraiment à l'adhésion de la Hongrie.

Cette attitude contraste dans une certaine mesure avec celle que Berlin avait eue envers l'Espagne à cette même période. En effet, Berlin avait essayé de convaincre Franco d'adhérer à ce pacte.

Lorsqu'Hitler avait reçu Csaky le 16 janvier<sup>16</sup>, il se plaignit de l'attitude que les Hongrois avaient eue en automne 1938 plutôt que de discuter de la prochaine adhésion de la Hongrie au Pacte Anti-Comintern. De plus, Ribbentrop ne lui avait pas parlé de la nouvelle orientation politique qu'il voulait donner à ce pacte.

A la suite de cette rencontre, on a la nette impression que Berlin n'était pas intéressée à l'adhésion de la Hongrie à ce pacte.

En annonçant officiellement son intention d'adhérer à ce pacte, la Hongrie ignorait que l'orientation de cette alliance avait été changée. Elle n'avait plus pour but de combattre le Comintern mais plutôt les pays démocratiques de l'Ouest. L'incident suivant démontre très bien cette ignorance de la Hongrie. En effet, Moscou avait demandé à la Hongrie des explications suite aux rumeurs sur l'éventualité de son adhésion à ce pacte<sup>17</sup>. La Hongrie lui répondit que ce pacte était de nature défensive et qu'il n'y avait rien contre l'Union Soviétique. Cette dernière répliqua en

fermant la délégation soviétique dans la capitale hongroise<sup>18</sup>. Devant ce fait, Budapest demanda à Berlin une réaction commune par le rappel des ambassadeurs allemand et italien de Moscou<sup>19</sup>. Ribbentrop lui répondit<sup>20</sup> qu'il était d'accord avec ce geste de solidarité mais qu'il ne pouvait pas le faire étant donné que son ambassadeur à Moscou négociait des questions économiques avec les Soviétiques.

Cet incident démontre que Budapest n'avait pas su comprendre l'évolution politique qui était en train de s'effectuer à Berlin concernant ses relations avec l'Union Soviétique et avec les pays démocratiques.

Entre-temps, Horthy avait remplacé Imredy par le Comte Teleki au poste de Président du Conseil hongrois, le 16 février. Comme nouveau chef d'état, il décida de maintenir les revendications territoriales en Tchécoslovaquie, où l'aspect économique était important<sup>21</sup>, de favoriser de nouveau un rapprochement avec la Pologne, bien que cette dernière eût mal accepté la décision hongroise du 20 novembre de ne pas intervenir militairement en Tchécoslovaquie, et de continuer une politique de collaboration avec Berlin.

Un des premiers actes politiques d'importance que Teleki posa envers l'Allemagne fut de faire adhérer la Hongrie au Pacte Anti-Comintern, le 24 février 1939. Or cette décision indiquait que Teleki n'avait pas d'autre choix dans sa politique de collaboration avec Berlin. Il était clair que son gouvernement avait opté pour une politique de résignation devant la puissance croissante de l'Allemagne et qu'il croyait que toute

tentative de s'y opposer serait irraisonnée. Il se sentait donc contraint par la situation politique. Cette attitude contrastait avec celle de la Pologne, qui en était une faite d'indépendance face à Berlin.

Profitant de cette adhésion, Budapest avait enquêté auprès des Allemands sur leurs réactions au sujet de la possibilité d'envahir la Carpatho-Ukraine<sup>22</sup>. Mais Berlin la lui refusa et lui demanda de se tenir tranquille<sup>23</sup>. On peut noter dans cette demande à quel point Budapest était dépendante face à Berlin.

Mais le 13 mars, l'Allemagne changea sa position envers Budapest, au sujet de ses revendications territoriales, en lui donnant la liberté d'envahir la Carpatho-Ukraine<sup>24</sup>, à la grande joie du gouvernement hongrois. Rapidement, les troupes hongroises s'emparèrent de ce territoire jusqu'à la frontière polonaise.

Mais Berlin fit comprendre à Budapest qu'elle devait limiter ses visées territoriales. En effet, le 18 mars<sup>25</sup>, l'Allemagne signa avec la Slovaquie un traité par lequel Berlin s'engageait à défendre ses frontières et à la protéger de toute attaque extérieure.

Face à cette réalité, les dirigeants hongrois tentèrent d'agrandir leur nouvelle conquête sur le territoire slovaque en essayant de convaincre Berlin de la nécessité d'établir une nouvelle démarcation entre la Slovaquie et la Carpatho-Ukraine<sup>26</sup>. Ce que Berlin refusa<sup>27</sup>.

La Hongrie n'était pas au bout de ses problèmes parce que son intervention armée en Ruthénie avait soulevé l'opposition de la Roumanie

qui revendiquait elle aussi certaines parties de ce territoire<sup>28</sup>. La Roumanie était même prête à se battre contre les Hongrois pour empêcher qu'elles ne tombent entre leurs mains.

Devant les limites politiques et territoriales que Berlin lui imposait, Budapest se rapprocha de l'Italie. Ce rapprochement fut possible à cause des tensions qui avaient surgi entre l'Allemagne et l'Italie à la suite de l'incorporation d'une partie des territoires de la Tchécoslovaquie au troisième Reich.

C'est ainsi que la Hongrie appuya l'invasion de l'Albanie par les troupes italiennes<sup>29</sup> et offrit à Rome d'exercer des pressions sur la Yougoslavie advenant que cette dernière s'oppose militairement à l'Italie<sup>30</sup>. Malgré cette politique bienveillante de la Hongrie, Rome refusa de s'intéresser à sa cause, vu qu'elle n'était pas située dans sa sphère d'influence.

Le seul pays avec qui la Hongrie gardait encore de bonnes relations était la Pologne. Mais cette entente allait être mise à une rude épreuve par l'Allemagne.

Comme la Tchécoslovaquie était disparue de la carte européenne, Hitler pouvait poursuivre sa politique d'isolement contre la Pologne. Lors d'une rencontre à Berlin le 29 avril<sup>31</sup>, Hitler fit comprendre indirectement à Teleki que Budapest devait coordonner sa politique extérieure avec celle de Berlin au sujet des pays de l'est de l'Europe, en particulier sur la Pologne. Cette approche indirecte fut clairement énoncée par Ribbentrop qui parla ouvertement de la possibilité d'une guerre avec la Pologne. Quand

Csaky exprima sa crainte de l'éventualité d'un conflit européen, Ribbentrop trouva que penser ainsi était enfantin<sup>32</sup>.

Suite à cette rencontre, les dirigeants hongrois arrivèrent à la conclusion qu'il y aurait un conflit entre l'Allemagne et la Pologne et qu'ils seraient obligés de prendre éventuellement une décision face à ce conflit. Mais déjà, Berlin leur avait fait comprendre que Budapest ne devrait pas faire la même erreur qu'en automne 1938. Comme les Hongrois avaient perdu énormément à la suite de la première guerre mondiale, on sentait chez eux une répugnance à s'impliquer de nouveau aux côtés de l'Allemagne dans une politique qui pourrait dégénérer en un conflit européen. Ils étaient en quelque sorte dominés par une certaine peur.

Ces pressions allemandes au sujet de la Pologne étaient plus manifestes en ce qui concerne la Yougoslavie. A cette même réunion, Hitler demanda à Csaky que la Hongrie en arrive à un accord avec la Yougoslavie. Or, cette dernière demandait comme condition pour un tel accord que la Hongrie s'accorde auparavant avec la Roumanie. Une telle condition était impossible parce qu'il existait de trop fortes tensions entre ces deux pays au sujet des minorités hongroises en Roumanie et au sujet de la Ruthénie. Csaky essaya de faire comprendre à Hitler cette réalité, mais sans succès. En effet, Hitler, qui favorisait une politique de rapprochement avec la Yougoslavie et la Roumanie, ne pouvait accepter que la Hongrie puisse y mettre des obstacles.

D'autre part, malgré les inquiétudes des Hongrois, Hitler ne leur avait pas demandé une participation militaire contre la Pologne. Il n'espérait d'eux qu'un appui politique.

Pour le moment, la Hongrie n'avait pas le choix. Elle devait s'allier plus que jamais à l'Allemagne.

Dans la perspective d'une guerre prochaine en Europe, Budapest avait demandé de mettre sur pied une économie de guerre avec l'Allemagne et l'Italie<sup>33</sup>. Une telle demande impliquait sa participation à la Commission germano-italienne mise sur pied à la suite de la signature du Pacte de l'Acier. Mais Berlin refusa toute participation de la Hongrie à cette commission parce qu'il ne pouvait être question d'une troisième partie<sup>34</sup>. Elle optait plutôt pour une commission parallèle avec la Hongrie<sup>35</sup>.

Dans ce refus de Berlin, on constate que la Hongrie avait été exclue du Pacte de l'Acier, embryon du nouveau Pacte Anti-Comintern, et ce, depuis le début de sa création. Il n'y a jamais eu de démarche de la part de Berlin ou de Rome pour inclure la Hongrie dans ce nouveau pacte. La Hongrie était traitée comme un pays de seconde classe.

De plus, Berlin n'a jamais renseigné Budapest sur l'évolution des négociations avec Moscou. L'Allemagne avait tenu la Hongrie dans l'ignorance complète de ce qui se passait à ce sujet.

Devant le peu de liberté que Budapest avait dans ses choix politiques, et devant la crainte d'une guerre européenne en relation avec la Pologne, Budapest décida d'opter pour une politique de neutralité en refusant de s'associer à l'Allemagne contre la Pologne. Le 24 juillet, Hitler recevait deux lettres de Teleki<sup>36</sup> dans lesquelles il affirmait que sa politique serait conforme à celle de l'Axe dans le cas d'un conflit en Europe,

confirmant en principe la totale adhésion de la Hongrie à l'Axe; mais que son pays ne pouvait prendre les armes dans un conflit avec la Pologne.

Dans ces deux lettres, on constate que le gouvernement hongrois essayait de plaire aux Allemands afin de faire accepter par ces derniers leur refus de s'impliquer dans un futur conflit avec la Pologne. Cette approche allait plutôt provoquer une réaction négative de la part des Allemands.

Cette décision au sujet de la Pologne arrivait au moment où Berlin avait commencé, depuis le 21 juillet, les négociations politiques avec Moscou. Comme Hitler voulait isoler la Pologne avec l'aide de l'Union Soviétique et de la Hongrie, cette décision politique de Budapest ne pouvait que soulever sa colère. Hitler voyait que la Hongrie le lâchait de nouveau.

Lors de la rencontre entre Csaky et Hitler, le 8 août à Berlin<sup>37</sup>, ce dernier ne se gêna pas pour exprimer son irritation au sujet de ces deux lettres. Malgré l'humeur d'Hitler, Csaky maintint la position de la Hongrie. Le seul geste de conciliation qu'il fit fut de retirer les deux lettres de son propre chef afin de diminuer les tensions.

On constate que la position de la Hongrie a été maintenue malgré le vif mécontentement de l'Allemagne. Cette position ne pouvait que créer de la méfiance et des tensions entre les deux pays.

Les rumeurs de plus en plus évidentes d'un conflit entre l'Allemagne et la Pologne, et les affirmations claires des pays de l'Ouest à ce sujet, avaient rendu les Hongrois très nerveux.

Dans cet état de nervosité, les Hongrois essayèrent de nouveau d'exploiter d'une façon assez contradictoire les tensions qui avaient surgi entre l'Allemagne et l'Italie à la suite de la position de Berlin face à la Pologne.

Dans une rencontre entre Ciano et Csaky, le 18 août à Rome<sup>38</sup>, ce dernier proposa de conclure une alliance avec les deux pays de l'Axe dans le but d'éviter une invasion allemande sur son sol, et proposa de mettre le Duc d'Aoste, un italien, sur le trône de la Hongrie, parce que les Hongrois haïssaient les Allemands. Les Italiens réagirent négativement à ces deux propositions hongroises parce qu'ils voulaient éviter d'ajouter d'autres liens à ceux qui existaient déjà entre Berlin et Rome et qu'ils ne voulaient pas déplaire aux Allemands en mettant un italien sur le trône d'un pays qui était dans la sphère d'influence de l'Allemagne.

De nouveau, la Hongrie se trouvait plus isolée qu'auparavant devant l'Allemagne et, encore de nouveau, elle était obligée de s'allier plus que jamais à Berlin.

Quand Budapest apprit que Ribbentrop s'envolait vers Moscou pour y signer une entente, elle réévalua sa politique de neutralité. En effet, Budapest voyait que le rapport des forces avait changé parce que l'Axe de ces forces avait été déplacé de Berlin-Rome à Berlin-Moscou. Avec cette alliance éventuelle entre l'Allemagne et l'Union Soviétique et avec l'apport des pays de l'Axe, la Hongrie croyait maintenant que l'Allemagne pouvait sortir vainqueur dans un conflit avec la Pologne, même si les pays démocratiques osaient s'y opposer militairement.



De plus, la Hongrie se situait entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Il était difficile pour Budapest d'opter pour une politique de neutralité comme le firent les autres pays de l'Axe. Sa situation géographique limitait ses choix politiques face à cette nouvelle alliance germano-russe.

Le 22 août, dans une rencontre avec Erdmannsdorff, le ministre allemand à Budapest<sup>39</sup>, Csaky lui avait déclaré qu'il croyait à la victoire de l'Axe dans la prochaine guerre et qu'il allait renforcer les frontières dans l'éventualité d'un conflit en Europe. Ainsi la Hongrie mettait tout son poids politique du côté de l'Axe.

L'annonce de la signature du Pacte de non-agression germano-russe ne pouvait que renforcer cette position de la Hongrie<sup>40</sup>.

La Hongrie a essayé de toutes ses forces de s'opposer aux politiques qui lui étaient dictées par Berlin, mais ce fut en vain parce qu'elle se trouvait seule, face à l'Allemagne, et entourée de ses anciennes et hostiles provinces de l'empire austro-hongrois.

Essentiellement, les politiques de Budapest étaient en complète opposition avec celle de Berlin, en particulier pour la révision du Traité de Trianon et donc pour ses relations avec les pays de la Petite Entente. De plus, il y avait de la part des Hongrois une opposition viscérale envers les Allemands, laquelle s'était renforcée à mesure que l'Allemagne devenait puissante et menaçait la souveraineté de leur pays.

Les intérêts nationaux de chacun étaient différents, de sorte que leurs stratégies politiques ne pouvaient que s'opposer entre elles.

A cause de ses rapports de force d'une petite puissance envers une grande puissance, à cause de sa situation géographique entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, la Hongrie n'avait que peu de choix. Tôt ou tard, elle aurait été obligée de se ranger du côté de cette entente politique. D'ailleurs, elle avait devant les yeux l'exemple de la Pologne qui avait essayé d'être indépendante de l'Allemagne. Malgré l'appui politique ferme des pays démocratiques, la Pologne a été partagée en deux parties entre l'Allemagne et la Russie soviétique. Budapest n'était nullement intéressée à subir le même sort.

## CONCLUSION

On est frappé de voir que presque tous les pays de l'Axe, à l'exception de la Hongrie, étaient opposés à ce pacte et que les raisons de cette opposition variaient selon chaque pays.

Pour faire une analyse appropriée de cette opposition, on la situera à l'intérieur de la division que Berlin avait effectuée parmi les membres de l'Axe. En effet, Berlin avait en quelque sorte divisé ces pays entre ceux qui devaient jouer un rôle important dans la diplomatie allemande, comme l'Italie et le Japon, et ceux qui ne devaient n'y jouer qu'un rôle secondaire, comme l'Espagne et la Hongrie.

Compte tenu de cette différence de priorité, le comportement de Berlin était différent envers les autres membres. Ainsi, l'Allemagne partagea avec l'Italie et le Japon sa décision de donner une nouvelle orientation au Pacte Anti-Comintern et elle leur fit part de la possibilité d'une entente politique avec Moscou. Cette sorte d'intimité politique était totalement absente avec la Hongrie et l'Espagne: ces dernières n'ont jamais entendu parler de ces deux orientations politiques d'une façon officielle de la part de Berlin.

Cette différenciation dans le comportement politique de l'Allemagne avec les pays membres de l'Axe était due au fait qu'elle les considérait en

fonction de leur puissance et de leur utilité politique. En effet, l'Allemagne percevait comme important l'apport que l'Italie et le Japon pouvaient ajouter à sa diplomatie, en particulier en Europe de l'Est, étant donné la puissance politique et militaire que chacune représentait. Or, cette réalité n'existait pas pour l'Espagne et la Hongrie. Berlin n'avait donc qu'un intérêt secondaire envers elles, étant donné leur faiblesse militaire et leur peu d'influence politique en Europe.

Face à l'éventualité d'une entente politique avec Moscou, Rome et Tokyo s'opposèrent à Berlin. Cette attitude de la part de Rome n'a jamais été très claire, quoiqu'elle craignait certainement de voir l'Axe Berlin-Rome diminué en importance au profit de l'Axe éventuel Berlin-Moscou. Du côté de Tokyo, l'opposition était claire parce qu'une telle entente politique avantagerait Moscou, en particulier sur le plan militaire, au détriment de Tokyo.

Cette opposition de leur part était dictée par leurs intérêts nationaux, qui étaient différents de ceux de l'Allemagne. Rome n'avait aucun intérêt direct dans le développement des relations politiques germano-russes parce que ses intérêts étaient concentrés dans les pays limitrophes de la Méditerranée; d'autre part, elle s'y opposait indirectement parce qu'elle craignait que ce développement puisse l'impliquer directement dans une guerre européenne. Or, ce point était fondamental pour Rome: elle ne voulait pas de guerre en Europe. De son côté, Tokyo était contre une telle évolution dans les relations germano-russes parce qu'elle avait des intérêts en Mandchourie et en Chine auxquels la Russie s'opposait, d'autant plus que

cette dernière offrait une aide militaire à la Chine dans sa lutte contre l'occupation japonaise. Dans ces conditions, le Japon voulait diminuer, et si possible éliminer, la puissance de la Russie en Extrême-Orient: ce pacte fut donc considéré par les Japonais comme un acte de trahison de la part de Berlin.

Pour Berlin, le développement de ses relations politiques avec Moscou était dicté par ses intérêts, lesquels étaient d'isoler la Pologne, sa prochaine conquête. Ses intérêts étaient plus importants pour elle que ceux des autres membres de l'Axe, même si une telle entente devait provoquer à long terme une guerre en Europe ou renforcer le potentiel militaire de la Russie en Extrême-Orient.

Il y avait entre Berlin d'un côté, l'Italie et le Japon de l'autre, des intérêts nationaux trop divergents pour que ces deux derniers puissent accepter un tel pacte.

Devant cette résistance de la part de Rome et de Tokyo, Berlin décida d'aller de l'avant avec ce projet lorsque les circonstances politiques le permettraient. Cette fois-ci, Berlin se garda bien de les mettre au courant.

En prenant cette décision, Berlin avait pensé que Rome et Tokyo s'inclindraient devant le fait accompli advenant la concrétisation d'une entente germano-russe. Or, Berlin s'était trompée en croyant que l'Italie et le Japon accepteraient ce pacte comme un fait inéluctable. Elle avait en quelque sorte sous-estimé leur capacité de résistance.

D'autre part, il est certain que les ambassadeurs italien et japonais à Berlin ont eu une certaine responsabilité face aux résultats de ces négociations parce qu'ils avaient surestimé la fidélité de Berlin. En effet, Attolico et Oshima, qui étaient tous les deux contre une entente politique avec Moscou, avaient cru que Berlin avait laissé tomber définitivement la possibilité d'une telle entente après mai 1939. De plus, lorsque les rumeurs circulaient au sujet des négociations politiques entre Berlin et Moscou, ils avaient cru Ribbentrop et Weizsäcker lorsqu'ils leur avaient affirmé qu'il n'y avait pas de négociation politique avec Moscou. En fait, tous les deux avaient cru naïvement que l'amitié et la fidélité de l'Allemagne envers l'Italie et le Japon pouvaient exister sur le plan politique.

Leur confiance aveugle envers Berlin les a empêchés de remplir adéquatement leur tâche. Car autrement, ils auraient averti leur gouvernement respectif au sujet d'une telle entente politique et ainsi Tokyo et Rome seraient intervenues pour prévenir possiblement la signature de ce pacte.

Par rapport à l'entente germano-russe, il était évident que l'Espagne ne pouvait pas accepter un pacte signé par la Russie, la pire ennemie de l'Espagne de Franco. En effet, comme la Russie avait joué un rôle important contre les nationalistes durant la guerre civile espagnole, il était difficile pour Franco de pouvoir accepter ce pacte, même s'il avait été renseigné sur les raisons qui motivaient Hitler à s'entendre avec Staline. L'Espagne n'avait pas d'autre choix.

La Hongrie n'avait pas plus de liberté. Elle était prise géographiquement entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, en plus d'être presque complètement dépendante de l'Allemagne. Si la Hongrie avait refusé d'approuver ce pacte, elle aurait eu à faire face à des conséquences graves sur le plan politique.

L'Espagne et la Hongrie n'avaient pratiquement pas de liberté de choix face à ce pacte. Les réalités historique et géographique les forçaient à choisir pour eux. Chacune aurait pu prendre une option autre que celle qu'elles avaient choisie, car elles avaient toujours une certaine liberté politique. Mais dans ces circonstances, les conséquences d'une autre option auraient été, à court terme, désavantageuses pour ces deux pays.

Compte tenu des réalités politiques qui motivaient les décisions des pays de l'Axe, il faut se rendre à l'évidence qu'il était impossible pour ses membres hormis l'Allemagne, d'accepter un tel acte politique. Il y avait trop de divergence entre leurs intérêts nationaux pour qu'ils puissent accepter ce fait accompli.

Pour terminer, on constate que le Pacte de non-agression germano-russe, ainsi que d'ailleurs le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, ont démontré l'impossibilité d'avoir un front politique uni parmi les pays de l'Axe, face aux puissances démocratiques.

Devant cette réalité, il est loisible de se demander jusqu'à quel point Hitler avait cru possible de créer un tel front tout en tolérant

autant de divergences d'intérêts entre ces pays. IL est possible qu'il n'ait pas cru en un accord viable. Au moins, leur participation au Pacte Anti-Comintern les a empêchés de s'opposer à ses politiques au moyen d'alliances avec les pays démocratiques: ils étaient en quelque sorte neutralisés par rapport à ses visées en Europe de l'Est.



## REFERENCES

### CHAPITRE PREMIER

- 1 - Le 11 juillet 1933. Cette interdiction fut appliquée aux autres partis politiques allemands.
- 2 - Pour manifester cet esprit de bonne relation, les deux pays ratifièrent, le 5 mai, deux accords diplomatiques en suspens. Le premier était l'Accord de Conciliation germano-russe, signé le 25 janvier 1929, et le deuxième était le prolongement du Traité de Berlin, signé le 24 avril 1926.
- 2a- Au sujet de cette position russe, voir W.L. Lagueur, Russia and Germany, p. 161.
- 3 - Ce pacte fut signé le 26 janvier 1934.
- 4 - Le 16 mars 1935, Hitler annonça que l'Allemagne n'était plus liée par les clauses militaires du Traité de Versailles. Sur la détérioration des relations germano-russes durant les années 1934-35, voir G.L. Weinberg, The Foreign Policy of Hitler's Germany 1933-1936, pp. 74-82.
- 5 - La Russie avait signé une série de traités de non-agression avec plusieurs pays de l'Europe, dont l'Italie, le 2 septembre 1933, et la France, le 29 novembre 1932.
- 6 - Le 18 septembre 1934. Cette société, qui avait été tant de fois condamnée comme un instrument des pays capitalistes par les dirigeants russes, devint à leur yeux le meilleur rempart des pays qui s'opposaient à l'agression allemande.  
  
De plus, la Russie signa un Pacte d'Assistance Mutuelle avec la Tchécoslovaquie, le 2 mai 1935, et de même avec la France, le 16 mai 1935. Ce dernier pacte fut dénoncé vivement par Hitler parce qu'il allait contre l'esprit de l'accord de Locarno, signé en 1925.
- 7 - Le 16 novembre 1933.
- 8 - W. Lagueur, *ibid*, p. 170, voit dans cette politique anti-communiste une tactique plutôt qu'une question de principe. Selon lui, Hitler utilisa cette tactique auprès des pays de l'Ouest pour écarter une guerre préventive de la part de la France au moment où l'Allemagne n'était pas encore complètement réarmée.
- 9 - Le 25 novembre 1936.

10 - Le 6 novembre 1937.

11 - W. Lagueur, *ibid*, p. 170, constate que ce pacte anti-comintern était une alliance contre l'Ouest plutôt que contre la Russie. En effet, l'armée russe avait été complètement désorganisée par les purges de Staline de sorte qu'il n'était pas possible que la Russie puisse être encore un danger pour l'Ouest.

12 - Le commerce extérieur germano-russe est calculé en pourcentage selon le commerce extérieur total de l'Allemagne.

| <u>Années</u> | <u>Importations<br/>de la Russie</u> | <u>Exportations vers<br/>la Russie</u> |
|---------------|--------------------------------------|----------------------------------------|
| 1932          | 5.8                                  | 10.9                                   |
| 1934          | 4.7                                  | 1.5                                    |
| 1935          | 5.2                                  | 0.9                                    |
| 1937          | 1.2                                  | 2.0                                    |
| 1938          | 0.9                                  | 0.6                                    |
| 1939          | 0.6                                  | 0.6                                    |

W. Lagueur, *ibid*, p. 173.

13 - Un nouveau traité commercial avait été signé entre les deux pays, le 9 avril 1935.

14 - D'ailleurs, après la conférence de Munich en 1938, Ribbentrop essaya de convaincre l'Italie et le Japon d'accepter que le Pacte Anti-Comintern soit transformé en une alliance militaire tripartite contre les pays de l'Ouest.

14a- Documents on German Foreign Policy, Volume VI, no 530, (DGFP VI, no 530).

Quand il n'y a pas de lettre de référence entre les lettres DGFP et le numéro du volume, cela signifie que l'on réfère à la série de volumes de la lettre D du DGFP.

15 - Le 12 janvier 1939. Cette conversation amicale avait fait beaucoup de bruit dans les milieux diplomatiques à Berlin.

16 - DGFP IV, no 483, le 11 janvier 1939.

17 - Les Russes considérèrent cet empêchement comme une rebuffade. Ils ne se gêneront pas plus tard d'exprimer aux Allemands leur déception, DGFP IV, no 486.

18 - A ce sujet, voir DGFP IV, no 490, 491 et 495.

- 19 - Cette rencontre avec le ministre des affaires extérieures de Pologne a eu lieu le 5 janvier 1938 en présence de Ribbentrop, Moltke, l'ambassadeur allemand à Varsovie, et Lipski, l'ambassadeur polonais à Berlin. DGFP V, no 119. Ces entretiens continuèrent le lendemain entre Beck et Ribbentrop, DGFP V, no 120. Les deux mêmes hommes politiques se rencontrèrent de nouveau à Varsovie le 25 janvier, DGFP V, no 126.
- 20 - Il y a eu d'autres rencontres entre diplomates au sujet de ces questions. En particulier, le 14 mars à Varsovie, entre Moltke et Beck, DGFP V, no 140; le 21, le 26 et le 27 mars à Berlin, entre Lipski et Ribbentrop, DGFP VI, no 61, 101, 103 et 108; et le 28 mars entre Beck et Moltke à Varsovie, DGFP VI, no 118. Lors de ces rencontres, les Polonais maintinèrent les mêmes positions.
- 21 - Voir Bernard Newman, The Captured Archives, p. 66.
- 22 - Les Polonais étaient conscients qu'une acceptation des offres d'Hitler aurait fait de leur pays une annexe à la politique impériale de l'Allemagne.
- 23 - Lord Halifax était le ministre au Foreign Office.
- 24 - Le 26 mars, DGFP VI, no 101 et 103. Le 27 mars, Ribbentrop refusa les contre-propositions polonaises parce qu'elles ne pouvaient servir de base à un accord, DGFP VI, no 108.
- 25 - DGFP IV, no 446.
- 26 - DGFP VI, no 23.
- 27 - Documents on British Foreign Policy, Volume IV, no 581 et 582 (DBFP IV, no 581 et 582) et DGFP VI, no 136.
- 28 - DGFP VI, no 189.
- 29 - DBFP V, no 1, 2, 10 et 16. Ce traité était loin de satisfaire la Grande-Bretagne à cause de la position hostile de Beck face à la Russie.
- 30 - Devant cette position ferme de la Grande-Bretagne, Hitler aurait pu signer un accord garantissant les frontières de la Pologne pour ainsi gagner du temps, tout en calmant les appréhensions des Anglais et des Polonais. Mais un tel accord n'était pas possible pour Hitler parce que le litige germano-polonais au sujet du Corridor était devenu une question de principe ou de prestige sur laquelle il ne pouvait plus reculer. On peut se demander ce qui serait arrivé sur le plan des relations étrangères si la Pologne avait accepté les propositions d'Hitler. Il est possible que la Pologne et l'Allemagne auraient marché ensemble

contre la Russie communiste qui menaçait l'Allemagne naziste et la Pologne catholique sans que les pays de l'Ouest aient eu à s'y opposer. Dans ce cas, les événements de 1939-1945 n'auraient pas eu lieu ou ils auraient été différents de ce qu'ils ont été.

- 31 - Les Anglais s'étaient demandé jusqu'à quel point ils pouvaient compter sur la Russie. D'un côté, Lord Halifax espérait peu de la Russie parce que leur aviation était faible et leur armée pauvre. D'ailleurs, le gouvernement anglais était porté à se fier plus sur les Polonais que sur les Russes. (Voir Prof. Namier, Diplomatic Prelude 1938-1939, p. 93 note 1). Tandis que de l'autre côté, le général Lélou, attaché militaire français à Londres, croyait que l'armée russe pouvait opérer en dehors de la Russie (Voir S. Aster, The Making of the Second World War, p. 145) et Sir Hoare pensait que la Russie était le meilleur moyen de dissuader l'Allemagne contre toute tentative d'agression (Voir S. Aster, *ibid*, p. 93).
- 32 - DGFP VI, no 296.
- 33 - DGFP V, no 1 et DBFP IV, no 413.  
Max Beloff, The Foreign Policy of Soviet Russia 1939-1941, Vol. 11, pp. 220-23, Oxford University Press, London, 1966.  
Par cette position de neutralité, Staline exprimait aussi son manque de confiance dans cette politique de sécurité, à cause du peu de succès qu'il en a retiré. En fait, Staline voulait maintenant une plus grande liberté dans ses choix politiques face aux puissances de l'Europe. Il envisageait d'autres alternatives possibles comme une alliance avec Hitler ou d'autres formes d'accords avec les pays de l'Ouest ou encore miser sur les deux parties pour en retirer un plus grand bénéfice politique pour la Russie.
- 34 - Malgré cette position de la Russie, cela n'a pas empêché des dirigeants soviétiques de proposer une réunion des pays de la Grande-Bretagne, de la France, de la Pologne, de l'Union Soviétique et de la Roumanie pour discuter d'une action commune contre l'Allemagne. Mais la Grande-Bretagne refusa cette proposition parce qu'elle était prématurée, DBFP IV, no 421. Ce refus de la part des Anglais fit perdre les derniers espoirs de la politique de sécurité collective que la Russie avait entretenus depuis des années.  
André Coulongre, ancien ambassadeur français, rapporte, dans son livre De Staline à Hitler, p. 270, les paroles que Potemkine avait prononcées au lendemain de l'accord de Munich: "Vous venez de préparer le quatrième partage de la Pologne". En d'autres termes, plusieurs dirigeants soviétiques commençaient sérieusement à penser à un accord avec Hitler.
- 35 - Tippleskirch, conseiller à l'ambassade allemande à Moscou, remarqua que les Russes avaient critiqué la méthode que les Allemands avaient prise au sujet de la Tchécoslovaquie, le 15 mars, mais ils n'avaient pas

critiqué le résultat. De plus, il remarqua que les Russes cherchaient à améliorer leurs relations avec le Japon, DGFP VI, no 51.

36 - DGFP VI, no 215.

37 - DGFP VII, no 192.

37a- Entre le 14 avril et le 31 mai, la France et la Grande-Bretagne avaient discuté avec l'Union Soviétique des questions de réciprocité au sujet des garanties d'assistance mutuelle.

38 - DBFP V, no 689 et 690 et DGFP VI, no 463.

38a- Cette rencontre a eu lieu le 20 mai, DGFP VI, no 414 note 2.

39 - Sur les questions de réciprocité DBFP V, no 609, 624, 625 et 634.

40 - Le 24 mai.

41 - Voir Angelo Rossi, The Russo-German Alliance, p. 14 et voir aussi DGFP VI, no 299.

41a- D'ailleurs, dans son discours du 10 mars 1939, Staline avait déjà exprimé sa conviction que l'union des pays de l'Ouest était plus forte que celle des pays fascistes non seulement sur le plan militaire mais aussi sur le plan économique.

42 - DGFP VI, no 414 note 2 et 424.

43 - DGFP VI, no 453.

44 - DGFP VI, no 211.

45 - DGFP VI, no 341.

46 - DGFP VI, no 276 et 277.

47 - Cet accord fut signé le 18 juin 1935.

48 - Cette Déclaration a été faite le 26 janvier 1934.

49 - DGFP VI, no 441.

50 - DGFP VI, no 437.

50a- DGFP VI, no 491.

51 - DGFP VI, no 499.

51a- DGFP VI, no 529.

- 52 - Sur le plan politique, la question qui intéressait les Allemands était de savoir ce que Molotov entendait par la construction d'une base solide en politique entre les deux pays. Au lieu de leur répondre, Mikoyan (le 17 juin, DGFP VI, no 543) et Molotov (le 25 juin DGFP VI, no 570) se plaignirent que les Allemands jouaient un double jeu pour faire avorter les négociations anglo-russes. A ce stade des négociations, les Allemands considéraient comme important, avant tout, qu'il y ait un accord économique. Selon eux, un tel accord avec les Russes indiquerait dans un certain sens une volonté de ces derniers à négocier sur le plan politique. D'autre part, plusieurs dirigeants allemands, comme on le verra dans les chapitres subséquents, croyaient que les Russes étaient maintenant intéressés à une entente politique. Mais comme les alliés de Berlin s'étaient opposés vigoureusement à de telles négociations politiques, l'Allemagne abandonna cette possibilité, du moins officiellement, pour s'en tenir à des négociations économiques.
- 53 - DGFP VI, no 579.
- 54 - DGFP VI, no 588.
- 55 - Le 29 juin, Hitler avait déjà pris la même position, DGFP VI, no 583.
- 56 - DGFP VI, no 596.
- 57 - DGFP VI, no 677 et 699.
- 58 - DGFP VI, no 700.
- 59 - Le 5 juillet, Ribbentrop parlait de la possibilité d'arriver à normaliser les relations avec la Russie et espérait de ne pas avoir des conflits d'intérêts entre les deux pays, DGFP VI, no 618.
- 60 - Voir A. Rossi, *ibid*, p. 22.
- 61 - Il faut ajouter qu'en automne 1939, le réarmement allemand allait atteindre un sommet. Il représentait 18 fois la capacité de 1933, en particulier pour les forces armées. De plus, ce programme de réarmement avait permis d'obtenir pour cette même période un avantage maximum sur ses adversaires parce qu'il aurait fallu à ces derniers attendre entre 1943 et 1945 avant de pouvoir rattraper l'Allemagne.
- A ce sujet, voir l'article de Alan Bullock Hitler and the Origins of the Second World War paru dans le livre European Diplomacy between Two Wars 1919-1939 de W. Gatzke.
- A.S. Milward, The German Economy at War, chapitre un, partage la position de Bullock. Selon lui, l'économie allemande pouvait supporter une guerre de courte durée mais elle était loin d'être prête à faire face à une guerre de longue durée.

- 62 - En plus des problèmes d'approvisionnement, il y avait la situation économique. Hitler avait structuré en grande partie l'économie de l'Allemagne en fonction de la guerre. Or, une telle structure économique ne pouvait durer longtemps. Selon Hitler, l'Allemagne n'avait plus de choix, elle devait agir, DGFP VII, no 192.
- 63 - Devant l'importance que prenait aux yeux d'Hitler une entente avec la Russie, on peut se demander ce qui serait arrivé à sa stratégie si Staline n'avait pas signé un pacte avec lui.
- 64 - DGFP VI, no 729.
- 65 - DGFP VI, no 760.
- 66 - Astakhov avait dit à Schnurre, le 26 juillet, que les pays de la Baltique, la Finlande aussi bien que la Roumanie, tombaient dans la sphère des intérêts de la Russie, DGFP VI, no 729.
- 67 - "I was convinced that Stalin would never accept the English offer. Russia has no interest in preserving Poland". Ces paroles furent prononcées par Hitler devant ses commandants en chef, le 22 août 1939, DGFP VII, no 192.
- 68 - DGFP VII, no 56.
- 69 - Par cette décision, Ribbentrop évita l'erreur commise par les Anglais. Ceux-ci avaient envoyé Strang pour négocier avec les Russes à Moscou sans qu'il ait un statut ministériel. Les russes n'avaient pas du tout apprécié cette erreur de la part des Anglais.
- 70 - DGFP VII, no 56.
- 71 - DGFP VI, no 766.
- 72 - Ainsi, pour Molotov, le Pacte Anti-Comintern favorisait l'attitude agressive du Japon, L'Allemagne supportait le Japon et elle était hostile à la participation des Russes aux conférences internationales.
- 73 - Cette réponse de Molotov fut donnée le 15 août, DGFP VII, no 70, 79 et 88.
- 74 - DGFP VII, no 18.
- 75 - Ribbentrop avait annoncé à Schulenburg qu'il était prêt à se rendre à Moscou pour cette date, DGFP VII, no 75.
- 76 - DGFP VII, no 105.

- 77 - Voir A. Rossi, *ibid*, p. 35.
- 78 - DBFP VII, no 60, 69 et 90.
- 79 - DGFP VII, no 133.
- 80 - DGFP VII, no 131 et 135.
- 81 - Cet accord comprenait un crédit de 200 millions de Reichsmarks à la Russie pendant sept ans à 5% d'intérêt. Cet accord comportait également des échanges commerciaux en matières premières de la part de la Russie, de la machinerie et de l'armement de la part de l'Allemagne.
- 82 - Il serait intéressant de voir si ce refus de la Pologne avait eu un impact sur cet accord économique germano-russe.
- 83 - DGFP VII, no 142.
- 84 - DGFP VII, no 158, 159 et 160.
- 85 - DGFP VII, no 228.
- 86 - DGFP VII, no 229.



## REFERENCES

### CHAPITRE II

- 1 - Ce pacte fut initialé le 7 juin et signé officiellement le 15 juillet à Rome par les quatre puissances. E.M. Robertson, pp.49-50. Mussolini as Empire-Builder.
- 2 - Cette détérioration s'est faite rapidement. Le 26 mai, Hitler imposait un impôt de 1000 Reichsmark sur chaque touriste allemand qui désirait aller en Autriche. Le but de cet impôt était d'étrangler l'économie autrichienne.
- 3 - Ces protocoles consistaient en une série d'accords économiques et politiques entre ces trois pays. De plus, ils avaient pour but de s'opposer à la Petite Entente, et en particulier à la Yougoslavie.
- 4 - Le 25 juillet 1934. Dolfuss devait y trouver la mort.
- 5 - Mussolini ne se gêna pas pour insulter publiquement Hitler en le traitant de fou, de dégénéré sexuel, etc.
- 6 - Ces accords furent signés le 4 et 5 janvier 1935 à Rome.
- 7 - Du 11 au 14 avril 1935. E.M. Robertson, Ibid, pp. 130-31.
- 8 - Cet isolement fut renforcé par la Russie lorsqu'elle signa avec la Tchécoslovaquie le Pacte d'Assistance Mutuelle, le 2 mai 1935, ainsi qu'avec la France, le 16 mai 1935.
- 9 - Lors de la Conférence de Stresa, les pays participants, qui étaient au courant des visées italiennes sur l'Ethiopie, avaient gardé le silence à ce sujet. Mussolini avait interprété ce silence comme un acquiescement de leur part à ses visées coloniales.
- 10 - Dès le 4 septembre, Sir Hoare, ministre au Foreign Office, avait affirmé à la tribune de la Société des Nations que la Grande-Bretagne assumerait ses responsabilités selon la convention de la Société.
- 11 - Face à ces sanctions économiques, l'Allemagne avait décrété sa neutralité et n'avait appliqué qu'en partie les sanctions contre l'Italie comme celles sur les pommes de terre, le fer, l'acier, le textile.
- 12 - Le 6 janvier 1936. DGFP C IV, no 485.

- 13 - Le 22 février 1936. DGFF C IV, no 579.
- 14 - Le 29 juin 1936. Comte Ciano, Les Archives secrètes du Comte Ciano, p. 9.
- 15 - Le 11 juillet 1936. Par cet accord, Hitler reconnaissait l'Autriche comme un état indépendant.
- 16 - Mussolini voyait dans l'intervention de son pays en Espagne une manifestation de sa puissance, de sorte qu'il lui était impossible de reculer.  
A ce sujet voir G.L. Weinberg The Foreign Policy of Hitler's Germany 1937-1939, pp. 142, 143 46 149.
- 17 - Comte Ciano, Les Archives secrètes du Comte Ciano, p. 37.
- 18 - Le 24 octobre 1936. Comte Ciano, *ibid*, pp. 50 à 60.
- 19 - Le 25 octobre 1926. DGFF C V, no 624.
- 20 - Le premier novembre 1936 à Milan, DGFF C VI, p. 1.
- 21 - En septembre 1937. DGFF 1, no 1.
- 22 - A l'occasion de la signature de ce pacte, Mussolini avait affirmé que l'Italie était trop méditerranéenne pour s'occuper de l'Autriche et que les intérêts de son pays en Autriche n'étaient plus aussi vifs.  
Comte Ciano, *ibid*, pp. 129 et 130.
- 23 - Comte Ciano, *ibid*, p. 131.
- 24 - Ciano avait protesté auprès de von Hessel parce qu'Hitler n'avait pas consulté l'Italie au sujet de la rencontre entre Hitler et Schuschnigg, le 12 février à Berchtesgaden. Il lui demanda que l'Autriche demeure indépendante.  
Comte Ciano, *ibid*, p. 140.
- 25 - Lorsque Canaris visita l'Italie en septembre, il rapporta que les Italiens avaient planifié leurs politiques pour rester hors de la guerre advenant une telle éventualité.  
G.L. Weinberg, *ibid*, p. 143.
- 26 - Comte Ciano, *ibid*, p. 247.
- 27 - DGFF IV, no 369.
- 28 - La France protesta vigoureusement auprès de Rome. De plus, le Président du Conseil Daladier visita la Corse, la Tunisie et l'Algérie pour faire comprendre clairement à l'Italie que ces territoires appartenaient à la France.

- 29 - Comte Ciano, *ibid*, p. 252 et Comte Ciano Journal Politique 1939-1943, pp. 13-14.
- 30 - Le mois suivant Mussolini déclarait que si ce pacte avait déjà été signé, il aurait attaqué l'Albanie.  
Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, p. 40, daté du 16 février 1939.  
Les autres raisons formulées par Mussolini étaient liées à la préparation militaire des Etats-Unis pour aider les démocraties, la tendance à la guerre dans les cercles français et l'existence d'une alliance entre la France et la Grande-Bretagne.
- 31 - Télégramme de Ciano à Attolico, le 23 février 1939, no 2979/75. Publié par M. Toscano, Origins of the Pact of Steel, p. 128.
- 32 - DGFP IV, no 455 et 456 et le rapport d'Attolico à Ciano, le 28 février 1939, no 1708. Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 129 et 130.
- 33 - Comte Ciano, *ibid*, pp. 34, 35 et 47.
- 34 - Comte Ciano, *ibid*, p. 51.  
Il semble qu'il y ait eu une divergence entre Hitler et Ribbentrop sur l'importance à donner au Japon. Ribbentrop, qui tenait beaucoup à ce pacte à trois, croyait qu'il fallait l'adhésion du Japon avant de signer ce pacte militaire alors qu'Hitler, à ce moment, n'était plus de cet avis.
- 35 - Télégramme de Rosso à Ciano, le 24 janvier 1939, no 318/130. Publié par M. Toscano, Designs in Diplomacy, p. 54.
- 36 - Le jour précédent, Ribbentrop avait envoyé à Rome le texte de ce pacte.
- 37 - Comte Ciano, *ibid*, p. 18.  
Malheureusement, Mussolini ne se rendait pas compte des complications que cette élimination allait amener dans les relations germano-japonaises.
- 38 - Comte Ciano, *ibid*, p. 53.  
Ciano se demanda comment on pouvait faire confiance à Hitler après qu'il ait si souvent répété qu'il n'annexerait pas la Tchécoslovaquie.
- 39 - Comte Ciano, *ibid*, p. 53.
- 40 - Lors de la rencontre, le 17 mars, avec Mackensen, le nouvel ambassadeur allemand à Rome, Ciano lui déclara que Rome acceptait sans réserve l'action de Berlin et que Rome n'était pas intéressée au sort de ce pays.  
DGFP VI, no 15.  
Comte Ciano, Les Archives Secrètes du Comte Ciano, p. 273 et Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, pp. 56 et 57.

Le 21 mars, devant le Grand Conseil Fasciste, Mussolini déclara que l'Italie n'était pas opposée à l'Anschluss, qu'elle aurait agi de même en ce qui concerne la Tchécoslovaquie et qu'enfin l'Allemagne et l'Italie devaient marcher ensemble.

Cette position de Mussolini lui value la réplique du général Balbo: "Tu lèches les bottes des Allemands"

Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, p. 60 et DGFP VI, no 86.

- 41 - DGFP IV, no 198, 199 et 214.
- 42 - DGFP IV, no 215, 216, 217, 218, 236 et 237.
- 43 - DGFP VI, no 441. Dans ce document, Ribbentrop donna cette raison pour expliquer la position de Berlin au sujet de la Carpatho-Ukraine.
- 44 - Les mêmes références que le numéro 40 pour le 17 mars.
- 45 - DGFP VI, no 45 et 55.  
Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, p. 60 et Comte Ciano, Les Archives Secrètes du Comte Ciano, pp. 274, 275 et 276.
- 46 - DGFP VI, no 172.
- 47 - Deux télégrammes de Rosso à Ciano, le 19 et le 22 mars 1939, no 206/22 et 208/24r. Publiés par M. Toscano, *ibid*, p. 54.
- 48 - Télégramme de Rosso à Ciano, le 18 mars 1939, no 26. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 53.
- 49 - Lettre personnelle de Rosso à Ciano, le 6 avril 1939, pas de numéro. Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 55, 56 et 57.
- 50 - DGFP VI, no 205 et 211.
- 51 - Notes de Mussolini à Ciano, le 4 avril 1939, pas de numéro. Publiées par M. Toscano, Origins of the Pact of Steel, pp. 290 et 291.
- 52 - Comte Ciano, Les Archives Secrètes du Comte Ciano, pp. 282 à 285; DGFP VI, no 341.
- 53 - Ces raisons sont données plus explicitement par Mussolini dans un document que le général Cavallero a remis à Berlin, le 31 mai 1939, DGFP VI, no 459.
- 53a- Ribbentrop affirma que la Grande-Bretagne ne mobiliserait aucun soldat en cas d'une guerre germano-polonaise, DGFP VI, no 209.
- 54 - DGFP VI, no 426.

- 55 - Dans le préambule, il était écrit que les deux parties devaient agir côte à côte avec l'union de leurs forces pour assurer leur espace vital et pour maintenir la paix.
- 56 - DGFP VI, no 433.
- 57 - Ibid.
- 58 - DGFP VI, no 441.
- 59 - DGFP VI, no 437.
- 60 - DGFP VI, p. 601. Ce document se réfère à I.D. 8ème série, Vol. XII, no 53 de la documentation italienne.
- 61 - Rapport de Rosso à Ciano, le 31 mai 1939, I.D., 8ème série, Vol. XII, Doc. 73. Publié par M. Toscano, Designs in Diplomacy, p. 80.
- 62 - L'ambassadeur japonais avait participé à ces discussions.
- 63 - Le 30 mai 1939. DGFP VI, no 453.
- 64 - DGFP VI, no 523.
- 65 - Ciano n'a pas mentionné les suggestions de Schulenburg.
- 66 - Ciano à Rosso, le 16 juin 1939, I.D., 8ème série, Vol. XII, Doc. 317. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 89.
- 67 - Le 30 juin 1939, DGFP VI, no 588.
- 68 - Télégramme de Rosso à Ciano, le 27 juin 1939, I.D., 8ème série, Vol. XII, Doc. 376. Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 90 et 91.
- 69 - Il n'y a pas de date. Cette rencontre a été mentionnée par Molotov le 16 août 1939, DGFP VII, no 79.
- 70 - Télégramme de Rosso à Ciano, le 28 juin 1939, I.D., 8ème série, Vol. XII, Doc. 386. Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 91 et 92.
- 71 - DGFP VI, no 613.
- 72 - DGFP VI, no 677.
- 73 - DGFP VI, no 699.
- 74 - Sir Percy Lorraine était le nouvel ambassadeur anglais à Rome. DGFP VI, no 629 et DBFP VI, no 261.

- 75 - DGFP VI, no 636.
- 76 - Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, pp. 120 et 121 et DGFP VI, no 718.
- 77 - DGFP VI, no 711 et 718.
- 78 - Rapport d'Attolico à Ciano, le 5 août 1939, I.D. 8ème série, Vol. XII, Doc. 787. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 104.
- 79 - Lettre personnelle de Magistrati à Ciano, le 7 août 1939, I.D., 8ème série, Vol XII, Doc. 798. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 106.
- 80 - Comte de Ciano, *ibid*, pp. 123 et 124.
- 81 - *Ibid*, p. 125.
- 82 - *Ibid*, p. 127.
- 83 - DGFP VII, no 43.  
Comte Ciano, Les Archives Secrètes du Comte Ciano, pp. 297 à 305.
- 84 - Sur la situation économique de l'Italie voir W. Murray, The Change in the European Balance of Power 1938-1939, pp. 110 et 111.
- 85 - Sur la situation militaire de l'Italie voir W. Murray, *ibid*, pp. 113 et 171 et aussi Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, pp. 85, 136 et 138.
- 86 - Ces affirmations d'Hitler rapportées par le Comte Ciano dans Les Archives Secrètes du Comte Ciano, p. 303 surprennent beaucoup. Dans la documentation allemande qui se rapporte à cet entretien, il n'y a rien d'écrit qui laisse croire qu'Hitler ait dit cela.  
On retrouve plutôt ces propos d'Hitler dans les échanges de lettres qu'il a eus avec Mussolini après la signature du Pacte de non-agression germano-russe.
- 87 - Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, p. 130.
- 88 - Télégramme de Rosso à Ciano, le 5 août 1939, I.D., 8ème série, Vol. XII, Doc. 780. Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 104 et 105.
- 89 - Télégramme d'Attolico à Ciano, le 14 août 1939, I.D., 8ème série, Vol. XIII, Doc. 32. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 105, note 119 et p. 111.
- 90 - Télégramme de Magistrati à Ciano, le 16 août 1939, I.D., 8ème série, Vol. XIII, Doc. 55. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 112.
- 91 - Télégramme de Rosso à Ciano, le 17 août 1939, I.D., 8ème série, Vol. XIII, Doc. 69. Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 112 et 113.

- 92 - Télégramme de Magistrati à Ciano, le 19 août 1939, I.D., 8ème série, Vol. XIII, Doc. 136. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 115.
- 92a- Télégramme de Rosso à Ciano, le 20 août, I.D., 8ème série, Vol. XIII, Doc. 122. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 115.
- 93 - DGFP VII, no 220 et DBFP VII, no 79 et 98.
- 94 - Comte Ciano, *ibid*, p. 135.
- 95 - DGFP VII, no 190 et 200, DBFP VII, no 191 et 214 et Comte Ciano, *ibid*, p. 135.
- 96 - Comte Ciano, *ibid*, p. 135.
- 97 - DGFP VII, no 227.
- 98 - U.S. Document 1 p. 150, Memorandum de Bulitt-Neurath. Conversation Nuremberg Proceedings, 1946 Pt 1, p. 233.  
Cité par E. Wiskemann dans The Rome-Berlin Axis, p. 78.

## REFERENCES

### CHAPITRE III

- 1 - En mars, il avait été nommé attaché militaire à Berlin. Il dépendait des autorités militaires du Japon et non du ministère des Affaires Extérieures.
- 1a- DGFP C IV, no 416, 475 et 479.
- 1b- Au sujet de la position du gouvernement de Tokyo à Moscou, voir G. Weinberg, Foreign Policy of Hitler's Germany 1933-1936, p. 346.
- 2 - DGFP C VI, no 57 et 58.
- 2a- Comte Ciano, Les archives secrètes du Comte Ciano, p. 115.
- 3 - Lors d'une rencontre avec Mussolini et Ciano, le 23 octobre 1937, Ribbentrop leur avait parlé de cette proposition politique que Berlin avait faite auprès de Londres. Comte Ciano, *ibid*, p. 123.
- 4 - DGFP 1, no 93.  
Malgré ce mémorandum, Ribbentrop n'avait pas perdu de vue le rôle que l'Union Soviétique pouvait jouer en Europe. Il était conscient du danger d'une alliance entre Paris-Londres-Moscou. Mais au moment où il a écrit son mémorandum, les relations entre Berlin et Moscou étaient rendues à leur plus bas niveau, de sorte qu'il n'était pas possible d'envisager une entente politique avec Moscou. D'ailleurs, Berlin venait à peine de signer avec l'Italie, en novembre 1937, le Pacte Anti-Comintern. Cette signature n'avait pas aidé à améliorer les relations entre Berlin et Moscou.
- 4a- Au sujet de cette stratégie de Berlin, voir J.M. Meskill, Hitler and Japan, pp. 5 et 6.
- 5 - Voir G.L. Weinberg, p. 184. The Foreign Policy of Hitler's Germany 1937-1939, DGFP 1, no 575 et 587.
- 6 - DGFP VI, no 270.
- 7 - JAM (Japan Army Minister, Military Affairs Section) "nichi-doku'sangoku Kyōtei' mondai no Keii", le 9 janvier 1939 et aussi GS 10 (Navy General Staff Archives), p. 153.  
Publié par J.W. Morley, Deterrent Diplomacy, p. 50.



- 8 - Ibid.
- 9 - GS 10, p. 172. Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 55.
- 10 - GS 10, pp. 178-79. Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 61-62.
- 11 - Ibid.
- 12 - DGFP VI, no 270. GS 10, pp. 188-89.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 71-73.
- 13 - DGFP IV, no 422.
- 14 - Arita Memorandum; Arita hito no me no chiri o miru, pp. 11-12.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 78.
- 15 - Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, p. 18.
- 16 - JFM nihon gaikō nempyō, Vol. 2, p. 408; GS 10, pp. 210-11.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 79-80.  
Malgré les divergences entre la marine et l'armée japonaise, il est important de saisir que la position de Tokyo face à la Russie dépassait l'aspect idéologique qui différenciait le régime politique du Japon par rapport à celui de la Russie soviétique. En effet, même si le régime tsariste avait été maintenu en Russie, les problèmes militaire et politique entre Tokyo et Moscou auraient été pratiquement les mêmes. Le régime marxiste de Moscou ne faisait que continuer la politique de l'ancien régime tsariste, lequel s'était opposé à l'expansion du Japon sur le continent asiatique.
- 17 - Harada Kuamo, saionji ko-to seikyoku-bekkan, pp. 368-77.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 272-82.
- 18 - DGFP VI, pp. 82-83.
- 19 - Ibid, Comte Ciano, pp. 34, 49 et 50.
- 20 - DGFP IV, no 455 et 458.
- 21 - DGFP VI, no 52.
- 22 - DGFP IV, no 459 et 461.
- 23 - GS 10, pp. 235-36. Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 83-85.
- 24 - DGFP VI, no 270.
- 25 - Harada, Vol. 7, p. 326. Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 85-86.

- 26 - A ce sujet voir J.W. Morley, *ibid*, p. 90.
- 27 - Oshima à Arita, le télégramme 344, le 11 avril 1939; GS 10, pp. 252-53.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 91.
- 28 - Oshima à Arita, le télégramme 324, le 11 avril 1939; GS 10, pp. 246-47.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 91.
- 29 - Itagaki suggéra d'envoyer un télégramme (pour annuler le geste d'Oshima) sous la forme d'une note diplomatique dans laquelle il était affirmé que la participation du Japon à une telle hostilité doit être interprétée dans un sens large et avec des moyens efficaces autres que militaires.  
Arita, hitono me no chiri o miru, pp. 327-28.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 92-93.
- 30 - Arita Memorandum (pas de page indiquée); Arita Bakahachi, pp. 99-100.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 93.
- 31 - DGFP VI, no 326.
- 32 - Joseph C. Grew, Ten Years in Japan, Simon and Schuster, New York, 1944, p. 280.
- 33 - DBFP IX, no 23, 24 et 25.
- 34 - DGFP VI, no 254.
- 35 - Rapport d'Attolico à Ciano, le 14 avril 1939, no 02877/877.  
Publié par M. Toscano, Origins of the Pact of Steel, pp. 257-59.
- 36 - Ribbentrop n'avait rien reçu du gouvernement japonais depuis sa conversation avec Oshima le 30 avril.
- 37 - DGFP VI, no 270, Le 20 avril 1939. Oshima à Arita, le télégramme 369/370, le 21 avril 1939; GS 10, pp. 257-58.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 95.
- 38 - Attolico fit rapport de ce mensonge diplomatique à Ciano.  
Télégramme d'Attolico à Ciano, le 25 avril 1939, no 261.  
Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 263-64.
- 39 - DGFP VI, no 304.
- 40 - A ce sujet voir DGFP VI, no 383; GS 10, pp. 275-76 et 163-65; JAM Particulars 2, p. 159. Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 96-97.
- 41 - Oshima à Arita, le télégramme 411, le 6 mai 1939; GS 10, p. 269.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 95.
- 42 - DGFP VI, no 363.

- 43 - Arita Memorandum, voir les minutes citées à la note 144.  
Publiées par J.W. Morley, *ibid*, p. 98.
- 44 - A deux reprises l'empereur était intervenu auprès des chefs de l'armée pour leur dire de ne pas se mêler de ce problème.  
SHM (saionji-Harada-Memoirs), pp. 2524-2526.  
Publié par F.W. Iklé, German-Japanese Relations 1936-1940, p. 111.
- 45 - DBFP IX, no 49 et DGFP VI, no 339.
- 46 - DBFP IX, no 94. Le 18 mai 1939.
- 47 - W.L. Langer et S.E. Gleason, The Challenge to Isolation, p. 151.  
Harper and Brother Publisher, New York, 1952.  
Cet entretien a eu lieu le 23 mai 1939.
- 48 - Oshima à Arita, le 22 mai 1939, dans JFM nikon gaikō-nempyō,  
Vol. 2, pp. 408-12; GS 10, pp. 311-15.  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 101-02.
- 49 - Télégramme d'Attolico à Ciano, le 13 mai 1939, no 317.  
Publié par M. Toscano, *ibid*, pp. 357-58.
- 50 - Voir à ce sujet le commentaire de G.L. Weinberg, Foreign Policy of Hitler's Germany 1937-1939, p. 577.
- 51 - Rapport d'Attolico à Ciano, le 27 mai 1939, I.D. 8ème série, Vol. XII,  
Doc. 48. Publié par M. Toscano, Designs in Diplomacy, p. 75.
- 52 - *Ibid*, DGFP VI, no 446. Le 27 mai.
- 53 - DGFP VI, no 446.
- 54 - GS 10, pp. 296-98. Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 100.
- 55 - GS 10, pp. 320-22. Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 104.
- 55a- DBFP IX, no 2, 15, 17, 26 et 29.
- 55b- DBFP IX, no 161 et 169.
- 55c- DBFP IX, no 266 et 268.
- 56 - L'armée japonaise avait sous-estimé l'armée soviétique. Les Japonais s'aperçurent trop tard que cette dernière était d'un et demi à deux fois plus puissante que leur propre armée.

- 57 - DGFP VI, no 538. Oshima à Arita, le télégramme 554, le 17 juin 1939; GS 10, pp. 326-27. Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 105-06.
- 58 - Oshima à Arita, le télégramme 551, le 16 juin 1939; GS 10, p. 326. Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 106.
- 59 - Voir à ce sujet F.C. Jones, *ibid*, p. 122.
- 60 - DGFP VI, no 619.
- 61 - JFM, ed., nisso kōshō shi, (A History of Japanese-Soviet Negotiations), p. 519. Publié par J.W. Morley, The Fateful Choice, p. 18.
- 62 - Oshima à Arita, le télégramme 658, le 18 juillet 1939, dans JFM sangokadōmei kōshō shiryō. Shiratori à Arita, le télégramme 192, le 11 juillet 1939, et les télégrammes 199 et 200, le 13 juillet 1939; GS 10, pp. 328-31. Publié par J.W. Morley, Deterrent Diplomacy, p. 108.
- 63 - DBFP IX, no 365.
- 64 - DGFP VI, no 688.
- 65 - Oshima à Arita, le télégramme 724, le 25 juillet 1939, JFM (Document Pacte Tripartite, aucune page de référence)  
Publié par J.W. Morley, *ibid*, p. 108.
- 66 - Memorandum d'Arita, lettre du 11 août 1939; GS 10, pp. 336 et 360. Publié par J.W. Morley, *ibid*, pp. 109-10.
- 67 - DGFP VII, no 7 et 25.
- 68 - Rapport d'Attolico à Ciano, le 5 août 1939, I.D., 8ème série, Vol. XII, Doc. 787. Publié par M. Toscano, *ibid*, p. 104.
- 69 - DGFP VI, no 760. Le 3 août 1939.
- 70 - DGFP VI, no 766. Le 4 août 1939.
- 71 - DGFP VII, no 70, 75 et 79.
- 72 - DGFP VII, no 186. Le 21 août 1939 à minuit.
- 73 - DGFP VII, no 234. Le 22 août 1939.
- 74 - DGFP VII, no 212 et 252.
- 75 - DGFP VII, no 213.
- 76 - DGFP VII, no 329.

## R E F E R E N C E S

### CHAPITRE IV

- 1 - C'est cette affirmation que fit Hitler devant ses principaux conseillers, le 5 novembre 1937, DGFP 1, no 19. J. F. Coverdale, Italian Intervention in the Spanish Civil War, p. 164, tend à amoindrir cette affirmation d'Hitler.
- 2 - Compania Hispano-Marroqui de Transportes: HISMA.
- 3 - DGFP 111, no 234. Cet accord fut signé le 20 mars 1937.
- 4 - DGFP 111, no 394 et 397.
- 5 - DGFP 111, no 435.
- 6 - DGFP C VI, no 183 et 195.
- 7 - Voir Hugh Thomas, Spanish Civil War, p. 342.
- 8 - Voir à ce sujet Stanley Payne, The Spanish Revolution, pp. 372-74.
- 9 - DGFP 111, no 558.
- 10 - DGFP 111, no 582.
- 11 - DGFP 111, no 587.
- 12 - DGFP 111, no 657 et 666.
- 13 - DGFP 111, no 669.
- 14 - DGFP 111, no 704.
- 15 - DGFP 111, no 674 et 703.
- 16 - DGFP 111, no 698, 700 et 703.
- 17 - DGFP 111, no 726. Cette rencontre a eu lieu le 5 février 1939.
- 18 - DGFP 111, no 728.

- 19 - Ce sont les arguments que G. Weinberg, The Foreign<sup>6N</sup> Policy of Hitler's Germany 1937-1939, pp. 161-62, utilise pour expliquer les raisons qui ont amené Franco à signer ce pacte.
- 20 - DGFP 111, no 741.
- 21 - DGFP 111, no 748. Le 27 février 1939.
- 22 - DGFP 111, no 745.
- 23 - DGFP 111, no 755. Le 13 mars 1939.
- 24 - DGFP 111, no 757. Le 15 mars 1939.
- 25 - DGFP 111, no 768.
- 26 - DGFP 111, no 773.
- 27 - DGFP 111, no 211.
- 28 - Comte Ciano, Les archives secrètes du Comte Ciano, p. 284.
- 29 - Comte Ciano, Journal Politique 1939-1943, pp. 105-07. DGFP VI, no 494. Cette visite a eu lieu en juin 1939.
- 30 - DGFP 111, no 809. Cette rencontre a eu lieu en juin 1939.
- 31 - Comte Ciano, Les archives secrètes du Comte Ciano, pp. 289-95 et DGFP VI, no 663. La visite de Ciano en ce pays fut faite entre le 10 et 19 juillet 1939.
- 32 - I Documenti Diplomatici Italiani, Ottava Serie 1935-1939, Vol. 13, no 74, p. 50. Publié par Dante A. Puzzo, Spain and the Great Powers 1936-1941, p. 214.
- 33 - I Documenti Diplomatici Italiani, Ottava Serie 1935-1939, Vol. 13, no 109, p. 74. Publié par Dante A. Puzzo, *ibid*, p. 214.
- 34 - DGFP VII, no 96. Le 17 août 1939.
- 35 - I Documenti Diplomatici Italiani, Ottava Serie 1935-1939, Vol. 13, no 128, p. 85. Publié par Dante A. Puzzo, *ibid*, p. 215.
- 36 - DGFP VII, no 278 et 524.

## REFERENCES

### CHAPITRE V

- 1 - DGFP C 11, no 322.
- 2 - DGFP C 11, no 332.
- 3 - DGFP 11, no 248 et 284.
- 4 - Comte Ciano, Les archives secrètes du Comte Ciano, pp. 224-26.
- 5 - DGFP 11, p. 610 note 44.  
Ces craintes avaient été exprimées par Kanya à Mussolini, le 18 juillet 1938, Comte Ciano, *ibid*, pp. 224-26.
- 6 - Imredy était le nouveau président du Conseil hongrois depuis la mort de Gombos survenue en octobre 1936.
- 7 - DGFP 11, no 383 et 390.
- 8 - Imredy essaya de nuancer cet accord à Bled mais sans succès, DGFP V, no 223.
- 9 - DGFP IV, no 60. Le 24 octobre 1939, les négociations furent rompues.
- 10 - DGFP IV, no 99 et 100.
- 11 - DGFP IV, no 122, 128, 129 et 132.
- 12 - DGFP V, no 252. Le 21 novembre 1938.
- 13 - DGFP IV, no 62. Daranyi était un ancien président du Conseil hongrois.
- 14 - DGFP V, no 265. Le 20 décembre 1938.
- 15 - DGFP V, no 266 et 268.
- 16 - DGFP V, no 272 et 273.
- 17 - DGFP V, no 271. Le 11 janvier 1939.
- 18 - DGFP V, no 283. Le 3 février 1939.

- 19 - DGFP V, no 283 note 3. Le 7 février 1939.
- 20 - Ibid. Le 17 février 1939.
- 21 - Le 27 février, Hardy, l'attaché militaire hongrois à Berlin, avait dit à Weizsäcker que la Hongrie voulait la Carpatho-Ukraine pour des raisons économiques, DGFP V, no 305.
- 22 - Ibid.
- 23 - DGFP IV, no 179 et 181. Le 8 mars 1939.
- 24 - DGFP IV, no 198 et 199.
- 25 - DGFP VI, no 40.
- 26 - DGFP VI, no 96. Le 25 mars 1939.
- 27 - DGFP VI, no 120. Le 29 mars 1939.
- 28 - DGFP VI, no 7 et 39. Le 16 mars 1939.
- 29 - Comte Ciano, Le Journal Politique 1939-1943, p. 72.
- 30 - Ibid, p. 71.
- 31 - DGFP VI, no 295 et 296.
- 32 - DGFP VI, no 300.
- 33 - DGFP VI, no 578. Le 28 juin 1939.
- 34 - DGFP VI, no 578 note 2, 595 et 641.
- 35 - DGFP VI, no 706.
- 36 - DGFP VI, no 712; Comte Ciano, *ibid*, p. 12.
- 37 - DGFP VI, no 784.
- 38 - Comte Ciano, *ibid*, p. 132.
- 39 - DGFP VII, no 175.
- 40 - Le 25 août, le ministre hongrois à Berlin confirmait de nouveau la décision de Budapest d'être du côté de l'Axe, DGFP VII, no 289.



## BIBLIOGRAPHIE

ASTER, Sidney, 1939 The Making of the Second World War, André Deutsch, London, 1973.

BARIETY, Jacques et DROZ, Jacques, République de Weimar et Régime hitlérien, Hatier Université, Paris, 1973.

CARR, Edward, H., German-Soviet Relations between the Two World Wars, 1919-1939, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1951.

-----, The Twenty Years' Crisis 1919-1939, Harper and Row, Publishers, New York, 1964.

CECIL, Robert, Hitler's Decision<sup>1</sup> Invade Russia 1941, Davis-Poynter, London, 1975.

CHILDS, David, Germany since 1918, B.T. Batsford Ltd, London, 1971.

CIANO, Guleazzo, (Comte de) Journal Politique 1939-1943, Edition de la Baconnière, Neuchatel, 1946.

-----, Les archives secrètes du Comte Ciano 1936-1942, Plon, Paris, 1950.

COULONDRE, Robert, De Staline à Hitler, Hachette, Paris, 1950.

CRAIG, Gordon, A., et Gilbert, Felix, The Diplomats, Princeton University Press, Princeton, 1953.

COVERDALE, John, F. Italian Intervention in the Spanish Civil War, Princeton University Press, New Jersey, 1975.

Documents on British Foreign Policy, Serie 3, London, Her Majesty's Stationery Office, 1955.

Documents on German Foreign Policy, Series C et D, London: Her Majesty's Stationery Office, 1949, 1956 et 1957, 1966, 1983.

DREISZIGER, Nandor, Hungary's Way to World War II, Hungarian Helicon Society, Toronto, 1968.

ESCH, Van der P.A.M., Prelude to War, Martinus Nijhoff, The Hague, 1951.

- FEIS, Herbert, Road to Pearl Harbour, Princeton University Press, New Jersey, 1950.
- FRIEDLÄNDER, Saul, Prelude to Downfall, Alfred A. Knoff, New York, 1967.
- GAFENCU, Grégoire, Prelude to the Russian Campaign, Frederick Muller, Ltd, London, 1945.
- GATZKE, Hans, W., European Diplomacy between Two Wars 1919-1939, Quadrangle Books, Chicago, 1972.
- GAXOTTE, Pierre, Histoire de l'Allemagne, Tome 11, Flammarion, Paris, 1963.
- HARPER, Glenn, T., German Economic Policy in Spain, Mouton and Co. The Hague, 1967.
- HORTHY, Nicholas, Memoirs, Robert Speller and Sons Publishers, New York, 1957.
- IKLE, Frank, W., German-Japanese Relations 1936-1940, Bookman Associates, New York, 1956.
- JONES, F., C., Japan's New Order in East Asia, Oxford University Press, London, 1954.
- KERTESZ, Stephen, D., Diplomacy in a Whirlpool, University of Notre Dame Press, Notre Dame, 1953.
- KLEIN, Burton, Germany's Economic Preparations for War, Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 1968.
- LAGUEUR, Walter, Russia and Germany, Little, Brown and Comp., Boston, 1965.
- LUKACS, John, A., The Great Powers and Eastern Europe, American Book Comp., New York, 1953.
- MESKILL, Johanna, M., Hitler and Japan: The Hallow Alliance, Atherton Press, New York, 1966.
- MILWARD, Alan, S., The German Economy at War, The Athlone Press, London, 1965.
- MORLEY, James, W., The Fateful Choice, Columbia University Press, New York, 1980.
- , Deterrent Diplomacy, Columbia University Press, New York, 1976.
- , Japan's Foreign Policy 1868-1941, Columbia University Press, New York, 1974.

- MURRAY, Williamson, The Change in the European Balance of Power, 1938-1939, Princeton University Press, New Jersey, 1984.
- MUELLER-HILLEBRAND, Burkhart, Germany and its Allies in World War II, University Publication of America, Frederick, Maryland, 1980.
- NAMIER, L.B., Diplomatic Prelude 1938-1939, MacMillan and Co. Ltd., London, 1948.
- NEWMANN, Bernard, The Captured Archives, Latimer House Ltd, London, 1948.
- PAYNE, Stanley, The Spanish Revolution, W.W. Norton and Company Inc., New York, 1970.
- PUZZO, Dante, A., Spain and the Great Powers 1936-1941, Columbian University Press, New York, 1962.
- RENOUVIN, Pierre, World War II and its Origins, Haper and Row, New York, 1969.
- ROBERTSON, Esmonde, Mussolini as Empire-BUILDER, The MacMillan Press Ltd., London, 1977.
- THOMAS, Hugh, The Spanish Civil War, Harper and Row, Publishers, New York, 1963.
- TOSCANO, Marco, The Origins of the Pact of Steel, Johns Hopkins Press, Baltimore, 1967.
- , Designs in Diplomacy, Johns Hopkins Press, Baltimore, 1970.
- TOYNBEE, Arnold, J., Survey of International Affairs, issued under Auspices of the Royal Institute of International Affairs, Oxford University Press, London.
- VILLEMAREST (de), Pierre, F., Quand l'URSS était l'alliée des Nazis, Tomes I et II, Centre Européen d'Information, Evreux, France, 1984.
- WEINBERG, Gerhard, L. The Foreign Policy of Hitler's Germany 1933-36, The University of Chicago Press, Chicago, 1970.
- , The Foreign Policy of Hitler's Germany 1937-39, The University of Chicago Press, Chicago, 1980.
- , Germany and the Soviet Union 1939-1941, Leiden, 1954.
- WISKEMANN, Elisabeth, The Rome-Berlin Axis, Collins, London, 1966.